

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion  
Département des Sciences Economiques

## MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de  
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES  
Option : Economie Monétaire et Bancaire

### L'INTITULE DU MEMOIRE

L'impact de la dévaluation du Dinar Algérien sur le  
commerce extérieur en Algérie

Préparé par :

- OUCHENE Khoukha
- MESSAOUDI Amina

Dirigé par :

Mr. AGGOUNE Karim

### Jury :

Président : Mme. MENDIL

Examineur : Mr. MOUFFOK

Rapporteur : Mr. AGGOUNE K.

Année universitaire : 2020/2021

## Remerciement

Nous remercions Dieu, Le Tout Puissant de nous avoir accordé volonté et courage pour accomplir ce travail.

Nous avons aussi le plaisir de remercier vivement notre encadrant **Mr. AGGOUNE**, pour son grand soutien, son orientation, et ses conseils, remarques, qui nous étaient utiles, tout au long de ce travail.

Nous tenons à exprimer notre grande reconnaissance et profonde gratitude à notre responsable de spécialité **Mr. GANA** pour ses conseils, son aide précieuse, en nous assurant les documentations et pour le temps qu'il nous a consacré.

Nous tenons aussi à remercier **Mr BOUDIBA** et **Mr Mustapha**, nos encadreurs au sein de la banque BADR d'Akbou, pour leurs aides et leurs orientations durant la période de stage

Nous remercions également **les membres de jury** qui ont accepté de lire et d'évaluer ce présent travail de recherche.

Notre profonde reconnaissance va aussi à tous les enseignants de la faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion qui ont assuré notre formation durant le cursus universitaire.

Enfin, nous manifestons beaucoup de gratitude pour ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail.

## *Dédicaces*

*Je remercie d'abord le bon Dieu de m'avoir donné le courage et la patience à bien mener ce travail.*

*Je dédie ce travail :*

*-A Ma très chère mère « **source de bonheur et d'amour** » que j'aime énormément pour sa présence en toutes circonstances et ses sacrifices, à qui j'offre toutes mes réussites et que Dieu la protège.*

*-A la mémoire de mon cher père « ABDELKADER » et que Dieu le Tout Puissant l'accueille dans son vaste paradis.*

*-A mes très chères sœurs « LINDA et HAKIMA » à qui je souhaite tout le bonheur et la réussite.*

*-A tous mes frères « ALI », « ABDELLAH », « TARIK », « MESSAOUD », je vous souhaite beaucoup de réussite et de bonheur dans votre vie.*

*-A tous mes neveux et nièces à qui je souhaite une vie meilleure.*

*-A ma chère binôme « AMINA » et toute sa famille.*

*-A mes très chères copines LOUIZA, ZOUZOU, CYLLA, SAMIA, DJIDJI, SONIA, avec lesquelles j'ai passé de très belles années et des moments inoubliables, je vous souhaite beaucoup de bonheur et plein de réussites.*

*- A ma chère cousine : « MELISSA », je te souhaite tout le bonheur du monde.*

*-A tous ceux qui j'ai connu durant mon parcours, qui m'a soutenu, aidé et cru en moi, de loin ou de près.*

**KHOUKHA**



## Dédicaces

*J'ai le plaisir de dédier ce travail à :*

*La mémoire de mon père*

*Ma très chère mère, ma source de tendresse, qui me donne toujours l'espoir de vivre et qui n'a jamais cessé de prier pour moi*

*Mes chers frères ADEL et MASSI*

*Mes chères amies DJIDI, DJAMILA, OUIZA*

*A tous qui m'ont aidé à l'élaboration de ce modeste travail  
HADJILA, FARADJALLAH et SALIMA*

*A Ma binôme KHOUKHA avec qui j'ai tout partagé durant la réalisation de ce travail et des moments inoubliables*

*Ainsi qu'à tous ceux qui me connaissent, qui me sont chers et proches, et ceux que j'estime.*

*Enfin à tous mes enseignants Et à tous ceux que j'ai aimés de citer.*

## Sommaire

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Liste des figures

Liste des tableaux

Introduction générales.....1

Chapitre 1 : Approche générale sur le marché et le taux de change .....4

Introduction .....4

Section 1 : Généralité sur le taux de change .....4

Section 2 : Le marché et le taux de change .....13

Section 3 : Le risque de change et les techniques de sa couverture.....18

Conclusion.....27

Chapitre 2 : L'impact de la dévaluation de la monnaie sur le commerce extérieur.....8

Introduction.....8

Section 1 : La politique monétaire et la politique commerciale.....8

Section 2 : Généralités sur la dévaluation de la monnaie.....37

Section 3 : l'impact de la dévaluation de la monnaie sur le commerce extérieur et les conditions de sa réussite .....45

Conclusion.....56

Chapitre 3 : L'effets de la dévaluation du dinar sur le commerce extérieur en Algérie..57

Introduction.....57

Section 1 : L'évaluation de la politique de change et ses techniques de couvertures contre le risque de change en Algérie .....58

Section 2 : La dévaluation de dinar Algérie.....74

Section 3 : Le commerce extérieur en Algérie .....87

Conclusion générale.....103

Bibliographie

Annexes

Table des matières

## **Liste des abréviations**

**AGE** : Autorisations Globales à l'Exportation

**AGI** : Autorisations Globales à l'Importation

**AMF** : L'Autorité des Marchés Financiers.

**BA** : Banque d'Algérie

**BC** : Banque centrale

**BCE** : Banque Commerciale Européenne

**BIRD** : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement

**CIT** : Crédit Intérieur Total

**DA** : Dinar Algérien

**EUR** : Euro

**EIT** : Endettement Intérieur Total

**FFE** : Fiscalité de financement Elargi

**FMI** : fond monétaire international

**MLR** : Marshall-Lerner-Robinson

**OMC** : Organisation mondiale du commerce

**PAS** : Plan d'Ajustement Structurel

**PPA** : Parité du Pouvoir d'Achat

**PGE** : Programme Générale d'Exportation

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**SMI** : Système Monétaire International

**SNMG** : Salaire National Minimum Garanti

**TCN** : Taux de Change Nominal

**TCR** : Taux de Change Réel

**TCEN** : Taux de Change effectif Nominal

**TCER** : Taux de Change Effectif Réel

**TCRE** : Taux de Change Réel d'Equilibre

**TCE** : Taux de Change Effectif

**TRO** : Taux de Réserve Obligation

**USA**: États-Unis d'Amérique

**USD**: Dollar Américain





## Liste des figures

<b>Figure N°01:</b> intervention de la banque centrale sur le marché interbancaire.....	07
<b>Figure N°02:</b> Identification du risque de change.....	19
<b>Figure N°03 :</b> Le carré magique de Kaldor.....	29
<b>Figure N°04 :</b> La courbe en J.....	47
<b>Figure N°05 :</b> Effets immédiats d'une dépréciation de l'euro (effets prix > effets volume)...	48
<b>Figure N°06:</b> Effets d'une dépréciation de l'euro après un laps de temps (effets volume > effets prix).....	48
<b>Figure N°07 :</b> Effet positif et négatif d'une dévaluation.....	55
<b>Figure N°08 :</b> Evolution du taux de change du dinar de 1995 à 2014.....	63
<b>Figure N°09 :</b> Evolution de commerce extérieur en Algérie.....	93
<b>Figure N°10 :</b> L'évolution du commerce extérieur en Algérie 2010-2019.....	97
<b>Figure N°11 :</b> Les principaux clients de l'Algérie en pourcentage.....	100
<b>Figure N°12 :</b> Les principaux fournisseurs de l'Algérie en pourcentage.....	101

## Liste des tableaux

<b>Tableau N°1</b> : Position de change en Dollar américain (USD) d'une entreprise algérienne..	23
<b>Tableau N°2</b> : L'impact de la fluctuation du cours de la monnaie étrangère sur le résultat...	24
<b>Tableau N°03</b> : Les effets des devises sur les échanges commerciaux.....	46
<b>Tableau N°4</b> : l'évolution du taux de change du dinar de 1994 à 2014.....	62
<b>Tableau N° 05</b> : Taux de change officiel et parallèle en Algérie par rapport au franc français. ....	72
<b>Tableau N° 06</b> : Taux de dévaluation- dépréciation réévaluation ou appréciation .....	83
<b>Tableau N°07</b> : Exportations des hydrocarbures en 1000 tep.....	84
<b>Tableau N°08</b> : Les élasticités d'exportations et les élasticités d'importations (1991-2017).....	84
<b>Tableau N°09</b> : Evolution du solde courant du stock de la dette extérieur et du taux de change nominal.....	86
<b>Tableau N°10</b> : Evolution du service de la dette et du solde courant pour l'économie algérienne.....	87
<b>Tableau N°11</b> : la répartition des importations de marchandises par zone géographique de 2004 à 2012 (en %).....	94
<b>Tableau n°12</b> : la répartition des exportations par zone géographique de 2004 à 2012 (en %).....	95
<b>Tableau N°13</b> : classements des dix premiers clients de l'Algérie de 2010à 2017.....	98
<b>Tableau N°14</b> : évolutions des classements des 10 fournisseurs de l'Algérie 2010-2017...	100

# **Introduction générale**

### Introduction générale

Aujourd'hui, avec la libéralisation de l'économie mondiale marquée par une forte concurrence, un décloisonnement des marchés, la mondialisation des capitaux et des technologies, ainsi que le développement des moyens de communication et de transport, l'activité des entreprises, des banques, des investisseurs institutionnels et des institutions financières non bancaires est de plus en plus orientée vers l'international.

Le commerce extérieur représente l'ensemble des échanges de biens et services effectués entre les nations, afin de permettre aux pays de satisfaire leurs besoins et de compléter l'insuffisance locale en matière de besoins, ou bien d'élargir leurs débouchés pour l'écoulement de leur production. Tous les pays dont l'économie fut administrée sont confrontés lors du passage à une économie de marché à la maîtrise des mécanismes techniques et juridiques de l'environnement inhérent au commerce extérieur.

En effet, l'environnement financier international a profondément évolué au cours des dernières années ; il est devenu origine de plusieurs problèmes, et donne naissance à de nouveaux risques.

La mise en place du régime de change flottant ne date pas d'une décennie. Avant 1973, toutes les monnaies avaient une parité fixe contre le Dollar, et la valeur était référencée à l'or (étalon-or). Depuis la suppression de la convertibilité en or du dollar, suite à un jeu de pression des trois grandes puissances (Allemagne, France et Japon), on est passé d'une convertibilité fixe à une convertibilité variable des devises entre elles. Par contre, les entreprises qui exercent les opérations du commerce extérieur ont touchées par un risque bien clair, c'est un risque qui était inexistant ou insignifiant auparavant, c'est un risque lié aux fluctuations du taux de change des devises lors du règlement des opérations commerciales avec les partenaires étrangers, c'est ce qui s'appelle le risque de change.

Ce risque constitue une menace majeure pour toute entreprise engagée dans le commerce international et il est devenu un grand problème même pour les États. Le plus souvent le risque de change naît lorsque les fluctuations des valeurs relatives des monnaies affectent la position concurrentielle ou la variabilité financière d'une organisation, ce qui implique une dévaluation de la monnaie par rapport à une autre.

## **Introduction générale**

---

Les dévaluations qui sont un aspect de la politique monétaire, sont apparues après la première guerre mondiale dans différents pays, lorsque ces derniers abandonnèrent l'étalon or et adoptèrent l'étalon de change or.

Elles se développent surtout après la deuxième guerre mondiale avec le triomphe des changes fixes. Les principales monnaies étant régies actuellement par le système des changes flexibles, la dévaluation n'est que très peu utilisée par les pays développés.

On peut définir la dévaluation comme étant le changement de l'équivalence légale entre la monnaie nationale et les monnaies étrangères. On ne parle de dévaluation donc, que si l'Etat modifie officiellement la parité de la monnaie dans le sens de la baisse.

En théorie, une dévaluation peut dans certaines conditions relancer les exportations du pays et de ce fait ajuster la balance commerciale, bien que son effet ne soit pas immédiat.

En Algérie, avant les années 80, le régime de change était fixe, et le problème de change ne se posait pas.

De nos jours, l'évolution du secteur privé et avec l'ouverture du marché algérien aux investisseurs étrangers, les entreprises se trouvent devant un risque de change inévitable et certain. Cependant, ce nouvel environnement exige un suivi continu et une gestion adéquate pour ce risque. Un tel produit est économiquement nécessaire et opportun pour toute entreprise ouverte à l'international, qu'elle soit exportatrice ou importatrice. Ainsi, afin de faire face à ce risque éventuel sur le marché des changes, il existe des techniques, des outils et instruments, qui permettent aux entreprises et acteurs de ce marché de se couvrir contre ces variations des taux de change et alléger ces conséquences. Ces instruments consistent à réduire ou à annuler carrément le risqué lié aux positions de change par des méthodes internes au sein des entreprises ou externes en transférant la couverture du risque de change à des organismes externes.

Or, l'Algérie fait face à des déséquilibres extérieurs durables et récurrents, et cette situation reflète la fragilité de sa structure extérieure dépendante à plus de 90 % des hydrocarbures, ce qui se traduit dans la valeur du dinar algérien. Toute chute des cours du pétrole inscrite dans le temps donne lieu systématiquement à une importante dévaluation rampante du dinar.

Notre travail de recherche traite la question suivante :

### **Quel est l'impact de la dévaluation du dinar algérien sur le commerce extérieur du pays ?**

A travers cette question principale découle les questions suivantes :

- Qu'est ce qu'une politique de dévaluation ?
- La dévaluation de la monnaie est-elle efficace et quels sont les conditions de sa réussite ?
- Pour le cas de l'Algérie, est-ce que la dévaluation du Dinar impacte le commerce extérieur ?
- La dévaluation du dinar pourra-t-elle booster le commerce extérieur ?

Par ailleurs, dans le cadre de notre recherche, nous avons basé nos réflexions sur l'hypothèse suivante :

- ☞ la dévaluation du dinar n'a aucun effet notable sur le commerce extérieur du pays.

Afin de mieux cerner ce sujet, nous avons adopté une démarche méthodologique qui repose éventuellement sur une recherche bibliographique portant sur le thème, en consultant des ouvrages, articles, rapports, thèses, revues, et...

Pour mener bien notre travail, nous avons choisi le plan suivant :

Dans le premier chapitre nous allons traiter le marché, le taux de change et les différentes techniques de couverture contre le risque de change.

Le second chapitre sera consacré au lien entre la politique monétaire et la politique commerciale, ainsi la dévaluation de la monnaie puis les effets sur le commerce extérieur et la condition de sa réussite.

Le troisième chapitre sera consacré à l'effet de la dévaluation du dinar algérien sur le commerce extérieur en Algérie.

# **Chapitre 01**

## **Approche générale sur le marché et le taux de change**

## Chapitre 01 :

# APPROCHE GENERALE SUR LE MARCHE ET LE TAUX DE CHANGE

### Introduction

Les échanges internationaux entre différents agents économiques de pays différents, utilisant de monnaies différentes étaient à l'origine de la création d'un marché de change, lieu où peuvent être échangées des monnaies contre d'autres, à un prix appelé le taux de change. Le cadre institutionnel de ces échanges internationaux est représenté par le Système Monétaire International.

Ce système a connu une évolution très intéressante durant plus d'un siècle en adoptant des régimes de changes diverses. Le taux de change et le commerce extérieur ont donc une relation très étroite et qu'une variation du taux de change aurait forcément des conséquences sur le commerce extérieur d'un pays.

Ce présent chapitre a pour objectif de résumer l'organisation et le fonctionnement du taux de marché des changes, ainsi le risque de change et cela, pour faire ressortir ensuite les techniques de couverture contre les risques.

### Section 01: Généralités sur le taux de change

Le marché des changes est un marché qui comporte les achats et les ventes d'une monnaie nationale contre une autre, autrement dit les transactions de devises. Il est obtenu par la confrontation des offres des devises qui proviennent des exportateurs et de la demande des devises qui est engendré par les importateurs sur ce marché.

#### 1. Présentation du marché de change

la Banque d'Algérie a institué, par Règlement n° 95-08 du 23 Décembre 1995 relatif au marché des changes, un marché des changes qui est un marché entre banques et établissements financiers où sont traitées toutes les opérations de change (vente et achat) au comptant ou à terme entre la monnaie nationale et les devises étrangères librement convertibles, constituant ainsi le lieu de détermination des cours de change (taux de change des devises) par le libre jeu de l'offre et de la demande.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> [www.bank-of-algeria.dz](http://www.bank-of-algeria.dz)



Historiquement, ce sont les banques qui ont permis aux entreprises de convertir leur monnaie en devise (ou inversement).

En effet, la banque se portait tout d'abord contrepartie de son client en acceptant la monnaie dont celui-ci souhaitait se défaire et fournissait en échange celle dont il avait besoin.

Ensuite, la banque cherchait elle-même une contrepartie, soit parmi sa clientèle, soit plus généralement en s'adressant à une autre banque. Ce sont ces échanges interbancaires et les conventions qui ont été mises en place qui ont donné naissance au marché des changes.

Le marché des changes est donc le lieu où se rencontrent l'offre et la demande de devises. Chaque intervenant sur le marché des changes présente à la fois la qualité de vendeur d'une devise et d'acheteur d'une autre devise. Il y trouvera une contrepartie ayant un intérêt inverse afin de réaliser une transaction consistant à échanger une monnaie contre une autre. En dehors des échanges touristiques des artisans, des entreprises, des banques, de grandes institutions et même des états peuvent avoir besoin de convertir leur monnaie nationale en devise.

De plus, l'accroissement des échanges internationaux entraînant inévitablement une augmentation considérable des besoins de conversion de devises, le marché des changes est devenu le marché le plus important de la planète.<sup>2</sup>

Dans le cadre de la gestion des réserves, la Banque d'Algérie intervient sur le marché interbancaire des changes au comptant, au moyen des recettes d'exportations d'hydrocarbures et produits miniers dont la gestion relève de ses attributions.

### **1.1 Marché interbancaire des changes**

Le Marché interbancaire des changes est un marché entre banques et établissements financiers. Il regroupe toutes les opérations de change au comptant ou à terme entre monnaie nationale et devises étrangères librement convertibles.

Le Marché interbancaire des changes à terme est un marché sur lequel les intervenants réalisent des opérations de change à terme.

---

<sup>2</sup> <https://www.abc-forex.net/fr/marche-des-changes/c-est-quoi-le-forex.php>

Les opérations de change sont toutes transactions entre les parties, pour l'achat par une partie d'un montant convenu dans une monnaie contre la vente à une autre partie d'un autre montant convenu libellé dans une autre monnaie.

Le marché interbancaire est un marché réservé aux banques. Elles s'échangent entre elles des actifs financiers de court terme, entre un jour et un an. C'est un marché de gré à gré, cela signifie que les banques traitent et négocient librement entre elles.

L'offre émane des banques qui ont des liquidités disponibles qu'elles prêtent aux banques qui ont des besoins de financement.

Une banque peut en même temps être prêteuse et emprunteuse sur le marché interbancaire.<sup>3</sup>

Par exemple, une banque peut prêter des liquidités aux autres banques sur le marché interbancaire pour une durée de 4 jours. Si le 3ème jour, elle a un besoin important de liquidités (pour honorer ses réserves obligatoires auprès de la Banque Centrale par exemple), elle emprunte pour une seule journée ces fonds sur le marché interbancaire.

Le rôle de la Banque centrale européenne est d'alimenter le marché interbancaire en liquidités en fonction de ses objectifs, notamment la stabilité des prix. Elle gère la quantité de monnaie en circulation dans l'économie.

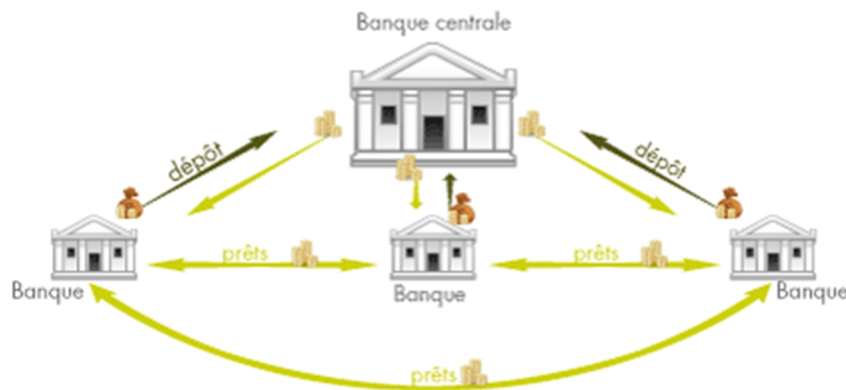
La BCE intervient directement sur le marché interbancaire en offrant ou en demandant des liquidités. Si la BCE offre une quantité importante de capitaux, le taux de ce marché diminue et les banques ont plus de facilités à se financer. À l'inverse, si la BCE emprunte beaucoup de capitaux, la demande augmente et le taux augmente. Comme le montre le schéma ci-dessous.

La BCE intervient indirectement sur le marché interbancaire en fixant différent taux.

---

<sup>3</sup> <https://www.lafinancetoutous.com/decryptages/marches-financiers/acteurs-de-la-finance/banque/la-banque-comment-ca-marche/le-marche-interbancaire/>

Figure N°1: intervention de la banque centrale sur le marché interbancaire



Source\_ : <https://www.lafinancepourtous.com/>

La BCE exige que toutes les banques détiennent une part de leurs liquidités sous forme de réserves auprès de la BCE. En augmentant le taux des réserves obligatoires, la BCE exige des banques qu'elles aient plus de liquidités. Les banques seront donc plus demandeuses sur le marché interbancaire. Inversement, si la BCE diminue le taux des réserves obligatoires, les banques disposent de plus de liquidités à offrir sur le marché interbancaire.<sup>4</sup>

## 1.2 Les caractéristiques du marché de change

Le marché des changes a des caractéristiques bien particulières notamment sa dimension planétaire, un marché réseau ainsi qu'un marché en continu :<sup>5</sup>

**a) Un marché planétaire :** par son caractère planétaire, le marché des changes est une organisation économique largement non réglementée, ou plutôt auto-réglementée, au sens où les règles de fonctionnements sont édictées par les agents privés, ou par des institutions privées lorsque les transactions ont lieu sur des marchés organisés ;

**b) Un marché réseau :** les offreurs et les demandeurs communiquent par des instruments modernes de transmission (téléphone, télex...) complétés par des réseaux d'information spécialisés (Reuters, Telerate) et des systèmes informatiques permettant d'effectuer et d'enregistrer rapidement les opérations. Ainsi, le marché des changes apparaît comme un marché réseau qui contribue à unifier l'économie mondiale ;

<sup>4</sup> <https://www.economie.gouv.fr/facileco/marche-interbancaire>

<sup>5</sup> D.PLIHON, 3ème édition La Découverte, pp. 6-7

c) **Un marché en continu** : le marché des changes fonctionne en continu successivement sur des places financières dont les cours de change sont aussi cotés 24 heures sur 24 et 5 jours sur 7 ;

d) **Un marché dominé par quelques places financières** : le marché des changes est géographiquement très concentré sur les places financières de quelques pays tels que Londres "City" (37%), les Etats-Unis (19.4%), Singapour (7.9%) et Hong-Kong (4%) ;

e) **Un marché interbancaire** : les cambistes des banques et les courtiers sont les seuls intervenants privés à opérer directement sur le marché. Pour cette raison, le marché des changes est un marché interbancaire de gros ;

f) **Un marché dominé par quelques monnaies** : les opérations sur les marchés des changes sont concentrées sur un petit nombre de monnaies, et très majoritairement sur le dollar (87,6%), l'euro (31%) et le yen japonais (21,6%) ;

g) **Un marché à terme** : Les transactions au comptant ne représentent que 40 % des transactions. Le marché des changes est donc nettement un marché à terme.

## 2. Les intervenants du marché de change

Les principaux intervenants sur le marché de change sont : les banques, les courtiers, les Banques Centrales et les clients.<sup>6</sup>

### ➤ Les banques

Le marché des changes est un large marché entre banques. Seules les grandes banques sont admises à ce club lié par téléphone et télex. Les spécialistes de ces banques sont appelés les cambistes, parmi lesquels on distingue :

- Les cambistes teneurs de marché (market makers), dont le rôle est de coter les cours de devises directement sur le marché interbancaire pour le compte de l'institution qui les emploie.

- Les cambistes clientèles, qui sont des vendeurs chargés de répondre à la demande des clients des entreprises.

### ➤ Les courtiers

Certains utilisateurs préfèrent recourir au service de courtiers plutôt qu'à celui de leur banque. Les courtiers sont des intermédiaires qui, contre une commission s'efforcent de trouver une contre partie à la demande qui leur est faite. Leurs positions d'intermédiaires leur permettent de grouper les opérations et d'assurer l'inconnu des transactions.

### ➤ La Banque Centrale

---

<sup>6</sup> B.GUILLOCHON et A.KAWECKI, « Economie internationale commerce et macroéconomie », 5<sup>ème</sup> édition Francis Lefebvre, Paris, 2006, p. 290

Le troisième acteur le plus important sur le marché de change est la Banque Centrale. Il s'agit d'un acteur majeur du marché de change. Elles interviennent principalement pour influencer la valeur de leur monnaie soit pour des raisons de politiques économiques internes, soit pour respecter des parités fixes dans des engagements pris.

#### ➤ Les clients

Ils peuvent se décomposer en trois catégories qui sont les entreprises industrielles et commerciales, les institutions financières ne participant pas directement au marché de change, mais par l'intervention des banques.

Les entreprises industrielles et commerciales, qui représentent la catégorie la plus importante des clients, offrent et demandent des devises en contrepartie d'opérations commerciales (importations /exportations) ou financières (prêt ou emprunt et investissement) avec l'étranger. Certains des entreprises ont créé leur propre salle de marché afin de pouvoir intervenir directement sur le marché pour leur propre compte.

### 3. Les types de régime de change

Le régime de change est un ensemble des normes par laquelle un ou plusieurs pays organisent la fixation sur le marché des taux de change. En principe, ces derniers varient d'un moment à l'autre parce qu'il s'agit d'une comparaison entre deux devises différentes. Le choix des autorités monétaires d'un pays découle à la fois de ses objectifs économiques et de son positionnement international. C'est pour cela qu'il existe divers types de régimes de taux de change :<sup>7</sup>

#### 3.1 Le régime de change flexible ou flottant

Pour ce régime de change flottant, aucun engagement n'est fixé par rapport au taux de change qui évolue en toute liberté et suivant le jeu de l'offre et de la demande sur le marché des changes. Donc, le taux de change des principales monnaies comme le dollar américain, l'euro des pays dans l'Union européenne, le yuan de la Chine et le yen du Japon, fluctuent en fonction des mouvements de marché. Ce dernier désigne l'endroit qui réunit les divers investisseurs désireux de vendre ou d'acheter une devise contre une autre. Sachez que dans la pratique, il existe de nombreuses formes de régimes de change flexible. En dehors du régime pur où seul le marché détermine le cours d'équilibre c'est-à-dire la valeur respective des devises, nous sommes aussi de nos jours en présence d'un régime de flottement administré dans lesquelles les banques centrales interviennent dans le but d'informer les opérateurs

---

<sup>7</sup> <https://www.panoramix-bourse.com/les-differentes-categories-de-regime-de-change/> consulté le 09/05/2021

spécialisés dans les changes, du taux de change qu'elles estiment justifier. C'est essentiellement le cas de la Chine.<sup>8</sup>

### 3.2 Le régime de change fixe

Concernant le régime fixe, le cours de devise ne flotte pas, car il est fixé suivant un étalon c'est-à-dire une monnaie ou un panier de monnaies défini par la banque centrale qui émet cette devise par exemple, le dollar. Le cours ainsi déterminé par les autorités monétaires est appelé le cours pivot ou parité fixe. En principe, il constitue le taux de change de référence autour duquel une certaine fourchette de fluctuation est accordée. Donc, la banque centrale doit défendre rigoureusement le cours pivot afin de le maintenir à l'intérieur de la marge de fluctuation définie. Pour ce faire, elle achète sa propre monnaie si elle veut rehausser le cours sur le marché et elle vend cette devise lorsqu'elle constate que le cours est trop élevé. Tout cela implique que les autorités monétaires doivent toujours disposer des réserves de change suffisantes. Sous le respect de certaines conditions, des changements du cours pivot peuvent être accordés. Il faut noter qu'il existe aussi plusieurs types de régimes de change fixe selon la souplesse de la marge de fluctuation accordée.

### 3.3 Le régime de change intermédiaire

Il est très important de savoir qu'à côté de ces deux grandes catégories de régimes de change classique, c'est-à-dire flottant, et fixe, il existe aussi ce qu'on appelle régime de change intermédiaire par exemple, l'application de la parité glissante. D'une manière générale, les autorités monétaires adoptent dans ce régime le taux de change théoriquement fixe parce qu'en pratique, le cours pivot est changé périodiquement en fonction d'un certain nombre de paramètres économiques du pays concerné. Donc, l'abandon de la parité glissante peut entraîner des failles de change importantes sur le marché. Sachez également qu'il faut bien connaître la distinction entre la convertibilité d'une monnaie et le régime de change appliqué dans un pays ou une zone monétaire.

## 4. Les opérations et les ressources utilisés au marché de change

Les banques et établissements financiers sont autorisés, dans le cadre de la gestion de leur trésorerie en devise à :<sup>9</sup>

---

<sup>8</sup> <https://politika.mg/14584/>

- vendre aux banques non résidentes la monnaie nationale contre des devises étrangères librement convertibles ;
- vendre des devises étrangères librement convertibles contre la monnaie nationale détenue dans un compte en dinars convertibles ;
- acheter et vendre des devises étrangères librement convertibles contre des devises étrangères librement convertibles ;
- acheter et vendre entre intervenants au marché interbancaire des changes de devises librement convertibles contre monnaie nationale.

Les ressources en devises laissées à la disposition des banques et établissements financiers intervenant sur le marché interbancaire des changes sont :

- les recettes provenant des exportations hors hydrocarbures et produits miniers, à l'exclusion de la partie revenant à l'exportateur ;
- les sommes provenant de tout crédit financier ou d'emprunt en devises contracté par les banques et établissements financiers pour leur besoin propre ou pour celui de leur clientèle ;
- les sommes provenant d'achats effectués sur le marché des changes ;
- toute autre ressource que définira, en tant que de besoin, la Banque d'Algérie.

Ces ressources sont destinées, notamment, à être utilisées pour couvrir les opérations courantes des banques et établissements financiers ou de leur clientèle à savoir :

- le refinancement et les avances sur recettes provenant des exportations hors hydrocarbures et produits miniers ;
- la couverture d'acomptes non finançables relatifs aux contrats d'importation ;
- la couverture, en cash, d'importations de biens ou de service ne bénéficiant pas de financement extérieur ;
- le paiement des échéances de dettes extérieures ;

Toutes autres obligations de paiement conformes à la réglementation.

## **5. L'évolution du marché de change**

---

<sup>9</sup> <https://www.bank-of-algeria.dz/html/marcheintl.htm>

Ce marché est le plus vaste marché financier si l'on se base sur le volume des transactions, dont les règlements nécessitent une opération de change, c'est-à-dire, des conversions d'une monnaie à une autre qui justifient l'existence de ce marché.<sup>10</sup>

Pour analyser les facteurs capables d'influencer les taux de change, il est essentiel de présenter l'évolution des régimes de change :

➤ **Système de l'étalon or (1870-1914)**

Ce système est caractérisé par un système de change fixe vu que les taux de change variaient très peu autour du pair. Les limites des variations étaient fixées par les points d'entrées et de sortie d'or, au-delà desquels se produisaient des transferts d'or, censés exercer des effets autorégulateurs sur la balance de paiements. Il y a eu stabilité des monnaies au temps de l'étalon or. Toutefois celle-ci s'était accompagnée d'une grande instabilité des économies. Par ailleurs, la stabilité monétaire avait moins résulté de mécanismes automatiques que d'interventions actives des banques centrales dans le cadre d'une domination de la livre sterling.<sup>11</sup>

➤ **Le système d'étalon change or (1914-1945) : (Gold Exchange Standard)**

La guerre de 1914 – 1918 et les tensions qui en résultèrent, amenèrent la rupture du système précédent. Les états belligérants, en effet, décidaient les cours forcés et l'inconvertibilité en or des monnaies. Il n'y avait plus de limites aux variations des taux de change. Les accords de la conférence de Gênes (1922) instaurèrent le Gold Exchange standard système. Les billets n'étaient plus échangés contre des pièces mais seulement contre des lingots. Par ailleurs, les états démunis d'or pouvaient couvrir leurs monnaies de papier sur les monnaies convertibles en or, qui étaient devenu les monnaies de réserves.<sup>12</sup>

Dans ce système « Gold Exchange Standard », les réserves des banques centrales sont constituées d'or et de monnaie de réserve convertis en or. Ceci présentait l'intérêt d'économie d'or dont la production risquait d'être insuffisante pour assurer les règlements de déficit de la balance des paiements. Mais en 1931, la « livre » fut déclarée inversible en or et ce fut du Gold Exchange standard. Seul le dollar resta convertible en or et devint la monnaie internationale détrônant la livre sterling. De nombreux pays procédèrent à des dévaluations de leur monnaie, dans le but de bénéficier d'avantages pour leurs exportations. La seconde Guerre mondiale détruit ensuite de nombreuses économies.

<sup>10</sup> FONTAIN, P, «Marchés des changes », Edition Pearson Education, France, 2009, P 17.

<sup>11</sup> [www.vie-publique.fr](http://www.vie-publique.fr) consulté la 09/05/2021.

<sup>12</sup> ADOUKA-Lakhdar, modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM, thèse de doctorat en sciences de gestion, univ-Tlemcen, 2011, p98.



### ➤ **Système de Bretton woods (1945-1980)**

Le système de Bretton Woods est mis en place pour définir, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les contours d'une nouvelle architecture financière internationale. Fondé sur des accords signés dès 1944 par 44 gouvernements, il organise le système monétaire mondial autour du dollar américain, seule monnaie à être désormais convertible en or. On parle de *Gold Exchange Standard*, une once d'or fin correspondant à 35 dollars.

Il s'agit d'éviter une crise économique comme celle des années 1930, due aux changes flottants (évolution de la valeur des monnaies en fonction de l'offre et de la demande), aux dévaluations monétaires et à l'absence d'entente entre les États. Sur le plan institutionnel, les accords de Bretton Woods créent le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Le FMI doit permettre de fournir des liquidités aux pays en difficulté pour éviter de nouvelles dévaluations, alors que la BIRD (aujourd'hui une des composantes de la Banque mondiale) doit favoriser le développement économique.

Ce système accompagne les Trente Glorieuses et la prospérité économique des pays industrialisés. Mais en 1971, face à des déficits extérieurs, l'accumulation de dollars dans les réserves des banques centrales en Europe et au Japon, ainsi qu'une diminution des réserves en or américaines, le président Richard Nixon annonce unilatéralement la suspension de la convertibilité du dollar en or. Le retour des changes flottants marque l'échec du système. Le 8 janvier 1976, les accords de la Jamaïque confirment l'abandon du système des parités fixes. La conjoncture économique vit alors au rythme des variations de la valeur du dollar, qui expliquent en partie le premier choc pétrolier de 1973 ou encore la crise asiatique de 1997.<sup>13</sup>

## **Section 02 : Le marché et le taux de change**

Le taux de change d'une monnaie se fait sur un marché qui est le "marché des changes" appelé aussi Forex. Comme tout marché concurrentiel, le marché des changes est régi par la loi de l'offre et de la demande. C'est à dire, en simplifiant, plus une monnaie est demandée dans les échanges internationaux, plus son cours (sa valeur) augmente. Le cours d'une monnaie varie donc en permanence (tous les jours et même dans la journée) selon ce mécanisme de l'offre et la demande.

---

<sup>13</sup> VEREZ G.C, « précis d'économie internationale » Edition Ellipses, paris, 2010, p 238.

Comme tout marché, il a pour fonction de déterminer les prix d'échanges, c'est-à-dire le taux de change entre chaque couple de devises. Le change est l'acte par lequel on échange les monnaies de différentes nations. Les monnaies prennent les mêmes formes que la monnaie à l'intérieur d'un pays. La majeure partie des actifs monétaires échangés sur les marchés des changes sont des dépôts à vue dans des banques. Le taux de change est le prix de la monnaie d'un pays en termes de la monnaie d'un autre. Il y a deux types de taux de change, selon la date de l'échange réel des monnaies : le taux de change au comptant est le prix pour une transaction "immédiate"; le taux de change à terme est le prix pour une transaction qui interviendra à un certain moment dans l'avenir.

## 1. Définition du taux de change

Le taux de change étant le prix relatif entre deux monnaies, il peut être coté de façon : soit comme le prix en monnaie étrangère d'une unité monétaire domestique, soit comme le prix en monnaie domestique d'une unité monétaire étrangère. Dans le premier cas, on parle de la cotation au certain, dans le second cas, on parle de la cotation à l'incertain.

Le taux de change désigne le rapport des monnaies les unes aux autres. Il permet de déterminer la valeur d'une monnaie. Il s'exprime généralement en un coefficient multiplicateur. Par exemple, si l'on parle du rapport entre le yen et l'euro, on dira 1 euro = 141 672 yens. Le taux de change permet de jouer sur la compétitivité des pays en matière d'exportation. Un taux de change avantageux permet de mieux négocier à l'international. Le taux de change peut être fixe ou variable.<sup>14</sup>

## 2. Les types du taux de change

D'une manière générale, le taux de change est le prix relatif d'une monnaie par rapport à une autre. Il existe différents types de taux de change : taux de change nominal (TCN); taux de change réel (TCR) ; taux de change à terme ; taux de change effectif nominal (TCEN); taux de change effectif réel (TCER).<sup>15</sup>

### 2.1 Le taux de change nominal (TCN)

---

<sup>14</sup> <https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-economique-et-financier/1199055-taux-de-change-definition-traduction/>

<sup>15</sup> ADOUKA-Lakhdar, modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM, thèse de doctorat en sciences de gestion, univ-Tlemcen, 2011, P 119-120.

Le TCN est définis comme étant le prix en monnaie nationale d'une unité de monnaie étrangère (cotation à l'incertain) ou comme le prix en monnaie étrangère d'une unité de monnaie nationale (cotation certain).

## 2.2 Le taux de change réel (TCR)

Le TCR est le taux de change nominal déflaté par le niveau général des prix. Dans la littérature anglo-saxonne, le TCR est noté PLDER (Price level deflated exchange rate). Cette définition nous amène à nous interroger sur les raisons du calcul du TCR.

La variation des prix domestiques et des prix extérieurs peut modifier le pouvoir d'achats des monnaies nationales et étrangères, d'où il est très utile de déflater le TCN pour avoir le TCR. Si le taux de change nominal est la quantité de monnaie nationale qu'il faut pour acquérir une unité de monnaie étrangère, le TCR exprime la quantité de bien nationaux que l'on peut acquérir avec une unité de monnaie étrangère.

Nous rappelons que le taux de change réel peut s'écrire par de différentes façons :

- Le taux de change réel peut s'écrire sous la forme suivante

$$\text{TCR} = \frac{P_e}{P_n}$$

Avec  $P_e$  est le prix des biens échangeables et  $P_n$ , celui des biens non échangeables.

Enfin, le TCR est peut être défini par rapport à la parité de pouvoir d'achats :

$$\text{TCR} = s \frac{P^*}{P}$$

Où  $p^*$  représente le niveau général des prix extérieurs. Dans cette troisième écriture. Le TCR est appelée taux de change PPA.

## 2.3 Le taux de change à terme

Le TCT exprime les opérations de change à terme entre deux devise. Le taux de change à terme est défini à partir du taux de change au comptant (taux de change nominal) en fonction de la relation suivante :

$$\text{TCN} = \text{TCN} \left( \frac{1+r}{1+r'} \right)$$

Avec  $r$  et  $r'$  sont respectivement le taux d'intérêt pour le terme convenu dans chacun des deux pays. D'après la formule de TCT, nous pouvons déduire trois cas :

Quand  $r = r'$ , TCT = TCN : il ya parité des deux taux.

Quand  $r > r'$ , TCT > TCN : le taux à terme cote un « report ».

Quand  $r < r'$ , TCT < TCN : le terme à terme cote au contraire un « déport ».

## 2.4 Le taux de change effectif (TCE)

Le TCE est d'une manière générale le taux de change effectif d'une monnaie et une moyens des taux bilatéraux de cette monnaie pondérée par le poids relatif de chaque pays étranger dans le commerce extérieur du pays considéré. Nous précisons que le taux de change bilatéral est le taux de change entre deux monnaies. Il existe différentes sortes d'indices du taux de change effectif, nous citons les deux plus utilisables dans l'économie internationale.

- Indice pondérée par importations : c'est la moyenne arithmétique du cours des monnaies des pays partenaires exprimé en monnaie nationale par rapport à la période de base, pondéré par la part des partenaires dans le total des importations des pays considérés.

- Indice pondéré par exportations : c'est la moyenne arithmétique du cours de la monnaie du pays en question exprimé dans la monnaie du ou des pays partenaires, par rapport a une période de base et pondéré par la part ou de partenaires dans le total des exportations de ce pays.

Nous distinguons deux types de taux de change effectifs :

- **Le taux de change effectif nominal (TCEN)** : qui est définit comme étant le ratio (exprimé par rapport à l'année de base) de l'indice du taux de change moyen d'une monnaie sur une période à la moyenne géométrique pondérée des taux des monnaies d'un ensemble de pays partenaires. Le TCEN est un indicateur de compétitivité.

- **Le taux de change effectif réel (TCER)** : qui est défini comme étant l'indice de taux de change effectif nominal ajusté par les mouvements relatifs des prix locaux ou indicateurs de cout du pays de référence et de ses partenaires.

$$TCER = \sum_i \alpha_i \frac{P^*}{P}$$

Avec  $\sum_i \alpha_i = 1$  ou  $\alpha_i$  est le poids attribué aux partenaires  $i$

Le TCER est aussi un indicateur de compétitivité. Il mesure la compétitivité en moment la quantité requise de biens extérieurs nécessaires à l'acquisition d'une unité de bien intérieur.

Une appréciation (une dépréciation) du TCRE implique qu'il faut plus (moins) de biens étrangers pour acquérir une unité de bien national et, donc, il ya une perte (un gain) de compétitive.

- **Le taux de change réel d'équilibre (TCRE) :** le TCRE est le taux de change réel qui prévaudrait dans un environnement non perturbé, c'est-à-dire lors de la réalisation simultanée d'un équilibre dans le secteur interne et dans le secteur externe.

### **3. L'incidence d'un déséquilibre du taux de change sur la performance économique**

L'un des problèmes les plus importants posés par les régimes de taux de change est celui de l'équilibre du taux de change réel. Car la bonne performance économique, notamment en matière de croissance en dépend fondamentalement. Dans ce qui suit, nous essayerons d'examiner les déséquilibres du taux de change (désalignement) et ses incidences sur l'économie.

#### **3.1 Le déséquilibre du taux de change**

Le déséquilibre du taux de change est une situation caractérisée par le fait qu'un taux de change en vigueur dans une économie, peut être supérieur à sa valeur d'équilibre (sous-évaluation) ou inférieur à cette dernière (surévaluation). Le déséquilibre du taux de change peut être appelée aussi « le désalignement ». Cette dernière est définie par l'écart qui sépare le niveau du cours de change officiel de la monnaie par rapport à un cours fictif dit « cours d'équilibre ». Cette déviation peut être une surévaluation (cas de l'Algérie) ou une sous évaluation (les pays sud est asiatique).

Selon notre consultation des études empiriques, qui ont été faites par des chercheurs tels que Lafay (1985), nous pouvons dire qu'il existe une relation entre le désalignement et le modèle de développement suivie par le pays. Ainsi, les modèles de développement axés sur l'exportation nécessitent une sous évaluation de la monnaie nationale, afin d'accroître la compétitivité internationale. Par contre un modèle de développement axé sur l'industrialisation nécessite une surévaluation, pour encourager l'importation de l'investissement en diminuant les coûts d'importation des équipements.

Longtemps considéré comme une propriété des régimes de taux de change fixe, le déséquilibre du TCR à la même probabilité d'occurrence aussi bien en régime de taux de change fixe qu'en régime de taux de change flexible, comme le montrent des travaux empiriques récents.

On distingue deux types de déséquilibres du taux de change.

- Le déséquilibre macro-économique qui se définit dans le cas où des discordances, entre la politique macro-économique, notamment les mesures monétaires, et le régime du taux de change officiel, écartent le taux de change effectif réel (TCER) de sa valeur d'équilibre.
- Le déséquilibre structurel qui s'observe lorsque des variations de facteurs déterminants fondamentaux du taux de change réel d'équilibre ne se traduisent pas à court terme par des variations effectives du taux de change réel.

Il est très utile de voir que les autorités publiques peuvent réaligner le TCR soit en modifiant le niveau du taux de change nominal en vigueur (dévaluation), soit en utilisant d'autres instruments de politique économique.

### **Section 03 : Le risque de change et les techniques de sa couverture**

Dans un contexte de mondialisation renforcé, les marchés des changes sont très volatils. Ces fluctuations amènent aujourd'hui les entreprises travaillant à l'international à considérer très sérieusement la problématique du risque de change et à se protéger.

Dans cette section nous allons nous intéresser aux différents risques de change ainsi que les moyens de couvertures.

#### **1. Définition du risque de taux de change**

Le risque de change s'agit d'un sous ensemble du risque de marché.<sup>16</sup> « Il représente la variation des résultats provoquée par les fluctuations des cours de devises, à l'occasion d'une transaction commerciale ou financière effectuée dans autre monnaie locale (monnaie dans laquelle est évaluée la performance puisque monnaie de comptabilisation) ». <sup>17</sup>

Il est supporté par les participants qui ont une position de change. Toute fluctuation défavorable des taux de change risque de se répercuter négativement sur les flux futurs espérés par l'acteur en position.

Les risques de changes sont la variation du cours de change d'une monnaie nationale par rapport à une devise qui peut faire baisser la valeur de cette monnaie ou inversement l'augmenter. Risque sensiblement lié au facteur temps. Une entreprise (ou agent économique)

---

<sup>16</sup> DEBAUVAIS.M., SINNAH ., « La gestion globale du change, nouveaux enjeux et nouveaux risques », 2eme édition, ED : ECONOMICA, paris, 1992, p183.

<sup>17</sup> François. DESMICHT. « Pratique de l'activité bancaire », 2ème édition, ED : DUNOD, Paris 2007, p271

est une situation de risque de change dès qu'elle engage une opération commerciale, industrielle ou financière en devise. Le montant de ce risque est mesuré par la position de change, solde des créances et des dettes libellées en monnaie étrangère. Le règlement financier de l'opération se réalise à un cours différent de celui retenu au moment de la fixation du prix en devises.

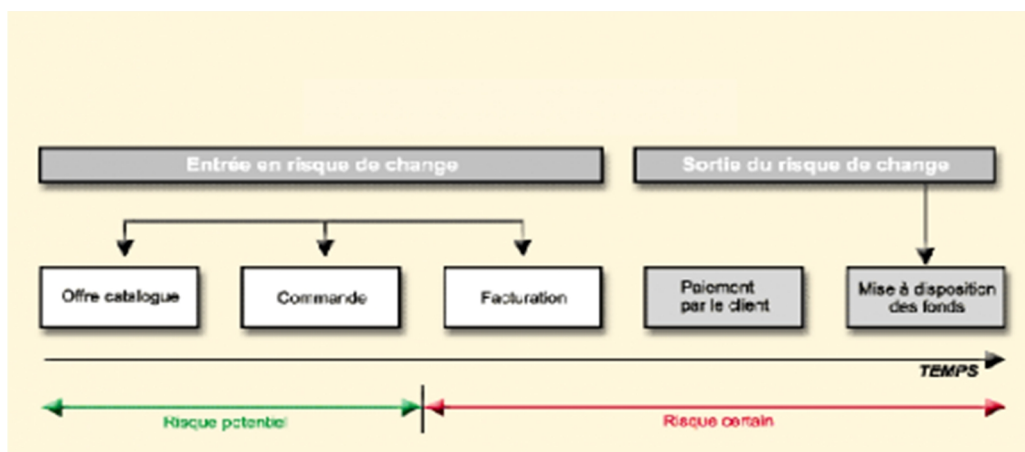
## 2. Naissance du risque

Le risque de change ne naît pas seulement au moment où s'effectue une transaction commerciale ou financière libellée en devise étrangères.

En effet, l'entreprise est exposée au risque de change avant même la signature du contrat avec son partenaire étranger.

Dès l'élaboration d'un contrat, l'entreprise doit prendre en considération l'éventuel risque de change, la gestion de ce risque commence par son identification.

**Figure N°2:** Identification du risque de change



Source : Exporter, COFACE

La gestion du risque peut se réaliser dès l'émission de l'offre ou du catalogue des marchandises proposées dans le cas d'opérations d'exportation, ou de la commande dans le cadre d'activités d'importation.

### 2.1 Risque certain

Le risque de change certain est constaté à la signature d'un contrat irrévocable dans une monnaie autre que la monnaie nationale.

Ils existent plusieurs situations d'exposition au risque certain :

#### ➤ Le risque de change à l'export

Un exportateur est en situation de risque certain lorsqu'il y a dépréciation de la devise de facturation entre la date de la conclusion du contrat et le jour de l'encaissement. L'exportateur recevra au moment de la conversion moins de monnaie nationale.

Lorsqu'un exportateur fait des propositions de prix ou présente un devis libellé en devises, il se trouve en risque aléatoire de change car il ne sait pas si un contrat commercial va naître suite à cette proposition. Il en est de même lorsque l'entreprise pratique la vente à l'export sur catalogue, elle se trouve en risque aléatoire de change tout au long de l'année. Après la phase d'offre et de négociation, en cas d'accord, un contrat commercial est signé entre les deux parties. À partir de ce moment, l'exportateur se trouve en risque économique de change, qui doit être nuancé ou différencié selon les diverses phases qui séparent la signature du contrat du paiement définitif.<sup>18</sup>

#### ➤ **Le risque de change à l'import**

Un importateur est en situation de risque certain lorsqu'il y a appréciation de la devise entre la date de conclusion d'un contrat et celle du règlement. L'importateur dans ce cas aura besoin de plus de monnaie nationale à convertir pour se procurer les devises nécessaires.

### **2.2 Risque incertain**

Il est lié aux opérations dont la réalisation est probable. L'entreprise se trouve confrontée à ce risque lors d'un appel d'offre en monnaie étrangère. En répondant à cet appel d'offre l'engagement de réalisation n'est pas irrévocable.

## **3. Typologies des risques**

Il existe trois types de risques de change qui sont : le risque de change de transaction, le risque de change économique, et le risque de change comptable.

### **3.1 Le risque de change de transaction**

Est le risque de perte lié aux variations de cours de change. Toutes les entreprises qui réalisent des opérations commerciales ou financières engagées en devises sont confrontées à ce risque. Il concerne aussi bien les revenus et les dépenses relatifs aux opérations d'import – export, et donc les transactions commerciales, que les transactions financières telles que les opérations d'emprunts et de prêt en devises.

#### ➤ **Le risque de change commercial**

Est un risque lié aux opérations commerciales facturées en devise étrangère. Au moment du règlement d'une opération commerciale, d'une part l'importateur craint une

---

<sup>18</sup> ATMANI.H & ICHALLAL.B, « Gestion du risque de change dans une opération du crédit documentaire Cas : BNA « El KSEUR 585 », université de Bejaia, mémoire en ligne, 2016, p40, 41.



hausse de la monnaie étrangère, et d'autre part, l'exportateur craint une baisse de cette dernière.

➤ **Le risque de change financier**

Il résulte des activités financières libellées en monnaie étrangères, il peut s'agir d'un prêt ou d'un emprunt en devise.

**3.2 Le risque de change économique**

Cette position de l'horizon étudié et de l'effet des variations de cours sur les coûts, les prix le volume des ventes, elle est difficile à évaluer. Elle a une grande importance pour l'entreprise.

Donc ce risque est constitué par des flux non contractuels de l'entreprise dont le montant serait affecté par une modification du taux de change, il s'agit d'un risque de change indirect.

En effet, une entreprise est indirectement exposée au risque de change si ses clients ou ses fournisseurs sont directement exposés au risque de change.

**3.3 Le risque de change comptable**

La valeur d'une entreprise est définie comme la somme actualisée des cash-flows futurs. L'écart entre les recettes et les charges futures, exprimées en devise nationale.

Les fluctuations de change affectent directement la valorisation des cash-flows, puisqu'ils' agit de les convertir en contrevaletur euro (risque de transaction). Mais leur incidence va au de là, car les variations de change affectent le montant même de ses cash-flows, valorisation, dans des bilans exprimés en monnaie locale, d'actifs et passifs libellés en devises étrangères.<sup>19</sup>

À partir de la définition précédente, nous pouvons déduire que ce risque concerne les entreprises multinationales détenant des actifs à long terme à l'étranger. Il est alors la conséquence de la consolidation des états financiers qui impliquent des actifs et des passifs facturés en devises étrangères.

**4. La mesure de change**

**4.1 Le cours de change de référence**

La détermination d'un cours de change de référence (ou de valorisation) est très importante, dans la mesure où elle permet de connaître la contre-valeur du montant pour lequel l'entreprise s'est engagée.

---

<sup>19</sup> Jean-Baptiste Desquilbet, Université de Lille, 2015, page 17/ Selon le site : [http://jb.desquilbet.pagespersoorange.fr/docs/M2\\_EFI\\_01marchedeschanges.pdf](http://jb.desquilbet.pagespersoorange.fr/docs/M2_EFI_01marchedeschanges.pdf), consulté le 15/05/2021

Le cours de change de référence doit être réaliste économiquement, réalisable financièrement et incontestable vis-à-vis des tiers. Le principe de base à appliquer est que le cours de valorisation doit refléter le mieux possible la rentabilité économique escomptée à la date de l'opération ; il s'agit donc de la parité de change de la devise contre monnaie nationale retenue pour décider de l'opportunité de la réalisation d'une opération libellée dans cette devise.

Les cours de change qui sont à retenir pour la valorisation du risque de change, dès sa naissance, dans une approche transactionnelle sont les cours de marché.

Il existe deux cours de marché possibles :

- **Le cours au comptant** : dont la force réside dans sa cotation unique, sa faiblesse étant qu'il n'intègre pas la notion de temps qui sépare la date de négociation et celle du règlement.
- **Le cours à terme** : qui intègre la durée à travers le report et le déport exprimant le différentiel de taux d'intérêts prorata temporise<sup>20</sup>.

#### 4.2 La position de change :

La position de change résulte d'opérations commerciales et financières libellées en devises étrangères. Elle est déterminée par échéance et par devise. Elle permet d'apprécier l'exposition de l'entreprise au risque de change à un moment donné et de contrôler la mise en application opérationnelle de la politique de couverture et des principes de gestion définis.

« Pour chaque devise concernée, la position de change d'une entreprise est égale au solde des engagements reçus et des engagements donnés exprimés dans cette monnaie.»<sup>21</sup>

Ces engagements peuvent être inscrits au bilan ou en hors bilan, ils peuvent également résulter d'opérations futures (prévisionnelles).<sup>22</sup>

La position de change globale regroupe toutes les devises confondues. Elle est égale à la somme des contre-valeurs en monnaie nationale des positions de change par devise.

Le tableau de suivi de la position de change constitue l'outil de base du trésorier Devise. Il est construit par devise. Les mouvements sont présentés en date de flux financiers sur un intervalle correspondant à la fréquence des paiements.

---

<sup>20</sup> Prorata Temporis : est une expression latine signifiant en proportion du temps écoulé. Dans les domaines comptable et financier, elle fait référence à un mode de calcul permettant d'établir des taux ou des cotisations initialement annuels sur des périodes inférieures à un an.

<sup>21</sup> BERRA Fouad op.cit p 106

<sup>22</sup> BERRA Fouad, Op.cit, P 21

La position de change regroupe le solde actuel et tous les flux futurs, commerciaux et financiers. C'est pourquoi, elle se subdivise en position commerciale et position financière dont les éléments constitutifs sont les suivants :

#### 4.2.1 Position commerciale :

- Commandes reçues à l'export ;
- Commandes passées à l'import ;
- Clients facturés ;
- Fournisseurs à payer ;
- Comptes de liaison ;
- Divers (brevets, licences...);
- Commandes export prévisionnelles ;
- Commandes import prévisionnelles.

#### 4.2.2 Position financière :

- Solde compte courant en devise ;
- Achat au comptant et à terme de devises ;
- Vente au comptant et à terme de devises ;
- Dépôts et créances en devises ;
- Intérêts à payer ou à recevoir (sur emprunts ou sur prêts en devise) ;
- Achat d'option d'achat et vente d'option de vente en devise ;
- Vente d'option d'achat et achat d'option de vente en devise :

**Tableau N°1** : Position de change en Dollar américain (USD) d'une entreprise algérienne.

Engagements	Reçus en USD	Donnés en USD
<b>A l'actif ou au passif du bilan</b>	Créances commerciales Créances financières Avoirs	Dettes commerciales Dettes financières
<b>Hors bilan</b>	Commandes clients à livrer Engagements de prêter	Commandes fournisseurs à recevoir Engagements d'emprunter
<b>Total</b>	<b>Engagements Reçus (ER)</b>	<b>Engagements Donnés (ED)</b>

**Source :** ([https://fr.scribd.com/document/ « Risque-de-Change »](https://fr.scribd.com/document/«Risque-de-Change»)).

**Position de change = ER – ED**

- Si  $ER = ED$  : la position de change est dite fermée : les avoirs en devise sont égaux aux engagements ;
- Si  $ER > ED$  : l'entreprise est en position de change ouverte dite position longue: les avoirs en devise sont supérieurs aux engagements ;
- Si  $ER < ED$  : l'entreprise est en position de change ouverte dite position courte: les avoirs en devise sont inférieurs aux engagements.

**Tableau N°2 :** L'impact de la fluctuation du cours de la monnaie étrangère sur le résultat diffère selon La position de change

Position <b>fermée</b>	Hausse de la devise	<b>Aucun impact :</b> L'entreprise n'est pas en risque de change
	Baisse de la devise	
Position <b>longue</b>	Hausse de la devise	<b>Gain</b>
	Baisse de la devise	<b>Perte</b>
Position <b>courte</b>	Hausse de la devise	<b>Perte</b>
	Baisse de la devise	<b>Gain</b>

**Source :** Fouad BERRA , les instruments de couverture du risque de change, diplôme supérieur des études bancaire, 2009.

## 5. Les techniques de couverture des risques

Gérer et maîtriser les risques de changes, c'est d'abord connaître leur nature pour les identifier, les évaluer et en suite se couvrir. Pour ce faire les agents économiques ou les entreprises disposent de différents instruments financiers.

### 5.1 Les techniques internes

Il existe trois principales techniques de couvertures du risque de change :

#### a) le netting

Il consiste à effectuer tous les paiements internes entre la société-mère et ses filiales implantées à l'étranger. C'est une technique utilise dans les grandes firmes. Chaque semaine ou chaque mois, le trésorier de la firme opère la compensation entre les flux de créances et de dettes de telle façon qu'il puisse connaître avec précision l'ensemble des soldes dans les devises. C'est à ce moment qu'il met en place les couvertures nécessaires.

L'intérêt de cette technique est de réduire le nombre et le montant des transferts entre les filiales du groupe afin que de nombreuses opérations se soient plus en risque de change et de limiter ainsi la couverture aux seuls soldes.

#### **b) choix de la monnaie de facturation**

Il s'agit ici de faire un choix, pour une monnaie qui comporte le moindre risque. Il est assez fréquent que l'entreprise qui exporte impose la monnaie de facturation. Si c'est sa propre monnaie, le risque est transféré sur le client étranger. S'il s'agit de la monnaie du client, elle est confrontée au risque de change.

Enfin, si c'est une devise tierce qui est choisie, alors les deux partenaires sont confrontés aux risques de change.

#### **c) le termillage**

C'est une procédure par laquelle l'entreprise cherche à faire varier les termes du contrat (les délais) de paiement afin de pouvoir profiter d'une évolution favorable du cours de change. Si l'entreprise importatrice anticipe une appréciation de la monnaie de facturation, elle tentera d'accélérer le règlement du fournisseur, et en cas de dépréciation, elle cherchera à retarder le paiement.

La situation est inverse pour une entreprise exportatrice. C'est-à-dire si la tendance à la hausse de la devise, elle sera tenter de retarder le paiement du client, mais lorsqu'il s'agit d'une baisse, l'accélération du paiement est souhaitable.

#### **d) paiement immédiat.**

### **5.2 Les techniques externes**

Lorsque l'entreprise ne peut pas son niveau se couvrir contre le risque de change, elle intervient auprès de banque pour procurer à la couverture. Ainsi on peut distinguer entre les techniques suivantes :<sup>23</sup>

#### **a) forward (couverture à terme)**

Il s'agit d'un accord d'acheter ou de vendre un actif à un prix et une date future précise dans le contrat.

En fait, la définition du forward est identique à celle des contrats futures à la différence près que ces deniers sont négociés sur un marché de gré à gré, entre banque et institution financières alors que les contrats de futures sont négociés sur un marché organisé, localisé à un endroit précis.

---

<sup>23</sup> <http://d1n7iqsz6ob2ad.cloudfront.net>.

De plus les contrats de futures sont des contrats standardisés en termes de montant et de date d'échéance, les contrats de forward sont des contrats à terme non standardisés. Bien souvent, lors du dénouement, les deux contreparties procèdent au règlement à la différence entre le prix négociés à l'avance et le prix du marché.

Très peu de contrats font l'objet d'une livraison. Son inconvénient est de ne pas permettre à l'entreprise de bénéficier d'une évolution favorable des cours de change car il s'agit d'engagement irrévocable.

### **b) swaps de devise**

Il s'agit d'un contrat d'échange du flux financier différents entre deux opérateurs, qui sont généralement des banques ou des institutions financières et ceux sur la base d'un taux et d'une échéance définis à l'avance. Les swaps existent en fait depuis longtemps, quoique sous une forme informelle et non standardisée.

### **c) Affacturage**

Elle remonte depuis les années 1935,

### **d) Option**

Une option est un contrat au terme duquel l'acheteur de l'option acquiert le droit d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente) une certaine quantité déterminée d'un actif financier ou d'une marchandise à un prix déterminé (prix d'exercice).

L'option de change se distingue de contrat à terme, dans la mesure où elle représente un droit et non obligation. Celui qui achète une option acquiert en effet le droit et non l'obligation, d'acheter (ou de vendre) des devises à un cours prédéterminé, et ne l'exercera que s'il en tire profit. A l'inverse, l'acheteur (vendeur) à terme de devise est Contraint de dénouer sa position sur le physique, c'est-à-dire de prendre livraison des devises.

La création de l'option est une réponse idéale au problème auquel sont confrontés les trésoriers et comble l'insuffisance des alternatives qui viennent d'être présentées. L'option permet à l'opérateur de se garantir un cours minimal de vente de ses devises, ou maximal d'achat, tout en lui laissant l'opportunité de tirer parti d'une évolution favorable du marché.

Elle combine l'avantage de la couverture à terme, en fixant un cours plancher ou plafond garanti, et celui de la position nue en donnant la possibilité au trésorier de ne pas exercer son droit, et de céder ou recevoir en conséquence les devises au cours comptant si les conditions du marché sont plus intéressantes.

Le droit d'acheter une devise A est appelé CALL A et celui de vendre une devise A est appelé PUT A. donc un call est une option d'achat et un put, une option de vente. On distingue trois types option :

➤ **Option sur devise au comptant**

Appelée couramment option sur cours SPOT, se traduit par l'échange de la devise sous-jacent contre le devise de contrepartie. La livraison est effectuée au comptant, c'est-à-dire 48 heures ouvrables après la date d'exercice. Le cours de conversion est celui fixé dans le contrat.

➤ **Option sur factures**

Est une promesse de livraison de devises à une date ultérieure et à un cours fixé dès l'origine. Ces contrats sont standardisés dans leurs montants et leurs échéances, traitées sur des bourses de commerce. Ils équivalent à un contrat de change à terme sur un marché organisé.

➤ **Option sur cours à terme**

Est le droit d'acheter ou le droit de vendre à une certaine échéance une devise à terme dont la livraison ne s'effectuera qu'à une date ultérieure. Les modalités du contrat concernent tant la durée de vie de l'option que les termes du cours.

## **Conclusion**

Le taux de change comme étant le cours d'une monnaie par rapport à une autre, peut connaître des variations qui peuvent être favorables ou défavorables. Les variations défavorables du taux de change sur le marché des changes engendrent ce qu'on appelle le risque de change. Le marché des changes fonctionne selon certaines caractéristiques particulières et selon certaines conditions dans deux compartiments à savoir au comptant et à terme. Les pertes de change doivent être prises en compte avant la validation des transactions à l'international.

Le régime de change désigne le rapport des monnaies entre elles et permet de déterminer la valeur de la devise. Les différents taux de change sont cotés sur le marché de change où ils évoluent constamment en fonction de l'offre et de la demande. Le taux de change influe sur la compétitivité de pays en matière d'exportation.

Tous les opérateurs qui effectuent des transactions en dehors de leurs frontières sont exposés à des risques qui diffèrent selon leurs types soit des importateurs ou des exportateurs. Pour faire face à ces risques, les banques assurent leurs couvertures puisqu'elles accompagnent les opérateurs dans leurs transactions en mettant en place des techniques de couverture ou en engageant leur nom à traves, les garanties accordées qui permettent de réduire et d'éliminer l'impact de ces risques.

# **Chapitre 02**

**L'impact de la  
dévaluation de la  
monnaie sur le  
commerce extérieur**



## **Chapitre 02 :**

# **L'IMPACT DE LA DEVALUATION DE LA MONNAIE SUR LE COMMERCE EXTERIEUR**

### **Introduction**

Aucune économie ne peut vivre en autarcie (économie fermée). Elle doit vivre et croître, c'est-à-dire participer aux échanges mondiaux en important et en exportant pour pouvoir réaliser ses fonctions économiques essentielles. Toutefois, nous avons scindé le présent chapitre en trois (3) sections ; en vue d'illustrer convenablement la terminologie de la dévaluation de la monnaie.

La première section expose la politique commerciale et la politique monétaire, étale leurs mécanismes et leurs objectifs d'une part. Et d'autre part, elle met en cohésion ces deux mêmes politiques. La deuxième section présente les notions contenues dans la sphère de la dévaluation et les aspects de la dévaluation puis, seront mis en place les raisons dirigeant un pays à dévaluer sa monnaie. En terminer par un cas pratique traitant de la dévaluation en Chine, afin de bien éclaircir Quelques expériences malheureuses d'une dévaluation .Et enfin la troisième section traite l'impact de la dévaluation de la monnaie sur le commerce extérieur et ses conditions.

### **Section 01 : La politique monétaire et la politique commerciale**

La politique commerciale et la politique monétaire sont des politiques obligatoires pour un pays. Chacune de ces deux politiques assure le bon mouvement économique avec la stabilité monétaire et budgétaire.

#### **1. Définition de la politique monétaire**

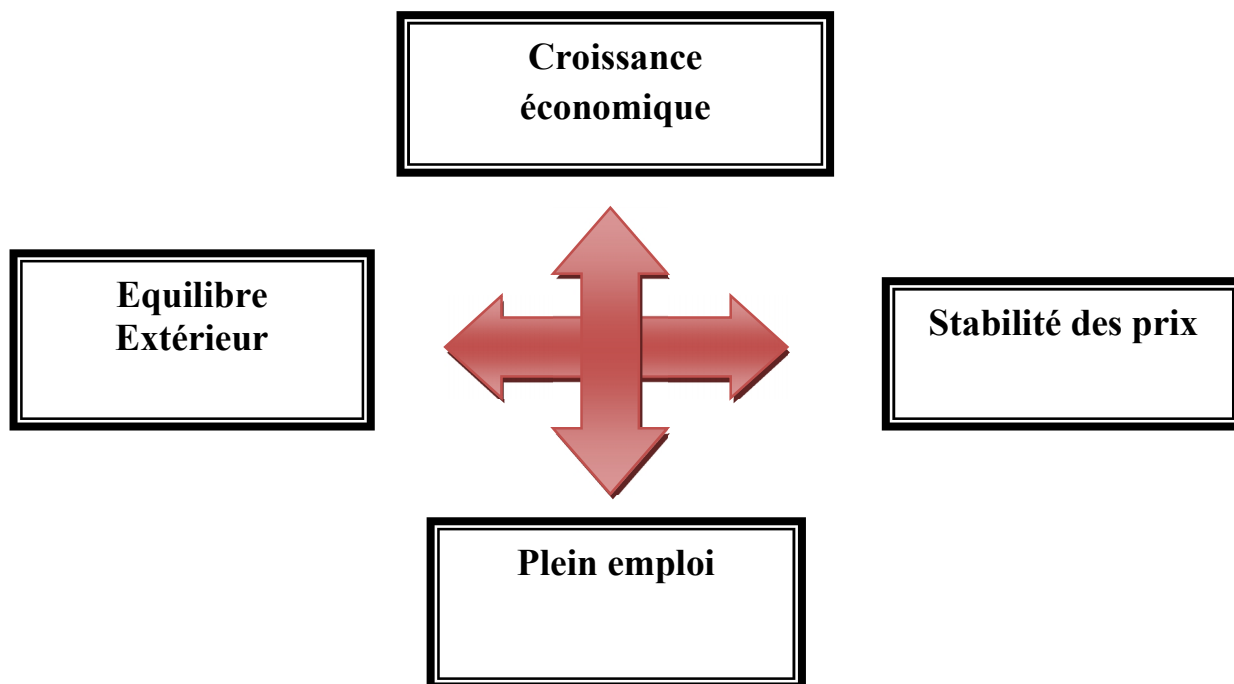
La politique monétaire est défini comme un ensemble d'actions misent en œuvre par les autorités monétaire (banque centrale) afin de procurer à l'économie la quantité de monnaie nécessaire à la réalisation de la croissance économique, le plein emploi, l'équilibre de la balance des paiements et surtout la conservation de la stabilité de la valeur de la monnaie au niveaux interne c'est-à-dire combattre l'inflation et préserver le pouvoir d'achat de la monnaie.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> C. Bordes, « la politique monétaire », 2007, Paris.

« La politique monétaire vise à agir de façon générale et globale sur les variables économiques. Donc les objectifs de la politique monétaire sont finalement les objectifs généraux des politiques économiques représentés par ce qui est appelé le carré magique de Kaldor qui est schématisé de la façon suivante ».<sup>2</sup>

**Figure N°03** : Le carré magique de Kaldor



**Source** : Marie DELAPLACE « monnaie et financement de l'économie ».

## 1.1 Les objectifs de la politique monétaire

Nous pouvons les classer en deux grandes catégories.

### 1.1.1 Les objectifs finaux de la politique monétaire

L'objectif final de la politique monétaire est la stabilité des prix. L'efficacité de son action doit être appréciée en fonction des résultats qu'elle obtient de la lutte contre l'inflation.

➤ **La stabilité des prix** : La stabilité des prix est intimement liée à la notion d'inflation. La recherche de la stabilité des prix est une préoccupation centrale dans toutes les économies et constitue d'ailleurs l'un des objectifs fondamentaux de toute politique macroéconomique. Les autorités monétaires cherchent à maintenir une inflation stable avec un taux faible favorable à la croissance économique.

➤ **Plein emploi** : Le plein emploi est évalué à partir du taux de chômage. Dans des conditions économiques idéales, le plein emploi désigne une situation dans laquelle tout

<sup>2</sup> S. Diatkine, « Institutions et Mécanismes monétaires », Edition Armand colin, 1996, Paris.

individu peut avoir un emploi. En réalité, un taux de chômage nul ne peut pas exister du fait de l'existence d'un chômage frictionnel<sup>3</sup>. Ainsi, on considère que le plein emploi est atteint lorsque l'emploi exprime l'égalité parfaite entre l'offre et la demande de travail.

➤ **La croissance économique :** La croissance étymologiquement désigne le développement progressif d'une chose. Elle est aperçue à travers certains indicateurs. La croissance économique est appréhendée à travers le taux de croissance économique mesuré quant à lui par le pourcentage de la variation du produit intérieur brut (PIB), qui garantit à priori le niveau de l'emploi. La croissance économique est un objectif primordial pour toute politique économique directement et indirectement. La croissance du PIB suppose l'utilisation intensive des facteurs de production, ce qui entraîne une amélioration du revenu national. L'augmentation du revenu permet de dégager l'épargne qui assure le financement de l'investissement qui va engendrer une augmentation de la production et par là même du revenu ; l'on s'installe ainsi dans un cercle vertueux de la croissance économique.<sup>4</sup>

➤ **L'équilibre extérieur :** Le concept d'équilibre extérieur recouvre le concept de la balance de paiement et celui des marchés de changes qui constituent des aspects d'un même problème. Cet équilibre est atteint lorsque la balance des capitaux est en équilibre et la balance commerciale aussi, ou lorsque le solde de la balance des capitaux est l'inverse du solde de la balance commerciale

### 1.1.2 Les objectifs intermédiaires de la politique monétaire

La réalisation des objectifs intermédiaires jouent un rôle de lien entre les instruments de la politique monétaire et ses objectifs finaux : « les objectifs intermédiaires sont donc une sorte d'interface entre l'objectif finaux et l'instrument ».<sup>5</sup>

Les objectifs intermédiaires comptent quatre objectifs qui doivent répondre à un certain nombre de conditions :

- Ils doivent être liés directement à l'objectif final ;
- Ils doivent être un indicateur de l'évolution de l'objectif finaux recherché ;
- Leurs évolutions doivent être contrôlables par la Banque Centrale ;
- Ils doivent être clairs et simples à comprendre par le public.

#### ➤ Les objectifs qualitatifs

<sup>3</sup> BEITONE A. DOLLO C. GUIDONI JP. LEGARDEZ A. (1991), *Dictionnaire des sciences économiques*, édition ARMAND COLIN, Paris, P. 235.

<sup>4</sup>[https://www.academia.edu/1806306/OBJECTIFS\\_ET\\_INSTRUMENTS\\_DE\\_LA\\_POLITIQUE\\_MONETAIRE\\_DE\\_LA\\_BCEAO\\_1](https://www.academia.edu/1806306/OBJECTIFS_ET_INSTRUMENTS_DE_LA_POLITIQUE_MONETAIRE_DE_LA_BCEAO_1), consulté le 19/05/2021 à 23H28

<sup>5</sup> PARENT A. *Op.cit.*, P. 49.

L'objectif central des autorités monétaires est la stabilisation des taux de croissance de la masse monétaire à un niveau aussi proche que possible du taux de croissance de l'économie réelle. C'est le cas de la politique économique appliqués dans la majorité des pays développés (USA, Angleterre, France...etc.) durant ces dernières années.

**a) L'agrégat de la masse monétaire :** Les agrégats de la masse monétaire reflètent la capacité des agents économiques à dépenser ; toute réduction de cette masse peut affecter négativement la capacité de leurs dépenses et donc diminuer la demande de biens et services ce qui impliquerait la baisse de l'inflation.

**b) Les agrégats de crédit :** L'endettement Intérieur Total (EIT) : appelé également Crédit Intérieur Total (CIT), il représente l'ensemble des sources d'endettement des résidents que proviennent du :

- Du déficit budgétaire ;
- Des concours à l'économie des établissements de crédit ;
- Du recours des entreprises non financières aux emprunts sur les marchés de capitaux.

➤ **Les objectifs du taux d'intérêt**

Selon l'économiste J.M. Keynes, il représente le prix de renonciation à la liquidité. C'est une variable déterminante de la politique monétaire et son choix comme objectif intermédiaire est fin car il est à la fois un instrument important dans la conduite de la politique monétaire et il est aussi difficile de déterminer le bon taux d'intérêt pour une économie.

Il existe plusieurs taux d'intérêt parmi lesquels on distingue les taux du marché des capitaux et les taux pratiqués par les institutions financières. De ce fait, on trouve sur le marché des capitaux des taux d'intérêt à court terme (taux du marché monétaire) et des taux d'intérêt à long terme (taux du marché financier).

En ce qui concerne les taux pratiqués par les institutions financières, on distingue les taux d'intérêt débiteurs (Pratiqués sur les crédits octroyés aux agents non financiers) et les taux créditeurs (pratiqués à l'épargne, dépôts de la clientèle). Par conséquent, l'action de la Banque Centrale sur les taux d'intérêt a pour but d'influencer les stratégies des établissements de crédits dans leur mode de financement, et à pousser les agents non financiers à modifier leur demande de crédit. Dans le cas où les banques centrales ne peuvent intervenir directement sur ces taux, elles peuvent agir indirectement par le biais du taux de refinancement. L'opération se fait d'abord sur les taux d'intérêt nominaux, qui doivent être à un niveau positif, afin d'encourager la demande sans, pour autant, décourager l'épargne<sup>6</sup> :

---

<sup>6</sup>JAFFRE P. (1996), Monnaie et Politique Monétaire, 4eme édition ECONOMICA, Paris, P.99.

- Sur le plan interne : le taux d'intérêt nominal influe sur le niveau des investissements des entreprises, celui de l'investissement en logement et sur l'arbitrage entre titre et monnaie ;
- Sur le plan externe : il influe sur les mouvements à court terme de capitaux.

➤ **Les objectifs de taux de change**

Le taux de change se définit comme étant la valeur de la monnaie nationale par rapport à une monnaie étrangère. C'est une variable qui est qualifiée comme un signe extérieur fort du niveau de puissance d'un pays « Toute économie qui effectue de nombreux échanges avec l'étranger, le niveau de change peut être retenu comme objectif intermédiaire de la politique monétaire ». <sup>7</sup> Les autorités monétaires utilisent les instruments monétaires pour atteindre un certain niveau du change de la monnaie nationale sur le marché des changes. Si un pays déprécie sa monnaie afin de relancer et de favoriser ses exportations et avoir un taux de chômage faible. Au contraire, une appréciation de la monnaie vise à bénéficier d'une désinflation importée avec la baisse des prix des importations. <sup>8</sup>

Les difficultés rencontrées par les pays très largement ouverts sur l'extérieur pour mener une politique monétaire autonome les ont conduits à se fixer des objectifs de taux de change comme principal. Objectif intermédiaire.

**1.2 Les instruments de la politique monétaire**

Afin d'atteindre les objectifs de la politique monétaire, deux instruments sont utilisés.

**1.2.1 Les instruments de contrôle direct**

➤ **l'encadrement des crédits**

L'encadrement du crédit consiste à fixer de manière administrative des limites à la progression des crédits bancaires. Cela peut se matérialiser sous forme de norme, pourcentages de progression autorisée durant l'année, avec des peines plus ou moins lourdes pour les établissements de crédit qui ne respectent pas les normes.

➤ **Sélectivité des crédits**

Il s'agit d'un mécanisme souscrivant des actions, l'application des garanties et l'encouragement du crédit.

**1.2.2 Les instruments qualitatifs**

➤ **le taux d'intérêt**

Un taux d'intérêt bas encourage les investisseurs à demander des crédits or les banques créent de la monnaie en accordant des crédits.

➤ **Le taux d'escompte**

---

<sup>7</sup> DELAPLACE Marie, Op.cit., P.121

<sup>8</sup> (CAPUL J., 2011, P 367)

Si il ya trop de monnaie, la banque centrale augmente le taux d'escompte et vice versa. Donc, un taux d'escompte bas encourage les commerçants à avoir recours à des effets de commerce. Un taux d'escompte élevé aura des effets contraires. Un taux d'escompte bas suivi d'un taux de réescompte bas encourage le réescompte des effets de commerces donc l'émissions de billets nouveaux par la banque centrale.

➤ **Les opérations d'open-market**

L'open market est une politique qui consiste pour la Banque Centrale à agir sur le taux d'intérêt, selon les objectifs qu'elle s'est donnée. Par cette action elle intervient sur le marché monétaire par l'achat ou la vente des titres de la dette publique. En achetant des titres, elle crée de la monnaie en les mettant à son actif ; en les vendant elle « détruit » de la monnaie.

Nous pouvons distinguer deux effets dans la politique de l'open market :

- L'effet quantité : lorsque la banque achète des titres, la conséquence est une augmentation de la liquidité ; donc réduction de la liquidité sur le marché monétaire. L'effet quantité s'exerce d'abord sur la liquidité des banques ce qui, a ensuite une influence sur l'évolution de la masse monétaire par le jeu du multiplicateur de crédit. A la différence de la politique de l'escompte, qui suit l'évolution de la masse monétaire, puisque l'essentiel de la monnaie est créé par les banques. L'open market précède l'évolution de la masse monétaire en donnant aux banques la capacité d'émettre de la monnaie supplémentaires ;

- L'effet prix : Lorsque la banque centrale offre ou demande des effets, elle fait du même coup varier le prix d'équilibre du marché. En provoquant des modifications de cours, elle fait varier les rendements des titres concernés et par conséquent le taux du marché ;<sup>9</sup>Nous distinguons les différentes catégories d'opérations d'open market :

Les opérations de refinancement : Il s'agit d'une offre de monnaie centrale pour une durée limitée, fixée à l'avance. On distingue :

- Les opérations principales de refinancement, dont la périodicité est hebdomadaire et la durée de deux semaines ;

- Les opérations de refinancement à plus long terme, dont la périodicité est mensuelle et qui sont assorties d'une échéance de trois mois, ce qui permet aux banques de couvrir leurs besoins de liquidités sur une plus long période ;

- Les opérations structurelles de refinancement et de réglage fin de la liquidité.

➤ **Le taux de réserves obligation (TRO)**

---

<sup>9</sup>J.Baily. (2006) et al, Economie monétaire et financière, Ed Bréal, Paris, P. 228.

Un TRO élevé ne laisserait aux banques donc à l'économie que peu de liquidités par contre un TRO bas laisserait à la disposition de la banque plus d'avoirs. Du point de vue de la politique monétaire, la BC augmentera le TRO s'il ya trop de monnaie en circulation. En lumière les gains que peut percevoir un pays placé dans des situations différentes de celle que supposent les théories du libre-échange. De fait, la politique commerciale d'un pays résulte bien souvent de stratégies de compromis entre la volonté d'isoler certaines activités nationales des effets de la concurrence externe et la nécessité de tempérer les velléités interventionnistes des partenaires. Il s'agit de l'achat et de vente d'effets publics auprès des banques ou des bourses ou auprès du public.

Les opérations d'open market donnent à la banque centrale la possibilité d'agir directement sur le nombre de billets. Les fonds publics qu'elle achète sont payées en nouveaux billets afin d'augmenter la masse monétaire. La revente des fonds précédemment achetés donne lieu de la part des acheteurs à la remise de billet qui ne sera pas remis en circulation. et afin d'augmenter la masse monétaire.

## **2. la politique commerciale**

La politique du commerce extérieur, ou politique commerciale, est constituée de l'ensemble des moyens dont dispose un État pour orienter les flux d'échanges d'un pays avec l'étranger. Dans la panoplie des instruments utilisables, on distingue les droits de douane des autres obstacles.<sup>10</sup>

Le type de politique choisi et la nature des moyens mis en œuvre dépendent d'une organisation institutionnelle qui diffère selon les pays. Même si les théories de l'échange international mettent en avant les avantages du libre-échange intégral pour tous les partenaires, les pouvoirs publics ne renoncent jamais complètement à protéger leurs activités nationales, ni à aider les industries d'exportation. Ces interventions étatiques trouvent des justifications dans certaines analyses économiques. Celles-ci mettent blé est compétitive. L'offre et la demande de chaque pays dépendent du prix exprimé en termes de monnaie locale.

Nous supposons que le taux de change entre les monnaies n'est pas affecté par les mesures de politique commerciale. Nous pouvons alors choisir une monnaie pour exprimer les prix sur les deux marchés.

### **2.1 Les instruments de la politique commerciale**

---

<sup>10</sup> <https://www.universalis.fr/encyclopedie/politique-du-commerce-exterieur/>

### 2.1.1 Les barrières tarifaires

Un droit de douane est une taxe levée sur l'importation d'un bien. On peut en distinguer deux types :

- Un droit de douane spécifique levé sous forme d'un montant fixe par unité de bien importé.
- Un droit de douane ad valorem levé sous forme d'une fraction de la valeur du bien importé.

Deux pays, Nation et Etranger, tous deux consommant et produisant un bien X (par exemple du blé) qui peut être transporté sans coût d'un pays à l'autre.

### 2.1.2 Les barrières non tarifaires

#### ➤ Les quotas à l'importation

Le quota d'importation est une restriction directe sur la quantité d'un bien qui peut être importé. Le quota d'importation augmente le prix intérieur du produit importé. Contrairement au droit de douane, le quota d'importation prive le gouvernement des recettes fiscales. En revanche, les détenteurs de licence d'importations réalisent des profits connus sous le nom de rente de quota.

Cette rente de quota peut être transférée à l'étranger dès lors que les droits de vendre sur le marché intérieur sont attribués au gouvernement du pays exportateurs.

- **Les restrictions volontaires aux exportations**

Cette limitation des échanges de marchandises sur une période de temps variable se traduit par la quantité de biens ou un plafond de leur valeur à ne pas dépasser.

- **La limitation de conversions des devises**

Elle s'adresse aux entreprises, comme aux particuliers, pour restreindre les échanges avec un partenaire précis.

- **Les normes**

Elles permettent de correspondre à des standards de qualité précis. Elles sont applicables pour des raisons de sécurité et de risques sanitaires liées à l'usage ou à la consommation des biens concernés. Elles sont notamment un gage de fiabilité pour les consommateurs.



### **3. Le lien entre la politique monétaire et la politique commerciale**

Il existe des liens importants entre la politique monétaire et la politique commerciale, les gouvernements devraient essayer de réduire le déficit extérieur courant à l'aide de la politique commerciale, les gouvernements ont toujours été tentés de recourir à des restrictions commerciales pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements.

Le commerce et les variables macro-économiques ne fonctionnent pas en vase clos. Ils sont étroitement liés entre eux et interdépendants.

De façon générale, ces liens sont de deux sortes. Premièrement, le commerce influe sur les variables macro-économiques, telles que le revenu national, l'emploi, le niveau des prix, l'investissement global et la consommation (et donc l'épargne). Il pèse sur les résultats macro-économiques en influant sur la dynamique de la croissance économique, sa stabilité et sa répartition.

Les importations peuvent être utilisées en tant qu'intrants dans la production et, par conséquence, influent directement sur le niveau de la production et indirectement sur la demande de main-d'œuvre, donc sur l'emploi. Les importations de biens de consommation reflètent le choix des consommateurs et, leurs décisions de dépenser leurs revenus ou d'épargner.

Les exportations, qui sont une composante de la demande globale, stimulent la croissance de la production nationale, et donc le revenu et l'emploi. En élargissant les marchés ouverts aux entreprises nationales, elles créent les conditions d'une baisse des coûts de production, car les entreprises bénéficient d'économies d'échelle, ce qui entraîne une augmentation de leur productivité. De nombreux pays ont compté sur les exportations pour servir de «moteur» à leur croissance économique.

Dans ce cas, la croissance intérieure entraîne une augmentation de la demande d'importations et détourne les ressources de la production de marchandises exportables vers la production de marchandises destinées au marché intérieur, la balance commerciale tendra à se détériorer. Par conséquence, une demande intérieure stagnante poussera les producteurs à rechercher des marchés à l'étranger: conséquence, les exportations tendront à augmenter et la balance commerciale s'améliorera. Par conséquence les variations du niveau des prix intérieurs ont aussi des répercussions sur le commerce. L'inflation érode la compétitivité des entreprises nationales par rapport aux importations et aux entreprises étrangères sur le

marchés extérieurs. Dans ce cas, les importations tendent à augmenter et les exportations à diminuer, et la balance commerciale se détériore<sup>11</sup>.

Le gouvernement et la Banque Centrale, ont en générale des objectifs monétaires, dont ils devront essayer de réduire le déficit extérieur et assurer l'équilibre et la stabilité de la balance commerciale.

## **Section 02 : Généralité sur la dévaluation de la monnaie**

La dévaluation, ou la dépréciation préméditée est maintenant au cœur de l'actualité économique. Les titres concernent davantage les pays développés, étant donné le poids de leurs échanges dans le commerce international et l'influence de tout changement de terme d'échange sur les économies des autres pays. La dévaluation dans ce cas est redoutée par les partenaires commerciaux, en raison du gain de compétitivité qu'elle procure.<sup>12</sup> A l'opposé, une dévaluation du cours de la monnaie nationale est d'une réévaluation, par décision du gouvernement.

### **1. Définition de la dévaluation de la monnaie**

La dévaluation est définie comme «la perte de valeur d'une monnaie par rapport à d'autres monnaies dans un système de change fixe »<sup>13</sup>. On parle souvent de dévaluation quand un gouvernement décide de relancer la compétitive économique du pays, car puisque la valeur de la monnaie baisse, les exportations augmentent. Prenons l'exemple d'une dévaluation du dollar American contre le Dollar Canadien (cette dévaluation ne se prononce plus par un gouvernement à une date donnée. Le cours de change s'établi chaque jour sur le marché ses change). Ci- avant dévaluation 1\$ US =1\$ Can, après 1\$ =0,90\$ Can.

Cependant les produits importés deviennent plus chers. L'objectif du gouvernement qui lance une politique de dévaluation est d'améliorer la balance commerciale. On a longtemps pensée que cette mesure pouvait relancer réactivité économique d'un pays, mais cet instrument n'est guère plus utilisé.

---

<sup>11</sup> Rapport sur le commerce mondial, 2004, P 94-95.

<sup>12</sup> HAMICHE.Z ; BOUSSAFI.K « dévaluation a la recherche de l'équilibre de la balance commerciale » revue des séances économique 2013.

<sup>13</sup> 82IDIRI.F ; BELAZOUZ.S « Impact de la dévaluation de la monnaie sur les exportations en Algérie », Mémoire de Master, Université de Bejaia, 2014, P 19.

Une dévaluation n'est possible que dans un système de change fixe, où les parités des monnaies correspondant à des taux de change officiels et stables par rapport à un étalon (exemple du système monétaire international de Bretton Woods).<sup>14</sup>

✓ **Définition de la dépréciation de la monnaie**

La dépréciation correspond à la diminution de la valeur d'une monnaie par rapport à une ou plusieurs autres devises, les taux de change fluctuent librement sur le marché des changes c'est à dire lorsque les Banques Centrales ne sont pas obligées d'assurer la stabilité de leur propre monnaie par rapport à d'autres devises, Dans le système monétaire international où les changes ne sont pas fixes

✓ **La dévaluation monétaire, à distinguer de la dépréciation**

La dévaluation monétaire, comme on l'a vu, est une baisse de la valeur de la monnaie nationale par rapport aux autres monnaies décidée par un Etat. De son côté, la dépréciation est la constatation de la baisse de la valeur d'une monnaie sur le marché des changes, sans qu'elle soit le résultat d'une décision officielle des autorités monétaires du pays. Alors, certes, dans les deux cas, on parle d'une perte de la valeur de la monnaie, mais cette baisse a deux origines différentes.<sup>15</sup>

## **2. Les types de la dévaluation monétaire**

### **2.1 La dévaluation défensive**

Une dévaluation défensive est une dévaluation subie et imposée par le marché. En raison de l'instabilité du marché, de l'existence de l'inflation galopante et du déficit de la balance des paiements courants, une dévaluation est nécessaire pour un rôle défensif vis-à-vis de ces problèmes. La baisse de la valeur de la monnaie évite la fuite des capitaux. La dévaluation défensive vise en quelque sorte à remettre les pendules à l'heure.

### **2.2 La dévaluation offensive**

Une dévaluation offensive, contrairement à la dévaluation défensive, c'est une dévaluation voulue. La dévaluation offensive est un choix stratégique visant à donner un véritable coup de fouet aux exportations. Il faut noter bien que la dévaluation dans notre étude comporte à la fois les caractères de la dévaluation défensive et de la dévaluation offensive. Généralement, la politique de dévaluation monétaire ou la dévaluation a pour but de promouvoir l'exportation, de résoudre le déficit de la balance des paiements courants et aussi de réduire le taux d'inflation.

---

<sup>14</sup> SMAOUANE.S ; SAIDI.H « l'impact de la dévaluation de dinar sur les importations algériennes »Mémoire de Master, université de Bejaia, 2017, P 31.

<sup>15</sup> <https://www.fortuneo.fr/cote-finances/bourse/devaluation-monetaire-594>

### **2.3 La dévaluation a chaud**

Est d'éviter la cession des paiements en période de crise

### **2.4 La dévaluation a froid**

Le changement de parité et officiel avant le déséquilibre ne soit pas trop important. L'effet de surprise permet d'éviter la spéculation et, par conséquence favorise le redressement souhaité.

## **3. Les objectifs de la dévaluation monétaire**

Une dévaluation semblait donc nécessaire pour stopper la récession dans laquelle se trouvaient tous les pays de la zone franc. Selon la déclaration commune, les objectifs de la dévaluation sont les suivants:

- l'Amélioration significative de la compétitivité ;
- la création des conditions d'un rétablissement rapide des équilibres extérieurs et intérieurs
- le rétablissement des financements internationaux (aides et investissements)
- l'Amélioration des conditions de vie des populations, a travers la résorption du chômage,
- la relance des exportations des biens et services, et la réduction des importations.

## **4. Les causes de la dévaluation monétaire**

Les dévaluations qui sont un aspect de la politique monétaire, sont apparues après la première guerre mondiale dans différents pays, lorsque ces derniers abandonnèrent l'étalon or et adoptèrent l'étalon de change or. Elles se développent surtout après la deuxième guerre mondiale avec le triomphe des changes fixes. Les principales monnaies étant régies actuellement par le système des changes flexibles, la dévaluation n'est que très peu utilisée par les pays développés.

### **4.1 Les pressions inflationnistes**

L'inflation importée qui nous intéresse à cause de l'augmentation du prix des importations et notamment celle des importations incompressibles. Après la dévaluation, il est évident que les prix des importations deviennent plus chers à cause de la détérioration des termes de l'échange.

Toute dévaluation comporte des facteurs inflationnistes. Ici aussi la hausse du prix des produits importés pèse sur l'indice des prix : c'est l'inflation importée. Si des mécanismes de rattrapage des profits et des salaires se superposent à ces mécanismes, la dévaluation monétaire peut induire de fortes tensions inflationnistes. C'est pourquoi des politiques de

compression de la demande interne sont fréquemment associées aux dévaluations afin de prévenir un dérapage de l'inflation.

#### **4.2 Le déficit commercial national**

Lorsque le déficit commercial d'un pays augmente, la valeur de la monnaie de ce pays se déprécie face à la monnaie de ses pays partenaires commerciaux. Par exemple, si les Etats-Unis importent plus de biens du Grande Bretagne alors qu'elle exporte vers la Grande Bretagne, le dollar américain se déprécie par rapport au livre sterling.

#### **4.3 La masse monétaire économique**

Lorsque les gouvernements veulent ajuster la politique monétaire de leur pays, ils tentent de trouver un équilibre entre l'offre et la demande de monnaie.

### **5. L'exemple d'un cas d'une dévaluation réussi la « Chine »**

#### **5.1 Les causes de la dévaluation**

L'émergence de la Chine bouleverse l'économie mondiale. Elle est un concurrent direct pour les pays en développement, notamment dans le textile, depuis que les échanges mondiaux de ces produits ont été complètement libéralisés en janvier 2005 (avec la fin de l'accord sur le textile et l'habillement qui permettait aux importateurs d'imposer des quotas).

Depuis 2005, le régime chinois a décidé que le yuan serait ancré sur un panier de devises composé de dollars, d'euros et de yen japonais. Ce sont donc toujours les autorités qui définissent le taux de change officiel, ce qui se traduit par un cours qui évolue en « paliers ». Mais en affirmant qu'elles fixent le niveau chaque matin par rapport au niveau de la veille (en restant dans la fourchette des + 2 ou - 2 %), les autorités signalent qu'elles prennent en compte le marché afin de se rapprocher autant que possible d'une fluctuation libre.

La chine a décidé de dévaluer sa monnaie parce que, premièrement, elle aspire à ce que sa monnaie, même si elle ne flotte pas encore librement, soit reconnue comme une monnaie de réserve, une manière de battre en brèche la domination du dollar et des Etats-Unis. Deuxièmement, parce que le yuan reste une monnaie mineure, il ne représente que 2,5 % des transactions internationales, contre 29 % pour l'euro et 43 % pour le dollar américain.<sup>16</sup>

Et enfin, la Chine a dévalué sa monnaie pour relancer une activité économique en plein ralentissement. Les exportations chinoises ont en effet plongé de 8,3% sur un an en juillet et les ventes de voitures neuves ont chuté de 7,1%, soit la pire performance depuis plus de deux ans. A cela, il faut ajouter les 900 milliards de yuans dépensés par Pékin pour éviter un krach boursier en juillet.

---

<sup>16</sup>CAPUL J., 2011, « Dictionnaire d'économie et de science sociale » nouvelle édition

## **5.2 Le déroulement de la dévaluation du yuan**

La Chine a abaissé le yuan face au Dollar de 3% dans la semaine du 10 août 2015. C'est la première dépréciation significative depuis que la Chine a dévalué sa devise de plus de 40% en 1994. La devise chinoise a ainsi atteint son plus bas niveau depuis 4 ans pour atteindre 6,39 yuans pour un dollar le 14 août 2015 contre 6,11 yuans pour un dollar le 11 août 2015. C'est la plus importante dévaluation de la monnaie depuis 2005. Si la dévaluation se poursuivait, il y aurait un risque de fuite des capitaux beaucoup plus important que ce qu'a connu la Chine jusqu'à présent. Les capitaux sortiraient d'autant plus que les rentabilités des investissements deviendraient insatisfaisantes voire incertaines en cas de nouvelles dévaluations.

La stratégie chinoise est d'améliorer la compétitivité de la devise. Le yuan est toujours une monnaie contrôlée par les autorités politiques. La Chine souhaite améliorer sa compétitivité et les Etats-Unis jugent que c'est un prétexte, ils estiment que le yuan est déjà assez sous-évalué comme cela. Il est vrai qu'après dix années d'une hausse qui a culminé en 2014, le yuan n'a fait que reculer face au billet vert.

## **5.3 Les conséquences de la dévaluation chinoise**

Puisque l'outil monétaire permet de jouer sur l'attractivité des exportations du pays, moins chères par rapport à celles qui sont libellées dans d'autres monnaies, ce qui les rend plus compétitives sur les marchés mondiaux. C'est un fait très mal accepté de la part de ses grands partenaires commerciaux, au premier rang les Etats-Unis.

D'un autre côté, cette baisse progressive du yuan est destinée aussi, en principe, à rapprocher la monnaie chinoise du dollar afin de préparer le terrain à une libération du yuan. En clair, qu'il puisse à terme passer en taux de change flottant, comme la majorité des autres monnaies. La dévaluation du yuan ne peut être l'unique arme dans la guerre commerciale qui oppose la Chine aux États-Unis : à chaque fois que la monnaie chinoise recule par rapport au billet vert, les tarifs douaniers américains augmentent. La Chine n'a donc aucun intérêt à entrer dans une telle spirale.

### **✓ Quelques expériences malheureuses d'une dévaluation ou dépréciation**

Les exemples suivants ne sont pas pris au hasard : ils illustrent le dérapage incontrôlé des manipulations monétaires dans des pays en grande difficulté conjoncturelle ou structurelle. Ce fut le cas en Russie, au Brésil et au Mexique à la fin des années 1990 et au début des années 2000 où «une vague de turbulences s'est abattue sur leurs monnaies sous la force d'intenses pressions spéculatives». Ce fut également le cas dans d'autres pays d'Amérique latine comme l'Argentine dans les années 2000 et, last but not least, le Venezuela depuis plusieurs années.

Sans doute tous ces pays ne fournissent-ils des contre-exemples de grippage de la mécanique bien huilée de la régulation monétaire par la dépréciation ou la dévaluation que parce que leurs économies ne peuvent pas être considérées comme des économies de marché constituées. Mais c'est précisément en cela que leurs expériences sont à méditer dans le cas algérien : pareille mécanique ne fonctionne correctement en effet (et seulement en dehors des grandes crises monétaires) qu'en économie de marché constituée et les difficultés des pays évoqués signalent le hiatus qui existe entre ce type d'économie et les économies réelles.

Dans le cas de la Russie par exemple, ce sont des erreurs flagrantes de politique monétaire des gouvernements successifs de l'ère eltsinienne (politique censée accélérer la transition vers l'économie de marché), qui ont été la cause de la crise. La machine infernale de la dette et de l'emprunt en était le moteur et l'ouverture du marché de la dette interne aux non-résidents offrant des occasions de spéculation sur le rouble alimentait le risque de change.

Le passage sans transition de l'économie dirigée à l'économie de marché ou supposée telle a produit les pires comportements – entre autres comportements la ruée vers l'accaparement privé des entreprises d'Etat par d'anciens potentats du système de parti unique, devenus des oligarques du jour au lendemain.

La corruption battait son plein, le régime Eltsine ouvrant en grand la possibilité d'une connivence entre les nouveaux hommes d'affaires et les nouveaux hommes de pouvoir.

Dans le cas de l'Argentine, une crise monétaire sans précédent dans l'histoire du pays, pourtant riche en crises de ce type, s'est produite en 2001. Celle-ci a culminé dans l'adoption d'une dollarisation partielle mais les dévaluations successives du peso, qui lui ont fait perdre 75% de sa valeur par rapport au dollar, ont induit des problèmes de solvabilité bancaire jusqu'à pousser les déposants à retirer en masse leurs dépôts (crise de confiance). Il s'ensuivit une rupture du change ayant obligé les autorités à revenir à des mesures de contrôle du change plus strict pour éviter un effondrement immédiat du peso. Le plus étonnant dans le cas de l'Argentine, c'est que, pays de 35 millions d'habitants à revenu national élevé en comparaison des autres pays d'Amérique latine, son PIB a chuté de plus de 300 milliards de dollars en 2001 à un peu plus de 100 milliards en 2003, soit de près des 2/3. Son économie n'étant pas basée sur le pétrole ou quelque autre ressource minière pour susciter des convoitises d'appropriation de rentes, c'est le choix des gouvernements successifs de mettre en œuvre une politique monétaire néolibérale qui a décidé de la descente aux enfers de ce pays. «La transformation de l'Argentine en une place attrayante pour les capitaux étrangers se fera à travers une course effrénée aux privatisations, à l'assainissement budgétaire, à la libéralisation de la circulation des biens, services et capitaux et à une profonde réforme de l'Etat». Ceci a eu

pour conséquence l'accélération de la désindustrialisation et de la dépendance de l'économie argentine par rapport aux investissements étrangers. La situation est aggravée par une vague d'affaires de corruption impliquant les plus hautes autorités de l'Etat, dont le Président en exercice de l'époque (Carlos Menem) et ses proches, qui ont agi en héritiers des généraux tout-puissants de l'ère de la dictature.

La situation du Venezuela est bien différente de celle de l'Argentine mais (toutes proportions gardées) proche de celle de l'Algérie. Là, c'est la disparition de son charismatique Président en mars 2013 – Hugo Chavez – qui fit entrer le pays dans la spirale infernale de l'inflation, des pénuries et de l'insécurité économique. Excessivement dépendant de ses exportations de pétrole comme les nombreux pays pétroliers restés en marge du développement industriel, le pays connaît, depuis août 2014, une détérioration accélérée de tous les indicateurs économiques. Le PIB a chuté de 10% en 2015 tandis que l'inflation passait, dès 2016, le cap du taux à trois chiffres.

En 2018, le bolivar s'était effondré, l'inflation se mesurant en centaines de milliers de points de pourcentage, et le gouvernement eut beau chercher à le remplacer par une crypto-monnaie (le pétro) : l'économie ne connut pas de redressement.

Des facteurs externes s'ajoutent aux causes internes de cette descente aux enfers. Sous l'Administration Obama, les rapports entre les Etats-Unis et le Venezuela étaient tendus au possible sans donner lieu, toutefois, à des sanctions économiques comme c'est le cas depuis l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump. En outre, le gouvernement de Nicolas Maduro fait face à une coalition de pays latino-américains contre lui, dont la Colombie, pays voisin du Venezuela, est le fer de lance et le Brésil le principal fournisseur et client du pays.

Le gel des avoirs vénézuéliens aux Etats-Unis, le retrait des entreprises étrangères opérant dans l'industrie pétrolière et la rupture des relations commerciales existantes avec les pays de la coalition anti-Maduro ont conduit l'économie du Venezuela au bord du chaos. Mais les causes internes de cette situation ne sont pas de moindre effet.

Si l'inflation a atteint des sommets en 2018, ce n'est pas seulement à cause de la guerre économique fomentée par le capital privé, national et international, contre laquelle le contrôle strict des prix instauré par le gouvernement ne peut rien faire. Comme l'écrit Temir Porras Ponce, ancien conseiller d'Hugo Chavez : «Une telle démarche ignore que l'inflation relève de mécanismes macro sociaux qu'il est extrêmement difficile, sinon impossible, d'endiguer en contraignant les individus — du moins, tant que les fondamentaux macroéconomiques qui produisent la hausse des prix n'ont pas été corrigés».



Ces erreurs de politique économique se doublent d'une corruption endémique : «Depuis près de quinze ans, les grandes entreprises détournent le contrôle des changes avec la complicité de hauts fonctionnaires par des surfacturations d'importations ou des demandes de dollars subventionnés pour des importations non réalisées avec la complicité du gouvernement». Ces exemples montrent qu'une politique monétaire inadéquate, doublée de la corruption des élites, peut venir à bout de toute volonté politique de sortir de la crise et rendre inefficace toute mesure tendant à contrer la dépréciation de la monnaie nationale. Les classes possédantes s'assurent de la sécurité de leurs avoirs en les transférant à l'étranger ou en les plaçant dans des valeurs-refuge tel l'immobilier et le foncier (comme c'est le cas en Algérie), voire dans l'or et l'argent non monétaires.

Ce que résumait aussi ces expériences, c'est que le déficit de bonne gouvernance dont relèverait la corruption et que la Banque mondiale et le FMI n'ont de cesse de dénoncer n'en est pas un en réalité : la corruption est un mode de gouvernance à part entière en ce qu'il obéit à une logique propre, associant les gouvernants, les classes possédantes et la frange la plus élevée des entrepreneurs dans la dilapidation des biens publics et dans la conduite de l'économie selon des règles qui définissent ce que certains économistes appellent le clientélisme et le corporatisme (Samir Bellal, Une approche régulationniste de la désindustrialisation en Algérie, Les cahiers du Cread n°95 /2011 27). Celui-ci se déploie en un système de relations sociales et politiques où les uns et les autres se soutiennent mutuellement dans la prospérité comme dans l'adversité.

En dépit de l'existence de ce phénomène dans toutes les sociétés, c'est dans les pays à économie de rente qu'il s'érige en système, facilité par l'amenuisement, voire l'annihilation de toute conscience de la valeur des choses acquises par le travail. La rente est l'objet de toutes les convoitises.

Détenue à la source par les autorités du pays, lesquelles autorités traînent le plus souvent sinon toujours un déficit de légitimité pour avoir accédé au pouvoir par des élections truquées ou par la force des armes, elle leur sert à acheter la paix sociale par une redistribution de revenus qui jure avec les lois de l'économie ; ou à aider à la constitution de fortunes que jamais les mêmes lois n'auraient permis en un si court laps de temps. Bien entendu, la monnaie est l'instrument privilégié de ces pratiques antiéconomiques. Adossée aux réserves de change dont elle représente la contrepartie en monnaie nationale, Celle-ci tend naturellement à être surévaluée (à masse monétaire inchangée) si les réserves de change (et donc les prix et/ou les quantités de ressources exportées) augmentent. Mais si,

d'aventure, les réserves de change fondent, la monnaie tend à s'effondrer comme on l'a vu dans le cas du Venezuela.

Dans les trois cas analysés supra, il n'y a pas eu de demi-mesures à savoir une dépréciation monétaire ou une dévaluation modérées qui font sortir le pays de la crise. Ceci est dû à la nature des revenus sur lesquels est gagée la monnaie, lesquels ne résultent pas des activités productives internes, régulières et pérennes mais des secteurs de rente dont l'activité évolue en dents de scie, affectée qu'elle est par des décisions politiques dictées par les tensions internationales. Quant à espérer rétablir les grands équilibres (en particulier l'équilibre de la balance commerciale) par des manipulations monétaires, on oublie que le commerce international est profondément marqué par la structure des économies réelles qu'aucun pays ne peut modifier sur le court terme.<sup>17</sup>

### **Section 03 : L'impact de la dévaluation de la monnaie sur le commerce extérieur et les conditions de sa réussite**

La constatation des effets favorables de la dévaluation de décembre 1958 et le maintien de ces effets pendant les trois dernières années ouvrent le temps de la recherche des conditions de cette réussite. Dans cette recherche, les justifications ne manquent pas qui conduiront à privilégier telles ou telles conditions. Du côté des prix, on pourra privilégier la stabilité relative des prix internes qui a permis de conserver longtemps une disparité favorable entre les prix français et les prix étrangers.

Du côté des flux, on considérera comme une condition essentielle de la réussite, le décalage conjoncturel qui existait en décembre 1958 entre la France et l'étranger, notamment entre la France et les Etats-Unis. Le décalage conjoncturel aura ainsi contribué à créer des conditions d'offre et de demande favorables à l'apparition d'un « effet normal » de la dévaluation. L'objet de notre étude est de tenter de montrer qu'il n'est pas certain qu'une dévaluation réussie entraîne une détérioration des conditions monétaires favorables au maintien d'un solde positif de la balance extérieure.

## **1. Les effets d'une dévaluation de la monnaie**

### **1.1 L'effet sur la balance des paiements**

---

<sup>17</sup> <https://www.lesoirdalgerie.com/contribution/pourquoi-la-devaluation-du-dinar-est-inopportune-29243>

La dévaluation touche les prix des importations et des exportations, et contribue à réduire le déficit commercial de par son action sur les prix nationaux. Ces derniers tendant à baisser en valeur relative d'où une hausse des exportations consécutive à cette amélioration de la productivité et une baisse des importations, la demande nationale s'orientant vers les produits nationaux. Les résultats ne se limiteraient pas uniquement à la hausse de l'exportation et la baisse de l'importation, comme le reprend le tableau suivant.<sup>18</sup>

**Tableau N°03 : Les effets des devises sur les échanges commerciaux**

	Prix d'exportation	Prix d'importation
Hausse du cours de la monnaie nationale / la devise. Appréciation/réévaluation	Hausse	Baisse
Baisse du cours de monnaie nationale/devise Dévaluation	Baisse	Hausse

**Source :** <https://www.formation-audit-ecofi.com/2017/03/11/i-impact-du-taux-dechange-sur-la-balance-commerciale-ou-la-courbe-en-j/>

➤ **Le mécanisme de la dévaluation et la courbe en J**

En général, une dévaluation brise la spéculation qui oblige un pays à puiser dans ses réserves de change ou même à emprunter pour racheter sa propre monnaie. De même, une dévaluation réduit le déficit de la balance des paiements en rétablissant la compétitivité d'une économie et en stimulant la croissance tirée par les exportations. Néanmoins, toutes dévaluations ne peuvent pas toujours réussir puisque certains effets pervers peuvent atténuer ses effets positifs.

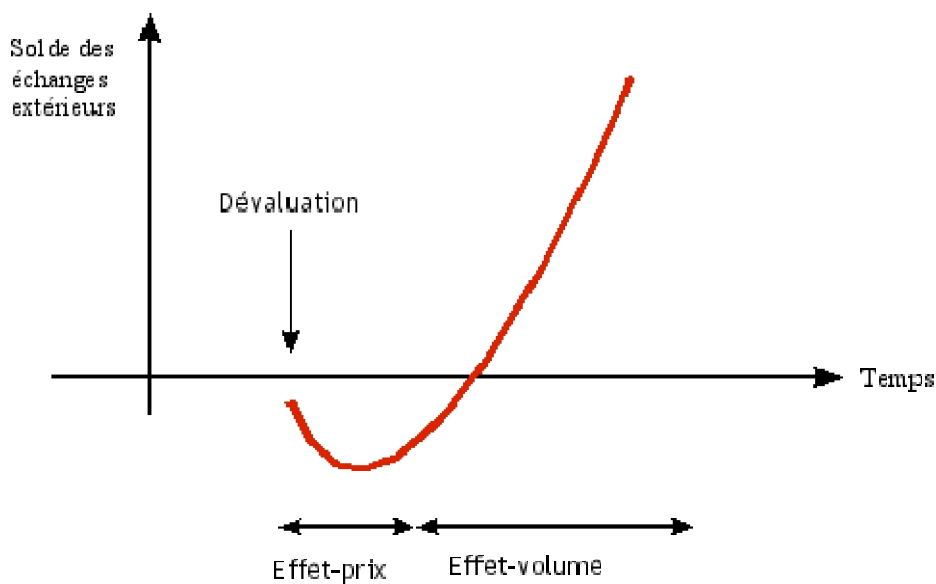
Le mécanisme recherché est celui de l'effet quantité censé stimuler les exportations. La dévaluation rend les exportations moins chères, ce qui tend à accroître leur volume et renchérit les importations, ce qui incite des acheteurs nationaux à se détourner des produits étrangers au profit des produits nationaux. L'accroissement de la demande externe est d'autant plus important que l'élasticité de la demande vis-à-vis des prix est forte. Mais cet effet dépend largement de la nature des produits exportés.

Les effets d'une dévaluation se traduisent graphiquement par une courbe en J. Cette courbe illustre visuellement le constat empirique selon lequel à la suite d'une dévaluation

<sup>18</sup>BOUSSELMY, S, « Impact de la dévaluation sur les échanges extérieurs », Université de Montréal. 1999,2000. P 17.Rapport de recherche présenté à la faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de maitre en sciences (M. Sc.).

le solde de la balance commerciale tend tout d'abord à se dégrader et ne se redresse qu'après un certain laps de temps. Sur le court terme les quantités importées et exportées restent d'abord inchangées et seuls les effets de valorisation (accroissement du prix des importations) se manifestent. La modification du volume de produits échangés demande quant à elle un certain temps.<sup>19</sup>

**Figure N°4** : La courbe en J



**Source** : ALLAIS Maurice, « Le problème de la dévaluation », Politique étrangère, n°4, 1957, pp. 479-492

Il existe de plus un délai entre l'effet-prix sur les importations qui est immédiat et l'effet-volume sur les exportations qui met davantage de temps à se mettre en place, comme expliqué précédemment. Ce décalage temporel se traduit par une "courbe en J" (on suppose ici que la dévaluation a un effet global positif à long-terme, et donc que la somme des élasticités en valeur absolue est positive). La dévaluation détériore dans un premier temps la balance commerciale (effet-prix), puis l'améliore via l'effet-volume. L'effet total dépend de l'ampleur des deux phénomènes.

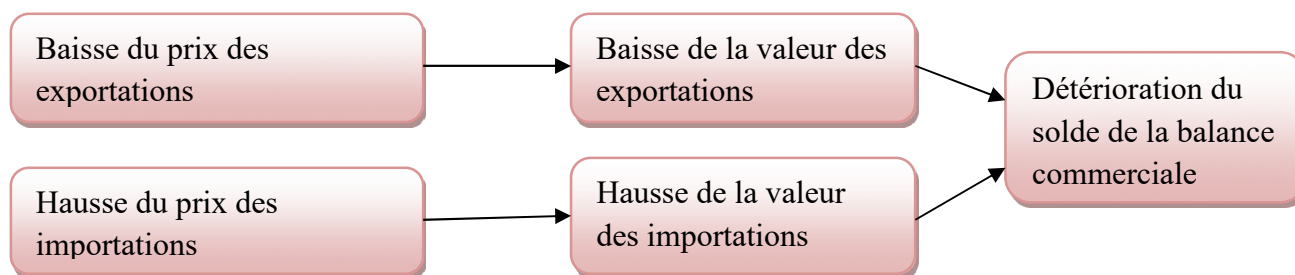
## 1.2 L'effet prix et l'effet volume

<sup>19</sup>RAKOTONINDRINA A.J.G, les effets de la dévaluation et la dépréciation monétaires sur l'importation le cas de Madagascar, mémoire en science économique, 2015, P12.

Une dévaluation (de même, une dépréciation) a un effet prix et deux effets volumes (baisse des importations, hausse des exportations)

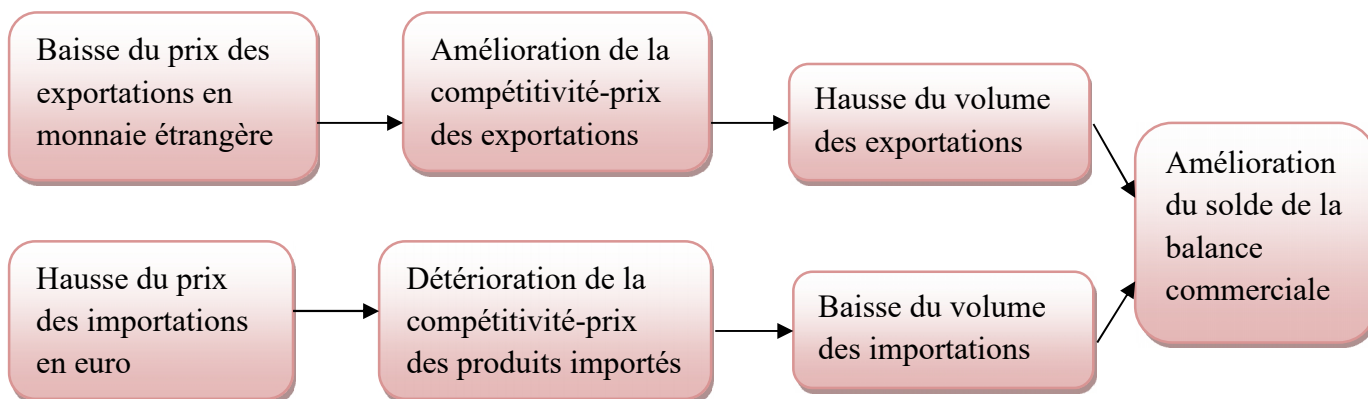
- **L'effet prix** : L'effet prix est immédiat, il consiste en une dégradation des termes de l'échange exprimés en monnaie domestique, le prix des biens importés augmente et celui des biens exportés reste inchangé ; la valeur des importations augmente donc, ce qui augmente le déficit commercial
- **L'effet volume** : Les deux effets volumes attendus sont une baisse des importations et une hausse des exportations : la hausse des prix des biens importés favorise une baisse des volumes importés et la baisse des prix des biens exportés (exprimés en devises étrangères) favorise une hausse des volumes exportés ; les deux effets volumes entraînent un redressement du solde de la balance commerciale.<sup>20</sup>

**Figure N°05 : Effets immédiats d'une dépréciation de l'euro (effets prix > effets volume)**



**Source** : [http://ses.ens-lyon.fr/ses/fichiers/euro-fort-faible-atelier\\_finance\\_1357481070669](http://ses.ens-lyon.fr/ses/fichiers/euro-fort-faible-atelier_finance_1357481070669).

**Figure N°06: Effets d'une dépréciation de l'euro après un laps de temps (effets volume > effets prix)**



<sup>20</sup> PLIHON, D, « Les taux de change », Edition la Découverte et Syros, 2001, P 92

**Source :** [http://ses.ens-lyon.fr/ses/fichiers/euro-fort-faible-atelier-finance\\_1357481070669](http://ses.ens-lyon.fr/ses/fichiers/euro-fort-faible-atelier-finance_1357481070669).

Alors que l'effet prix est certain (et immédiat), les effets volumes ne le sont pas. Trois conditions principales doivent être satisfaites pour qu'ils se réalisent :

1) une sous-utilisation des capacités de production car, dans le cas contraire (plein-emploi), la production domestique ne peut augmenter pour satisfaire l'accroissement de la demande externe (l'ajustement se fait par les prix, occasionnant donc de l'inflation, et non par les quantités).

2) des phénomènes d'indexation limités, c'est-à-dire qu'il ne faut pas que la hausse des prix des biens importés se répercute sur les prix internes (les prix de vente des entreprises domestiques, les salaires, etc.), sinon la dévaluation (dépréciation) se heurte au problème de l'inflation importée.

3) une absence de comportements de marge de la part des exportateurs (domestiques, mais aussi étrangers), c'est-à-dire qu'il ne faut pas que le gain de compétitivité-prix dont bénéficient les exportateurs domestiques (respectivement, la perte subie par les exportateurs étrangers) se traduise par une hausse (respectivement, une compression) de leurs marges, annulant ainsi l'effet de la dévaluation sur les prix des produits domestiques à l'étranger (respectivement, les prix des produits étrangers sur le territoire domestique).

### **1.3 L'effet sur les termes d'échange**

Durant la phase transitoire, les gains de compétitivité permettent, un développement des exportations et une baisse des importations, donc une relance de l'activité dont l'intensité dépend de l'élasticité du volume des échanges extérieurs à une modification de compétitivité. C'est-à-dire la modification du prix relatif des importations qui tend à s'élever en monnaie nationale et celui des exportations qui tend à baisser en monnaie étrangère.

La dévaluation peut aussi être vue sous l'angle d'un prélèvement extérieur résultant d'une dégradation des termes de l'échange, c'est-à-dire d'une hausse plus rapide des prix des importations que du prix des exportations. La dévaluation crée un écart entre le prix des importations et le prix de la production. Le pouvoir d'achat du revenu intérieur du pays qui dévalue baisse au bénéfice de celui des importations, lequel augmente : la France subit,

avant toutes modifications de volume, ce que l'on peut appeler un «prélèvement extérieur».<sup>21</sup>

#### **1.4 L'effet sur l'inflation**

La hausse des prix à l'importation entraîne immédiatement une hausse du prix à la consommation et du coût des consommations intermédiaires. L'indexation des salaires, la répercussion dans les prix des hausses du coût des consommations intermédiaires et des salaires génèrent une spirale inflationniste prix/salaires. Si l'indexation des salaires aux prix est totale (ce qui semble le cas pour la France), au bout d'un certain temps, la parité de pouvoir d'achat avec l'étranger est rétablie : la dévaluation s'est traduite par une hausse du niveau général des prix. La longueur de la phase d'ajustement dépend des caractéristiques de l'économie (indexation des salaires, vitesses d'ajustement des prix aux coûts) et de la situation conjoncturelle : la hausse des prix sera plus rapide si les tensions sur l'appareil productif sont fortes.<sup>22</sup>

#### **1.5 L'effet sur la redistribution des revenus**

A travers la fluctuation des prix, la dévaluation peut avoir un effet négatif sur la demande réelle qui diminue et sous certaines conditions, l'output chute également, ainsi que son rythme de croissance. Ce déclin de la demande et de la production peut, à son tour provoquer une redistribution inégalitaire des revenus, des agents à faibles propensions à épargner vers ceux à forte propension à épargner.

Par ailleurs, ceux qui consomment des biens importés souffriront, suite à une dévaluation, d'une augmentation de leurs coûts de la vie et, donc, d'une baisse dans leurs revenus réels. D'un autre côté, les exportateurs de biens récolteront, des surplus d'argent étant donné que les exportations augmentent en volume.<sup>23</sup>

#### **1.6 L'effet sur la dette extérieure**

Une dévaluation de la monnaie peut rendre les entreprises techniquement insolvables sous l'effet de la hausse de la valeur de la dette extérieure en monnaie nationale. Cette solution est parfois nécessaire et utile, en particulier dans les pays où les entreprises se sont mises en situation financièrement vulnérable pour avoir compté sur une monnaie

---

<sup>21</sup> Jean Fericelli, les conditions monétaires et la réussite d'une dévaluation, revue économique, volume 13, 1962 p 87.

<sup>22</sup> CAPUL J., 2011, P25.

<sup>23</sup> BOUSSELMI S., impact de la dévaluation sur les échanges extérieurs(cas de la Tunisie), rapport de recherche, univ-Montréal, aout, 2000, P23.

surévaluée. Dans la mesure où ces entreprises utilisent des facteurs importés, leurs coûts d'exploitation risquent d'avoir été réduits artificiellement par cette surévaluation. La dévaluation de la monnaie met un terme à ce processus et impose une discipline économique salutaire.<sup>24</sup> Toutefois, les autorités craignent les effets possibles de cette mesure sur les entreprises nationales et leur réticence à pousser ces dernières à la faillite pourrait les conduire à surseoir à la correction du déséquilibre du taux de change.

### **1.7 L'effet sur les salaires et le pouvoir d'achat :**

Le pouvoir d'achat des revenus des agents internes est soumis à deux influences contradictoires : il tend à décroître du fait de la hausse des prix relatifs des importations, à croître du fait de la relance de l'activité. L'indexation des salaires au prix permet aux ménages de ne pas trop pâtir de la hausse des prix. L'investissement des entreprises est également soumis à deux influences contradictoires : stimulé par la croissance, il est réduit par la ponction extérieure sur les profits. Au total selon le type de dévaluation, l'évolution de la demande interne va s'ajouter à l'effet favorable sur l'activité de la demande externe (ce qui réduira l'effet favorable sur le solde extérieur) ou, au contraire, va tendre à l'atténuer, voire à l'annuler complètement.<sup>25</sup>

## **2. Les conditions de la réussite d'une dévaluation :**

### **2.1 La théorie des effets d'une dévaluation**

La théorie des effets d'une dévaluation a donné lieu dans les années récentes La solution au problème de savoir dans quelle mesure une dévaluation est susceptible d'améliorer la balance extérieure du pays dévaluateur a été recherchée à l'aide de deux types d'approches : l'approche en termes d'élasticité et l'approche en termes d'absorption.

La conclusion de ces recherches a été que l'effet favorable ou non d'une dévaluation sur la balance du commerce dépend de l'état des élasticités de l'offre et de la demande nationale et des élasticités de l'offre et de la demande étrangère.

Le succès de la dévaluation est expliqué par les deux théories suivantes :

#### **2.1.1 L'approche d'absorption :**

---

<sup>24</sup>RAMIANDRISOA, T, O, « La dévaluation a-t-elle un effet récessif ? Le Cas de Madagascar », Université de Rennes 1- institut catholique de Madagascar, P 5-6.

<sup>25</sup> Bousselmi, impact de la dévaluation sur les échanges extérieurs (cas de la Tunisie), rapport de recherche, univ-Montréal, aout 2000, p24.



- **l'analyse d'Alexander :**

La théorie d'absorption est purement keynésienne qu'a qualifié Alexander. Son point de départ n'est donc autre qu'une identité keynésienne qui est une expression d'équilibre soit :<sup>26</sup>

$$Y = C + I + G + X - M \quad (1)$$

Dont lequel C représente la consommation domestique

I : l'investissement domestique

G : le solde des dépenses du gouvernement

C'est la somme C + I + G qu'Alexander appelle l'absorption.

Par ailleurs, Y représente le produit national et (X - M) le solde de la balance extérieure.

Si l'on désigne par le symbole A, l'absorption, et par le symbole B le solde de la balance commerciale, l'identité (/) devient :

$$Y = A + B \quad (2)$$

D'où l'on tire :

$$B = Y - A \quad (3)$$

Ce qui veut que le solde de la balance commerciale B ne peut se modifier qu'à la condition que se modifie simultanément la différence Y - A

On peut exprimer cette condition de la manière suivante : pour obtenir un accroissement du solde de la balance commerciale, il faut soit que le produit Y s'accroisse, soit que l'absorption diminue, soit qu'une certaine variation de A s'ajoutant à une certaine variation de Y donne une somme égale à la variation de B, ce qui peut être écrit :

$$\Delta B = \Delta Y - \Delta A \quad (4)$$

Selon Alexander, la dévaluation agit sur le produit et sur l'absorption de trois manières :

---

<sup>26</sup> Jean Fericelli, les conditions monétaires et la réussite d'une dévaluation, revue économique, volume 13, 1962 p 100-101

- Un effet d'encaisse : la dévaluation entraînant une certaine hausse des prix domestiques, les ménages et les firmes essaieront alors d'augmenter leurs encaisses en achetant moins et en vendant plus, ce qui implique une réduction de leurs dépenses réelles, dépenses de consommation et dépenses d'investissement, c'est-à-dire de l'absorption.
- Un effet de redistribution du revenu tel que la hausse des prix tendant à modifier la répartition du revenu réel au détriment des salariés, c'est-à-dire provoquer un risque de diminuer la consommation car les salaires restent constants.
- Un effet d'illusion monétaire qui, lorsque se manifeste une hausse des prix comme celle qui résulte de la dévaluation, conduit les agents économiques à une réduction de la dépense même si le revenu nominal tend à croître.

Ce sont ces trois effets qui, d'après Alexander, doivent tendre à la compression de l'absorption. Au total, il y aura diminution de l'absorption dans son ensemble, si la diminution de l'absorption directe est supérieure à l'accroissement de l'absorption induite de l'accroissement du revenu.

### 2.1.2 L'approche en termes d'élasticités :

Le théorème des élasticités critiques est perçu par Alfred MARSHALL en 1923 et a été défini par J. ROBINSON en 1937, LERNER en 1944. Cette théorie précise dans quelles conditions, une balance commerciale sera corrigée par une dépréciation de la monnaie nationale sur le marché de change.<sup>27</sup> Il est d'ailleurs présenté sous plusieurs formes :

- ✓ On peut chercher les conditions applicables à l'ensemble de la balance des Paiements et non à la seule balance commerciale ;
- ✓ On peut présenter les valeurs importées ou exportées en monnaie nationale ou étrangère ;
- ✓ On peut chercher à déterminer le taux de dépréciation qui rétablirait l'équilibre. (deuxième partie L'équilibre des opérations courantes).
  - X le volume des exportations,  $P_x$  l'indice des prix des exportations ;
  - M le volume des importations,  $P_m$  l'indice des prix des importations ;
  - BC désigne la balance commerciale ;
  - Le taux de change  $t = P_m/P_x$  est le nombre d'unités monétaires nationales nécessaires pour obtenir une unité monétaire étrangère ;

---

<sup>27</sup> BERNARD G., KAWECHI A., P232-233.

$$BC = X.P_x - M.P_m = P_x (X - M.P_m/P_x) = P_x (X - t.M)$$

Analysons les effets d'une variation du taux de change ( $\Delta t$ ) sur la balance commerciale

$$\begin{aligned} \Delta BC / \Delta t &= P_x (\Delta X / \Delta t - t \Delta M / \Delta t - M \Delta t / \Delta t) \\ &= P_x (\Delta X / \Delta t - t \Delta M / \Delta t - M) \end{aligned} \quad (1)$$

Introduisons la valeur des élasticités prix des exportations et des importations :

$$\epsilon_X = \Delta X / X / \Delta t / t = \Delta X / \Delta t \times t / X \Rightarrow \Delta X / \Delta t = \epsilon_X \times X / t$$

$$\epsilon_M = \Delta M / M / \Delta t / t = \Delta M / \Delta t \times t / M \Rightarrow \Delta M / \Delta t = \epsilon_M \times M / t$$

La relation (1) peut s'écrire :

$$\begin{aligned} \Delta BC / \Delta t &= P_x (\epsilon_X \times X / t - t \times \epsilon_M \times M / t - M) \\ &= P_x . M (\epsilon_X \times X / t . M - \epsilon_M - 1) \end{aligned}$$

Si on suppose qu'au départ la balance commerciale est équilibrée :

$$X.P_x = M.P_m \Rightarrow X = M.P_m / P_x \Rightarrow X = M.t \Rightarrow X / M.t = 1$$

On peut donc écrire :

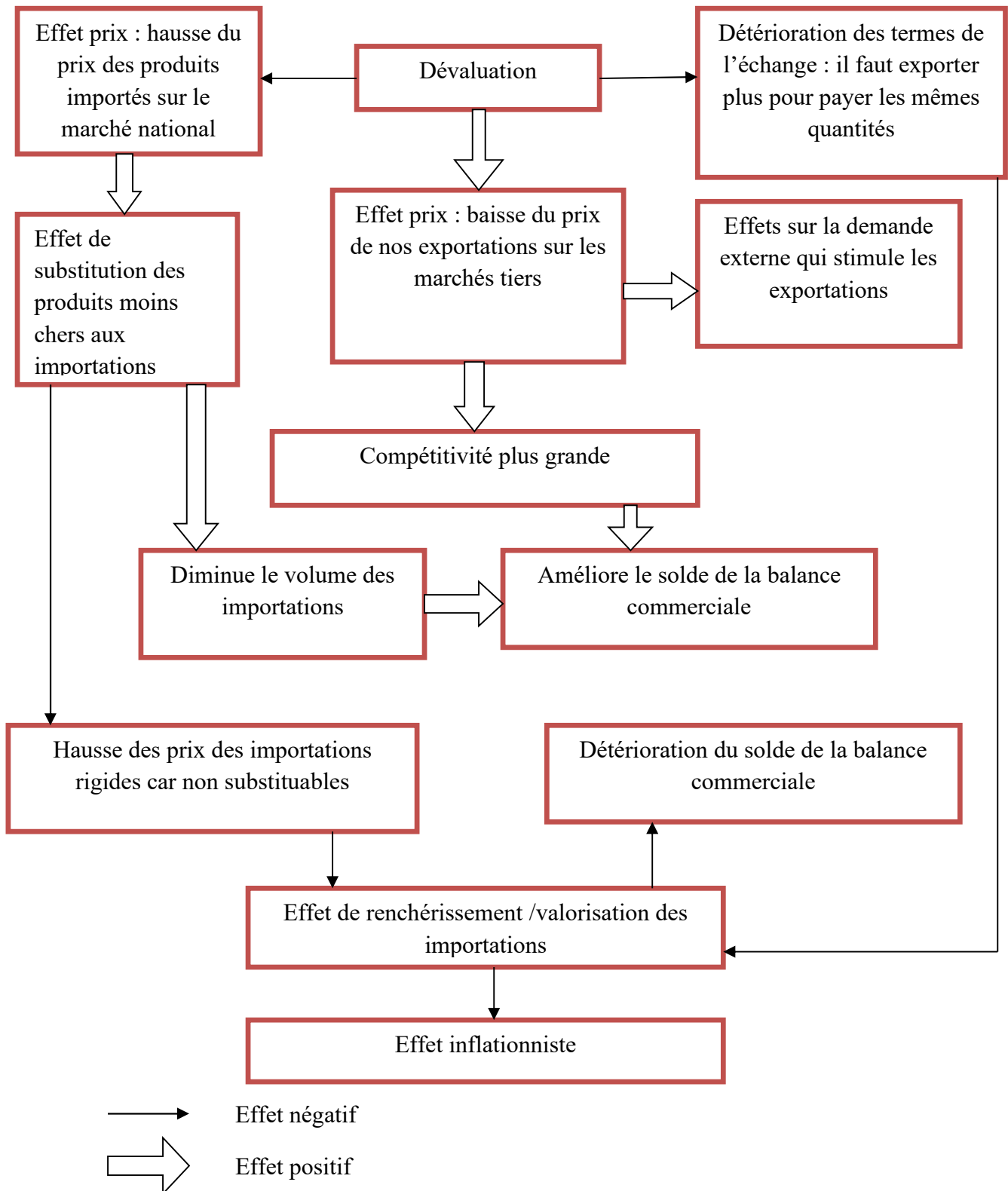
$$\Delta BC / \Delta t = P_x . M (\epsilon_X - \epsilon_M - 1)$$

$$\Delta BC / \Delta t > 0 \Rightarrow (\epsilon_X - \epsilon_M - 1) > 0 \Rightarrow (\epsilon_X - \epsilon_M) > 1$$

Or  $\epsilon_M < 0$  car quand  $t$  augmente (dévaluation),  $P_m/P_x$  augmente et les importations diminuent.

En conclusion, pour que la balance commerciale s'améliore, il faut que  $\epsilon_X + \epsilon_M > 1$

**Figure N°07 : effet positif et négatif d'une dévaluation**



**Source** : RAZAFIMAMINIRINA.A, La condition de Marshall-Lerner-Robinson : cas de Madagascar, Mémoire de DEA, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie.

La dévaluation est, en fait, un changement volontaire du taux de change nominal vers la hausse, destiné à donner un coup de fouet aux exportations, les rendant plus compétitives sur le plan international, et freiner les importations en les rendant plus chères. Ce qui devra théoriquement avoir pour effet d'améliorer la balance commerciale du pays dévaluateur. La dévaluation peut corriger les déséquilibres des échanges d'un pays avec l'extérieur en utilisant une formule qui s'agit de la condition Marshall-Lerner du nom des deux économistes qui l'ont élaborée. Cette condition aborde l'effet de la dévaluation sur la balance commerciale en termes d'élasticités.

### **Conclusion**

La politique économique dont l'objectif premier est de corriger les déséquilibres de la balance commerciale et de la balance de paiement. En opérant une dévaluation, un pays cherche à réduire un déficit commercial. L'objectif est de diminuer la valeur de sa monnaie par rapport aux monnaies des partenaires commerciaux étrangers. Moins chères pour les clients étrangers, les exportations se développeront tandis que le renchérissement des importations en freinera la croissance sur le marché intérieur, les acheteurs préférant alors les produits nationaux. Le solde des échanges (balance commerciale) doit donc s'améliorer grâce à la dévaluation.

Le travail effectué avait pour finalité de traiter des différents effets qu'entraîne une dévaluation. Nous avons vu dans quelles mesures une dévaluation peut corriger les déséquilibres des échanges d'un pays avec l'extérieure. et nous avons vu que la dévaluation n'est pas forcément négatif, Pour cela, la théorie économique ne peut pas fournir une conclusion définitive et claire.

**Chapitre 03**

**L'effet de la**

**dévaluation de dinar**

**algérien sur le**

**commerce extérieur**

## **Chapitre 03 :**

# **L'EFFET DE LA DEVALUATION DU DINAR ALGERIEN SUR LE COMMERCE EXTERIEUR EN ALGERIE**

## **Introduction**

Depuis l'indépendance à nos jours, le Dinar a connu plusieurs cotations, du panier de devise au fixing puis à un système appelé marché interbancaire des changes. De ce fait, la politique de change en Algérie est passée par différentes phases.

Nombreux sont les auteurs qui ont étudié la relation entre la gestion des taux de change et les flux du commerce international. Cette relation se traduit par les effets de la variabilité du taux de change sur ces flux. La variabilité qui est définie par les fluctuations du taux de change autour de son taux d'équilibre peut être appréhendée selon deux modalités. Lorsqu'elle est fréquente mais non persistante, la variabilité est identifiée à la volatilité ; cependant, dans le cas où elle est fréquente mais très persistante, nous sommes en face d'un désalignement du taux de change.

Dans les pays sous-développés, le désalignement prend généralement la forme d'une surévaluation de la monnaie locale. Le taux de change officiel surévalué, en imposant un contrôle de change très strict, est susceptible d'engendrer une situation de déséquilibre qui se traduirait par le développement d'un marché parallèle de change. C'est dans ce contexte que s'effectue notre recherche qui consiste plus particulièrement à analyser le cas du Dinar algérien et plus précisément les effets de la dévaluation.

Le régime de taux de change de l'Algérie depuis 1995 est un régime de flottement dirigé mais sous le contrôle de la banque centrale. Ce régime a été mis en vigueur au moyen de séances de fixing entre la Banque d'Algérie et les banques commerciales.

Les pays en voie de développement comme l'Algérie stipulent que la dévaluation est présentée comme la méthode la plus simple et efficace pour relancer l'économie d'un pays. Elle est opérée lorsque la balance courante des paiements est en déficit fondamental ou lorsqu'elle enregistre de grandes difficultés.

D'abord nous présenterons l'évolution de la politique de change et la couverture contre les risques de taux de change, qui sera suivie par la situation du dinar Algérien, et donc des possibilités de dévaluation. Et la troisième sera consacrée à l'évolution du commerce extérieur en Algérie. Ceci qui nous permettra d'évaluer l'impact de la dévaluation du dinar sur le commerce extérieur du pays.

## **Section 01 : L'évolution de la politique de change et ses techniques de couverture contre les risques de change en Algérie**

Après plus d'un siècle et demi d'occupation française, l'Algérie retrouve son indépendance politique le 5 juillet 1962. Avec l'établissement de sa banque centrale fin 1962 et l'annonce de la naissance de sa monnaie nationale, le dinar algérien en 1964, l'Algérie retrouve son indépendance monétaire. Le dinar algérien a été émis en 1964 au lieu du franc algérien comme monnaie officielle, l'Algérie a continué à faire partie du franc français et le dollar américain a maintenu son lien avec le franc lors du flottement du dollar en 1971. La teneur en or du dinar n'a pas changé. Le dinar est actuellement rattaché à un panier de devises sélectionnées par la Banque centrale d'Algérie et le dinar algérien s'est récemment déprécié de 25% en moyenne par rapport au dollar américain, selon les rapports de l'AMF (L'Autorité des marchés financiers).

Dans cette première section nous évoquerons L'origine et l'évolution de la politique de change en Algérie, la performance du dinar algérien. Sa convertibilité et son dérapage et nous terminerons avec le profile de taux de change en Algérie : l'évolution et le contrôle des change en Algérie ainsi que le marché parallèle algérien.

### **1. L'évolution de la politique de change en Algérie**

Après l'indépendance, l'Algérie cherchait à assurer la souveraineté économique. Elle a créée, donc, sa propre monnaie nationale, des 1964.

Nous allons présenter brièvement les différentes étapes de l'évolution de la politique de change en Algérie depuis 1962 à ce jour. Les politiques instituant la réglementation de change de la monnaie nationale ont connu plusieurs phases principales :

#### **a) Entre 1962 et 1970**

Au lendemain de l'indépendance, l'Algérie était rattachée à la zone Franc. La monnaie était librement convertible et transférable. Pour faire face aux risques générés par la fuite massive des capitaux et aux déséquilibres de la balance des paiements, l'autorité monétaire institua en 1963 le contrôle de change sur toutes les opérations avec le reste du monde. Ce changement a été accompagné par différentes actions visant à contrôler le commerce extérieur. Nous pouvons citer: le contingentement du commerce extérieur, la création de l'office national du commerce, le contrôle de toutes les opérations d'exportation et d'importation.

Ces mesures ont été complétées par d'autres actions :

- la création de la banque centrale d'Algérie en décembre 1962 et le monopole



d'émission dont elle est dotée à partir du janvier 1963

- la création du dinar algérien le 10 avril 1964 dont la valeur a été fixée à 180 mg d'or fin. Le dinar algérien (DA) a donc remplacé le nouveau franc (NF) pour une parité de 1DA = 1NF
- la nationalisation des banques étrangères et la création des banques commerciales nationales (BEA, BNA, CPA....)

La caractéristique essentielle de cette période était de protéger l'économie nationale embryonnaire de la concurrence étrangère, et surtout de dégager le pays de la tutelle coloniale par une réorganisation de commerce extérieure. En outre, cette réglementation soumettait le commerce extérieur à un régime d'autorisation et de contingentement au moyen d'un ensemble des offices nationaux géré directement par l'Etat.

Cette période est marquée par une certaine inefficacité du contrôle de change. En effet, avant 1967, le système bancaire algérien avait été dominé par des banques étrangères rattachées à des banques françaises et entre lesquelles les capitaux pouvaient circuler librement. Cette liberté de mouvement de capitaux de l'intérieur de pays vers l'extérieur réduisait la fonction de contrôle de change.

Nous pouvons dire que durant les années soixante, la politique de taux de change suivie par l'Algérie était proche de régime de change fixe.<sup>1</sup>

### **b) De 1971 jusqu'à 1988**

Cette période est caractérisée par l'accumulation planifiée et centralisée. Cette période était marquée par :

- la nationalisation du commerce extérieur ;
- le lancement du premier plan quadriennal ;
- la création de sociétés nationales chargées de gérer des monopoles d'activités économiques pour le compte de l'Etat ;
- la mise en place du système d'autorisation globale d'importation (A.G.I.), pour le financement des opérations d'importations planifiées ;
- la mise en œuvre d'un système d'administration et de contrôle des prix ;
- le financement des opérations d'importation des entreprises privées était soumis à l'autorisation préalable de la société nationale, qui détenait le monopole ;

---

<sup>1</sup> ADOUKA Lakhdar, modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM, thèse de doctorat en sciences de gestion, univ-Tlemcen, 2011, 131-132.

- les produits ne relevant pas du monopole de l'Etat, étaient soumis à l'obtention d'une licence d'importation ;

Pour des raisons politiques, et en janvier 1974, l'Algérie avait décidé de rattacher la valeur de sa monnaie à un panier de monnaies, choisi en fonction de ses principaux partenaires commerciaux. La valeur du dinar se déterminait administrativement en fonction des variations des devises composant le panier. Le cours de chaque devise était affecté d'un coefficient de pondération, mesurant l'importance des échanges extérieurs exprimés dans cette même devise.

Le dinar donc, se distingue par un panier de monnaies. La valeur du dinar est déterminée administrativement en fonction de l'évolution des devises composant ce panier. Le cours de chaque devise est déterminé par un facteur de pondération basé sur l'importance du commerce extérieur exprimé dans la même devise. Par exemple: 1DZD = 1 FRF en 1971 ; 1DZD = 1 FRF en 1975 ; 1DZD = 0.62 FRF en 1980 ; et 1DZD = 0.84 FRF en 1985.<sup>2</sup>

### **c) Allant de 1988 à 1994**

Les événements qui ont secoué l'Algérie en 1988 (crise des hydrocarbures) ont conduit à une interruption du mode de gestion socialiste c'est-à-dire le bouleversement qui a frappé les pays à économie planifiée se sont répercutés directement sur l'économie algérienne. Ces événements qui ont secoué l'Algérie ont donné naissance à un début de rupture avec le mode de gestion socialiste. Ainsi de nouvelles réformes à caractère économique et juridique sont venues donner un nouveau souffle à l'économie algérienne, parmi lesquelles il y a lieu de citer: la loi sur l'autonomie des entreprises (1988), la loi sur la monnaie et le crédit (1990), la loi sur les prix.

Quelques années plus tard, un nouveau choc secoue l'économie qui a failli causer la faillite imminente de l'Algérie (revenus pétroliers bas, surendettement, situation sécuritaire et explosion des importations). Cela a conduit à recourir au FMI avec plan d'ajustement structurel: la dévaluation du dinar algérien, l'austérité budgétaire, le lancement de la convertibilité partielle en 1991 et la convertibilité conjointe en 1993. Depuis 1988, la valeur du dinar déprécié en moyenne de 10% par an par rapport au dollar, twin avec des dévaluations déguisées avec l'instauration de nouvelles taxes à l'importation, puis la dévaluation réelle de 1994. Nous commençons cette étape avec une parité de 5 DZD pour 1 USD en 1987 à plus de 30 DZD pour 1 USD en 1994.

---

<sup>2</sup> BENHABIB.A, «Marché de Change informel et Désalignement : le cas du Dinar Algérien », Faculté des sciences Economique et de Gestion, Université de Tlemcen, 2002, p23.

Les autorités monétaires ont opté pour le flottement dirigé à la fois par prudence financière et parce qu'il reste entant que solution, la moins contraignante pour l'économie algérienne. Deux principaux traits marquent cette période :

- le rationnement de l'octroi des devises est réduit ;
- le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur est levé.

#### **d) De 1994 à 2016**

L'accès au marché des changes officiel est devenu possible par le FMI pour tous les opérateurs économiques (publics ou privés) après que l'Algérie a signé en 1994 le premier accord sur le rééchelonnement d'une partie de sa dette, Entre 1995 et 1998 le TCER a augmenté de plus de 20%, suivi d'une diminution de 13% entre 1998 et 2001. Après 16 mois de dépréciation, suite à l'appréciation de l'euro face au dollar, les autorités sont intervenues sur le marché des changes en 2003 pour réajuster le TCER à son niveau. Entre juin et décembre 2003, le dinar algérien s'est apprécié contre le dollar américain par 11%<sup>11</sup>. En 2012 le taux de change moyen du dinar algérien par rapport à l'euro a augmenté de 0,05% et a diminué de 6,45% par rapport au dollar américain, et le taux de change annuel moyen est de 104,12 euros et de 78,95 dollars par 1 dinar. En 2014 depuis la chute des prix du baril, le cours du dinar par rapport au dollar a connu une baisse le passant de 78.11 dinar pour 1 dollar en JAN 2014 à 86,99 dinar pour 1 dollar en DEC 2014, après à 107.27 dinar pour 1 dollar en 2015 et à 109,76 dinar pour 1 dollar en 2016.

En outre, l'évolution du taux de change par rapport à l'euro a traversé trois étapes. Le premier, entre janvier 2014 et avril 2015, a marqué la stabilité, le second, de mai 2015 à mai 2016, caractérisé par une dépréciation continue, et une légère appréciation entre juin et décembre 2016. En détail, le cours moyen du dinar est passé de 106,39 dinars pour un euro en janvier 2014, à 107,21 en décembre 2014, et à 105,77 dinars pour un euro en avril 2015. Suivi d'une baisse l faisant passer à 124,15 dinars pour un euro en mai 2016.

En 2014 depuis la chute des prix du baril, le cours du dinar par rapport au dollar a connu une baisse le passant de 78.11 dinar pour 1 dollar en JAN 2014 à 86,99 dinar pour 1 dollar en DEC 2014, après à 107.27 dinar pour 1 dollar en 2015 et à 109,76 dinar pour 1 dollar en 2016. En outre, l'évolution du taux de change par rapport à l'euro a traversé trois étapes. Le premier, entre janvier 2014 et avril 2015, a marqué la stabilité, le second, de mai 2015 à mai 2016, caractérisé par une dépréciation continue, et une légère appréciation entre juin et décembre 2016. En détail, le cours moyen du dinar est passé de 106,39 dinars pour un euro en janvier 2014, à 107,21 en décembre 2014, et à 105,77 dinars pour un euro en avril 2015. Suivi d'une

baisse l faisant passer à 124,15 dinars pour un euro en mai 2016<sup>3</sup>

Nous pouvons résumer la mission de la banque d'Algérie dans les points suivants :

- Elle doit surveiller le fonctionnement du marché interbancaire.
- Elle doit veiller sur la conformité réglementaire des opérations d'achat et de vente de devises.
- Elle doit s'assurer en permanence du respect des ratios prudentiels des différentes banques qui interviennent sur le marché de change.

**Tableau N°4:** l'évolution du taux de change du dinar de 1994 à 2016

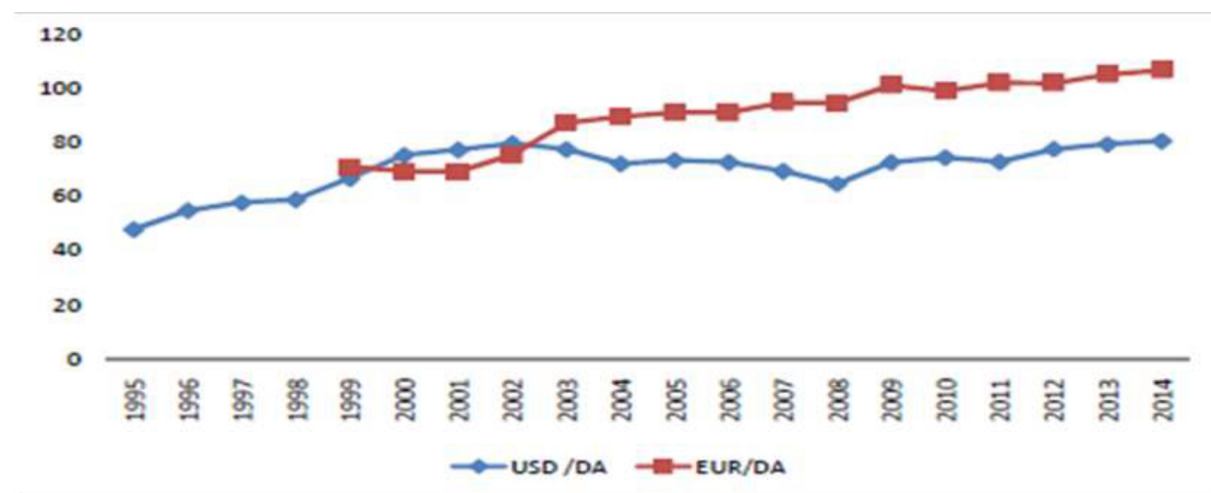
<b>Année</b>	<b>FRC/EUR- DZD</b>	<b>USD-DZD</b>
<b>1994</b>	39.68	40.75
<b>1995</b>	59.92	50.58
<b>1996</b>	73.48	56.49
<b>1997</b>	72.72	58.17
<b>1998</b>	64.96	59.41
<b>1999</b>	77.67	68.01
<b>2000</b>	75.60	75.95
<b>2001</b>	73.80	77.13
<b>2002</b>	81.67	80.49
<b>2003</b>	93.91	71.29
<b>2004</b>	99.09	72.62
<b>2005</b>	98.07	74.12
<b>2006</b>	96.49	70.05
<b>2007</b>	99.66	67.00
<b>2008</b>	104.18	66.80
<b>2009</b>	109.09	72.21
<b>2010</b>	105.46	77.69
<b>2011</b>	106.84	74.98
<b>2012</b>	104.12	78.95
<b>2013</b>	113.31	79.57
<b>2014</b>	107,21	86,99
<b>2015</b>	105,77	107.27

<sup>3</sup> ADOUKA Lakhdar, modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM, thèse de doctorat en sciences de gestion, univ-Tlemcen, 2011, 131-132.

2016	124,15	109,76
------	--------	--------

SOURCE : www.algerie-eco.com

Figure N°08 : Evolution du taux de change du dinar de 1995 à 2014.



Source : la banque d'Algérie.

La Banque d'Algérie continue le flottement géré du dinar algérien, dans le but d'assurer la stabilité du taux de change réel de la monnaie dans un contexte international caractérisé par de fortes fluctuations des marchés financiers et des taux de change. L'appréciation du dinar algérien contre le dollar américain et de la variation du taux de change entre le dinar et l'euro ont conduit à la consolidation à court terme de la TCER de la monnaie nationale qui a été calculée à DZD 68 au dollar américain en 2008 le budget supplémenté, en hausse de 72 DZD au dollar américain dans le budget initial.

### 1.1 Politique de change passive (1973-1986)

Ce qui caractérise cette politique est le fait que la parité de la monnaie nationale soit fixée en totale négligence des soubassements économiques et financiers de cette monnaie. L'orientation en matière de politique de change pendant cette période a permis une stabilité du dinar algérien mais alors une stabilité artificielle due à une gestion administrée du taux de change déconnectée de la réalité des fondamentaux économiques comme l'érosion du pouvoir d'achat intérieur du dinar.

En effet, l'Algérie a financé pendant longtemps par la création monétaire les déficits budgétaires qui, accumulés, ont créé une situation de surliquidité dans l'économie. Cette surliquidité, aggravée par l'incapacité des entreprises publiques à rembourser leurs dettes, du fait de leur très faible productivité, a accru les tensions inflationnistes longtemps contenues par un système de contrôle des prix. La parité du dinar maintenue administrativement par le

contrôle des changes n'avait pas reflété ces fondamentaux économiques, en réalité elle était surévaluée.

En outre, cette parité administrative favorisait un laxisme dans les politiques économiques et financières intérieures du moment que le taux de change ne constituait pas une contrainte.<sup>4</sup>

Donc, d'une part le pouvoir d'achat du dinar à l'extérieur est soit stable soit réévalué grâce au contrôle des change et l'effet d'appréciation du dollar vis-à-vis des autre monnaies du panier, et d'autre part, son pouvoir d'achat intérieur se dégrade.

Les conséquences de cette situation sont les suivantes :

- La perte de compétitivité des marchandises locales par rapport aux marchandises importées.
- Les restrictions d'accès au marché de change accompagnées de politiques de contingentement des importations ont donné naissance au marché de change parallèle de devises qui couvre des besoins d'importation à usage spéculatif ou de consommation superflue.

Du fait du poids du dollar dans le panier de référence, son appréciation par rapport aux autres monnaies du panier durant la première moitié des années 1980 a provoqué une appréciation réelle d'environ 50% du dinar algérien, ce qui a eu pour effet de miner la compétitivité des exportations hors hydrocarbures.<sup>5</sup>

## **1.2 La politique de change active**

Jusqu'en 1986, année du contre-choc pétrolier, il n'y avait eu aucun changement d'orientation quant aux moyens et objectifs de la politique de change. Mais, avec cet évènement subit par l'Algérie et qui a impliqué la baisse des recettes d'exportation et le resserrement de la contrainte extérieure, il n'était possible de maintenir la même politique de change. L'Algérie a dû tenter de compenser la baisse des recettes pétrolières par des emprunts à l'étranger et le renforcement des restrictions sur les importations. En parallèle, les autorités de l'époque ont adopté une politique de change active.

Cette politique consistait à ajuster le taux de change pour éliminer la surévaluation du dinar, se rapprochant ainsi de sa valeur d'équilibre. L'ajustement du taux de change a

---

<sup>4</sup> <http://www.captaineconomics.fr/-comment-une-banque-centrale-intervient-elle-pour-changer-le-cours-dunemonnaie> consulté le 01/11/2016

<sup>5</sup> MENHOUK, NOURAOUI, « les instruments de couverture contre le risque de change en Algérie », mémoire de master, en science économique, univ-Tizi-Ouzou, 2016, p 72.

commencé par des dévaluations rampantes (glissement de parité) non annoncées et ensuite par des dévaluations "choc" officielles.<sup>6</sup>

## 2. Libération du régime de change (1994-2014)

Les « trois D » témoigne d'un recul des Etats devant la globalisation financière, manifestation d'une « dictature douce du capital » qui contourne et rabaisse les Nations en tant que lieux pertinents de l'exercice de Démocratie et garants du Bien commun. En d'autres termes, on y assiste à un déplacement du pouvoir économique du niveau des Etats à celui de la planète<sup>7</sup>.

L'instabilité des changes est devenue, depuis l'effondrement du régime monétaire érigé par les accords de Bretton Woods, l'une des caractéristiques majeures de l'économie mondiale. Cette instabilité est apparue avec l'abandon par les pays développés des changes fixes qui caractérisait ce régime. Les changes fixes ont alors laissé place aux changes flexibles et au flottement des monnaies qui ont conduit depuis, à une instabilité excessive qui échappe à toute rationalité. D'après Mathieu et Sterdyniak (2009, p. 28): «Il n'existe pas de modèle économique permettant de prévoir ou même d'expliquer de manière satisfaisante l'évolution des taux de change». En effet, les fluctuations des taux de change ont été la plupart du temps plus fortes que celles des fondamentaux des économies (inflation, taux d'intérêt, croissance, solde commercial...). Cette instabilité héritée du nouveau système monétaire crée parfois de violents pics de volatilité entre ses monnaies principales, avec des variations pouvant aller jusqu'à 50% ou plus en quelques semaines. De nombreux pays alors ont dû faire l'expérience de crises de change produites par cette instabilité durant les dernières décennies.<sup>8</sup>

➤ Décloisement : la condition nécessaire de la globalisation financière a été non seulement celle de l'ouverture des marchés nationaux, mais aussi à l'intérieur de ceux-ci, de l'éclatement des compartiments préexistants : marché monétaire (argent à court terme), marché financier (capitaux à long terme), marché de changes (échanges des monnaies entre elles), marché à terme, etc.

Les nouveaux produits ont une triple vocation : gérer l'instabilité des taux d'intérêts et des taux de changes, passer d'un compartiment du marché (interne) à un autre (marché au comptant, marché à terme, etc.), et aller plus facilement d'une devise à une autre.<sup>9</sup>

---

<sup>6</sup> <http://www.persee.fr/doc/ofce> « politique de change »

<sup>7</sup> Bastidon, Brasseul, Gilles (2010), p150

<sup>8</sup> <https://leseco.ma/opinion/liberalisation-des-changes-comment-dire-bonjour-a-l-instabilite-monetaire.html>

<sup>9</sup> OUALID Lajili, « Libéralisation financière, ouverture politique et croissance économique dans les pays en voie de développement » Economies et finances, Université de Toulon, 2015, p120.

Le flottement des monnaies a été longuement défendu par les théoriciens de l'école monétariste, notamment leur chef de file, Thomas Friedman. Selon ces économistes, la libre fixation des taux de change par le marché devrait permettre le rééquilibrage automatique des balances courantes. Tout déficit extérieur conduira à une demande importante sur les devises étrangères, ce qui entraînera la dépréciation de la monnaie nationale et améliorera la compétitivité du pays concerné. Ainsi, les exportations sont stimulées et les importations freinées, ce qui permet d'ajuster le déficit de la balance commerciale. Un ajustement symétrique se produit en cas d'excédent extérieur.

Dès le début des années 1990, l'Algérie a opéré un vaste processus de réformes d'ordre monétaire et financier, cherchant à libéraliser le système financier national.

A l'instar de la libéralisation interne, la libéralisation financière externe est conçue comme une exigence dans le processus de l'ouverture sur l'extérieur. A partir de 1990, de profondes réformes du système de change ont conduit à la libéralisation progressive des opérations de change et à l'institution de bureaux de change. C'est une mesure qui doit encourager l'allocation des ressources en devises et stimuler les échanges commerciaux. Ce qui a conduit à la libéralisation du marché de change interbancaire<sup>11</sup> en 1996 et sur lequel sont traitées toutes les opérations de change au comptant où à terme entre le dinar et les devises étrangères.<sup>10</sup>

### **3. La pertinence du choix du régime de change pour l'Algérie**

Le taux de change est une préoccupation pour l'économie algérienne, le régime de change actuel, avec une poursuite rigoureuse de l'objectif de stabilisation du TCER, participe aux efforts d'appui à la compétitivité internationale des exportations potentielles hors hydrocarbures. Les avis des milieux financiers multilatéraux et notamment ceux du FMI encouragent le maintien de régime de flottement dirigé.

Dans ce contexte, la question des déterminants du choix de régime de change suscite constamment un grand intérêt. Théoriquement, la question du choix de régime de change est entamée dans le cadre de la théorie des zones monétaires optimales des années 1960, où plusieurs déterminants du choix de régime de change sont définis; tels que l'ouverture économique, le degré de diversification de production, etc. Cette théorie tient compte, dans la détermination d'un système de change adéquat, des caractéristiques structurelles d'une économie. Les travaux empiriques ont aussitôt tenté de vérifier les critères de choix suggérés

---

<sup>10</sup> LALALI Rachid, « impact de la libéralisation financière sur l'efficacité du système de l'intermédiation financière en Algérie », université de Bejaia.



par cette théorie. Certaines études ont même dépassé ces fondements théoriques, en introduisant d'autres déterminants empiriques, telles que des variables de stabilisation macroéconomique; et les plus récentes incorporent même des variables politiques et institutionnelles.<sup>11</sup>

On peut donc, considérer un large éventail de déterminants du choix de régime de change, dont le typage est opéré selon deux catégories de critères :

*Les critères de la théorie des zones monétaires optimales :*

- La taille de l'économie (SIZE) mesurée par le logarithme du PIB.
- Le degré d'ouverture de l'économie (DEGOUV) mesuré par le ratio du solde de la balance commerciale par rapport au PIB.
- Le degré de développement financier (DEGDEV) mesuré par le ratio de la masse monétaire par rapport au PIB

*Les critères de stabilisation macroéconomique :*

- Le taux de croissance de la masse monétaire (TCM2R).
- Le taux de croissance du PIB réel (TCPIBR).
- La pression sur le marché de change (EMP). Une variable qui se définit par la somme du pourcentage de variation du taux de change et le pourcentage de variation des réserves internationales dans le cas des régimes de change fixes ou flottants.
- La performance des finances publiques (PERFINPUB) mesurée par le ratio de l'excédent ou du déficit budgétaire par rapport au PIB.
- Le proxy du risque de crise de change (CRISERISQ) mesuré par le ratio des réserves de change sans l'or par rapport à la masse monétaire ne serait-il pas mieux d'utiliser la volatilité des réserves.
- Le niveau de développement économique (LOGPIBHAB) mesuré par le logarithme du PIB par habitant.
- L'inflation mesurée par le logarithme du taux d'inflation annuel (LOGTXINF).

Pour déterminer le régime de change qui optimise les performances économique de l'Algérie, le modèle logit binaire a été appliqué sur les données de l'Algérie, qui s'étalent sur la période 1970-2010. Les résultats de cette application ont été consolidés par des estimations du modèle de régression multiple. Ce dernier a été appliqué sur les deux périodes de régime de change qu'a connu l'économie algérienne, depuis son indépendance. C.-à-d. la période de

---

<sup>11</sup> ACHOUCHE M. ZIDAT R. LE CHOIX D'UN RÉGIME DE CHANGE POUR L'ALGÉRIE : UNE APPROCHE EN LOGIT BINAIRE, Les Cahiers du Cread, vol. 33 - n°123, 2018, P 47.

1970 à 1994 caractérisée par un régime de change rigide (fixe) et la période s'étalant de 1995 à 2010 caractérisée quant à elle par un régime de change intermédiaire (flottant géré).

L'issue de cette discussion, compte tenu de l'état des équilibres fragiles de l'économie nationale, de la structure de ses échanges avec le reste du monde et de son degré d'intégration dans l'économie internationale, il semblerait que «le régime de change fixe» comme option principale s'impose encore pour l'Algérie.

Dans cette optique de change fixe, les autorités monétaires doivent s'appliquer à réhabiliter les principaux fondamentaux de l'économie dans la détermination des niveaux de parité cibles pour la monnaie nationale.

Le change fixe, doit aboutir au développement d'un marché de change 'efficient' qui réduirait les risques d'attaques spéculatives déstabilisatrices et très coûteuses d'une part, et le développement d'une économie avec des structures d'équilibres 'stables' à même de supporter les éventuels chocs que pourrait produire la valeur de la monnaie.<sup>12</sup>

### **3.1 Evaluation du régime de change alternatif**

La signature de l'Algérie et l'union européenne un accord d'association a imposé d'analyser les effets de l'euro sur les relations économiques entre l'Algérie et l'union. La modification des flux d'échanges aura des incidences sur la BDP de l'Algérie et donc, du taux de change Dinar /Euro par ce que les flux commerciaux de l'Algérie avec l'Europe représentent déjà 60% de son commerce globale, donc, il est impérativement pour l'Algérie d'étudier cet accord avec une grande attention. L'Algérie devra faire face à une concurrence accrue et donc améliorer la compétitivité de ces produits pour sauvegarde les parts sur le marché domestique, mais aussi pour s'assurer une pénétration des marché de l'union.

L'intervention de la banque centrale algérienne dans le marché monétaire pour fixer son TCER, c'est-à-dire, un ancrage de Dinar à l'Euro pourrait laisser l'Algérie de profiter de cette procédure dans le cadre de la compétitivité de ses biens, à condition, si on ne considère que les aspects liés au risque de change, en réalité, la structure du commerce extérieur de l'Algérie écarte de la structure de ses recettes et paiements en devises, en outre, l'ouverture du commerce extérieur de l'Algérie et la confrontation entre les devises de paiement et les devises de recette crée un risque et des pertes de change, en général, l'appréciation ou la

---

<sup>12</sup> ACHOUCHE M. ZIDAT R. LE CHOIX D'UN RÉGIME DE CHANGE POUR L'ALGÉRIE : UNE APPROCHE EN LOGIT BINAIRE, Les Cahiers du Cread, vol. 33 - n°123, 2018, p60.

dépréciation de l'Euro par rapport au dollar a eu pour conséquence de dégrader les termes de l'échange de l'Algérie avec la zone euro, par le passer, on peut noter que l'Algérie a pu profiter des périodes de hausse du dollar face aux autres monnaies européennes, sous forme d'amélioration des termes de l'échange et de dévalorisation de sa dette en monnaies autres que le dollar.

Nous connaissons bien que les recettes de l'Algérie viennent du pétrole dont les cours sont cotés en dollar, le taux de change du dinar serait essentiellement influencé par l'euro, si on considère que l'euro était choisi comme monnaie ancre. De l'autre côté, un fort ancrage de la monnaie nationale se traduirait par une incapacité du taux de change à absorber des chocs exogènes, notamment ceux qui pourraient venir de la mise en place de la zone de libre-échange avec l'Union Européenne.<sup>13</sup>

Le régime des changes en Algérie a toujours évolué en corrélation avec l'économie nationale. En effet, chaque étape de son évolution n'était autre qu'une adaptation des instruments de la politique de change aux exigences du développement de l'économie nationale.

#### **4. La convertibilité du dinar algérien**

Dans le cadre de la mise en œuvre de réformes économiques et financières visant la transition à l'économie de marché, la libéralisation du commerce extérieur et des paiements engagés au début des années 1990, a mis en avant le processus de convertibilité du dinar pour les transactions extérieures courantes.

La convertibilité commerciale du dinar entamée dès 1991 a été véritablement mise en œuvre en 1994, car la libéralisation des paiements au titre des importations a été effective dès cette année. Cette convertibilité commerciale a été appuyée par la mise en place en octobre 1994, du fixing pour la détermination du taux de change en fonction de l'offre et de la demande sur le marché des changes.

La seconde étape dans le processus de convertibilité courante du dinar a été entamée en Juin 1995, avec l'autorisation des dépenses de santé et d'éducation. Ces dépenses dites "transactions courantes invisibles" sont autorisées sur pièces justificatives et dans la limite de montants annuels.

---

<sup>13</sup> SENOUCI Bennabbou, « l'impact des variations du taux de change sur les comptes de la balance des paiements en Algérie 1999-2009 », mémoire de magister, en science économique, 2013, P131.

Le 28 Août 1997, la Banque d'Algérie a autorisé les dépenses pour voyage à l'étranger des nationaux. Ce droit de change complète le processus de convertibilité du dinar au titre des transactions extérieures courantes, et est effectif depuis le 15 septembre 1997 au niveau des guichets des banques et établissements financiers intermédiaires agréés, dans la limite d'un montant annuel.

Ainsi, la Banque d'Algérie autorise les demandes de devises étrangères, sous réserve que ces devises soient destinées à effectuer des paiements ou des transferts afférents à des transactions courantes, et non à procéder à des transferts de capitaux.

La convertibilité courante du dinar est donc établie dans un contexte de consolidation de la viabilité de la balance des paiements et de stabilité du cours du dinar sur le marché interbancaire des changes qui a été mis en place en début 1996.

Ce qui a permis à l'Algérie, en tant que pays membre du Fonds Monétaire International, d'adopter les dispositions de l'Article VIII des statuts.

Il est à noter que sur 181 pays membres, 140 pays avaient à fin mai 1997 adopté le régime de la convertibilité courante de leur monnaie.

La convertibilité courante du dinar contribue à promouvoir un environnement favorable aux investissements des non-résidents, dans un climat de détente des taux d'intérêt et de stabilité du taux de change.

La convertibilité courante du dinar va de pair avec le contrôle des changes qui sera poursuivi, notamment en ce qui concerne les mouvements de capitaux.<sup>14</sup>

## **5. Le marché de change en Algérie**

Il existe deux types de marché de change en Algérie à savoir le marché de change officiel et le marché de change parallèle.

### **5.1 Le marché officiel**

Le marché de change officiel ou interbancaire est un marché non localisé c'est-à-dire que les opérations sont traitées par téléphone, fax ou autres systèmes électroniques. C'est un marché réservé aux banques et établissements financiers où sont traitées toutes les opérations

---

<sup>14</sup> <https://www.bank-of-algeria.dz/html/convert.htm>

de change (achat et vente) de devises contre monnaie nationale au comptant ou à terme entre la monnaie nationale et les devises étrangères librement convertibles, constituant ainsi le lieu de détermination des cours de change pour le libre jeu de l'offre et de la demande. Il s'agit d'un marché réglementé, dans lequel la banque d'Algérie joue un rôle prépondérant du fait qu'elle est le principal fournisseur de devises. En effet, la banque d'Algérie en tant qu'autorité monétaire est responsable de la politique de change et détient à ce titre le monopole de la gestion des ressources en devise du pays qui sont les recettes provenant des exportations hors hydrocarbures et produits miniers à l'exclusion de la partie revenant à l'exportateur, les sommes provenant de tout crédit financier ou d'emprunt en devises contracté par les banques et établissements financiers pour leur besoin propre ou pour celui de leur clientèle et les sommes provenant d'achat effectués sur le marché des changes.<sup>15</sup>

### **5.2 Développement du marché parallèle des changes en Algérie**

Le marché parallèle des changes est le marché libre qui existe au sein d'un système de change multiple. Un système de change multiple est un système où les transactions de change se font sur la base de plusieurs taux, parmi lesquels existe au moins un taux, légal ou illégal, librement flottant et librement déterminé par les forces de marché. Les systèmes de changes multiples sont mis à l'opposé des systèmes de changes unifiés.

On a coutume de distinguer les marchés parallèles des changes "légaux" qui sont des marchés libres activant dans les systèmes de change "duaux", où les autorités monétaires appliquent un taux de change préférentiel fixe ou administré (qu'on qualifie d'officiel) à la grosse partie des transactions internationales courantes et laissent apparaître un taux libre qui s'applique aux transactions courantes exclues du taux préférentiel et aux transactions en capital, ce taux est qualifié de taux parallèle "légal". Le marché parallèle est "illégal" dans un système de change multiple avec marché noir des devises; dans ce cas les restrictions imposées par les pouvoirs monétaires en matière de change (rationnement de l'allocation des devises au taux officiel souvent surévalué, fixe ou fortement administré et l'obligation de cession des devises par les exportateurs et les autres détenteurs d'encaisses en devises sur la base de ce taux) poussent les agents économiques à orienter leurs offres et demandes en devises sur un marché libre régi par un taux librement déterminé et plus élevé que le taux officiel. Quoiqu'illégal, les marchés parallèles des changes sont souvent tolérés par les pouvoirs publics dans le cadre de systèmes de changes multiples avec marché noir des devises.<sup>16</sup>

---

<sup>15</sup> [www.bank-of-algeria.dz](http://www.bank-of-algeria.dz),

<sup>16</sup> GAMACHE, MEBIROUK, « une (re) classification de régime de change en Algérie : que disent les données du marché des changes », les cahiers du cread, vol. 36-n°1, 2020, P12.

**Tableau N° 05:** Taux de change officiel et parallèle en Algérie par rapport au franc français.

	1970	1974	1978	1980	1987
Marché officiel	1	1	1,3	0,62	0,80
Marché parallèle	1	1,1	1,5	2	4

**Source :** A. Henni, essai sur l'économie parallèle. Ed. Enag 1991.

Ainsi à partir de 1974 les restrictions d'accès au marché de change accompagnées de politiques de contingentement des importations ont donné naissance au marché de change parallèle (marché parallèle, marché informel ou marché noir du taux de change). Le tableau (5) montre l'évolution du dinar algérien dans le marché de change officiel et parallèle.<sup>17</sup>

## 6. La couverture contre le risque de change en Algérie

Comme toute entreprise dans le monde ayant des relations commerciales et/ou financières avec l'extérieur, l'entreprise algérienne, qu'elle soit importatrice ou exportatrice, a besoin de recourir à la couverture du risque de change car le taux de change du dinar ainsi que ceux d'autres monnaies étrangères ne sont pas fixes. Ils sont donc sujets à des fluctuations qui, on ne le dira jamais assez, sont source d'incertitude, de risque de pertes ou de coûts supplémentaires. Ce sont là des facteurs qui influencent négativement le comportement des entreprises non seulement quant aux décisions commerciales de court terme, mais aussi quant aux décisions à moyen et long terme qui touchent à l'investissement.

Après la vague d'ajustements ayant eu lieu notamment durant la période 1987-1995, le taux de change du dinar a connu une relative stabilité. En fait, depuis 1996, la Banque d'Algérie a adopté un système de gestion du taux de change dit «système de flottement dirigé», mais sans annoncer au préalable la «trajectoire» de son évolution. On sait cependant que dans le cadre de sa politique de change, la Banque d'Algérie poursuit l'objectif du taux de change réel effectif (TCRE) stable. Depuis 2003-2004, elle considère, appuyée en cela par le FMI, que ce taux est à son niveau d'équilibre ou, du moins, il en serait très proche. D'où la nécessité de le stabiliser à ce niveau.

Le TCRE est la résultante de trois variables : le taux de change nominal du dinar (TCN) par rapport à une devise étrangère (euro, dollar...), le rapport des niveaux des prix domestiques et étrangers ou le différentiel d'inflation (entre l'inflation en Algérie et l'inflation

<sup>17</sup> BENBOUZIANE M. BENHABIB A., « marché de change informel et désalignement : le cas du dinar algérien », p 120.

dans les pays dont relèvent les devises concernées) et le rapport des échanges entre l'Algérie et ses principaux partenaires. Il est clair que les deux dernières variables (les deux rapports des prix et des échanges) sont exogènes ; elles s'imposent à notre petite économie ouverte.

Par conséquent, la stabilisation du TCRE à son niveau d'équilibre, si l'une et /ou l'autre de ces deux variables vient à changer, ne peut se faire que par l'ajustement du TCN, seule variable que la Banque d'Algérie peut contrôler. Mais si le TCRE est une bonne variable de politique macroéconomique (comme il est un bon indicateur de la compétitivité de l'économie nationale), il n'intéresse pas directement, voire pas du tout l'opérateur économique individuel. C'est le TCN qui intéresse ce dernier au premier chef. C'est le montant de dinars qu'il doit encaisser ou décaisser pour une unité de monnaie étrangère qui lui importe.

C'est donc sur la base du TCN qu'il prend ses décisions d'importer, d'exporter, voire même d'investir. Or, il ne sait ni la direction ni l'ampleur de l'ajustement que subirait le TCN du dinar puisque la trajectoire de son flottement n'est pas indiquée à l'avance, d'où le risque de change contre lequel il doit se couvrir.

L'objectif principal de cette contribution est de montrer la nécessité et l'opportunité, pour les entreprises algériennes, et la possibilité et l'utilité, pour les banques commerciales et la Banque centrale, d'activer le mécanisme de couverture du risque de change.<sup>18</sup>

Plusieurs raisons font que les entreprises généralement préfèrent utiliser des techniques de couverture externes via des institutions financières dédiées, qui offrent des solutions adaptées à leurs besoins, afin de permettre à l'opérateur économique de se prémunir contre le risque de change. L'entreprise peut se couvrir contre le risque de change par la souscription à des assurances que proposent des organismes externes comme la Coface. Ces assurances ont pour objet de permettre aux entreprises exportatrices d'établir leurs prix de vente et de passer des contrats en devises sans s'exposer au risque de modification ou de variation des cours de change.

La couverture sur le marché à terme est l'une des stratégies les plus utilisée par les entreprises, étant donné la simplicité de sa mise en place. Cet instrument type dérivé de première génération « Plain Vanilla », est autorisé par la banque d'Algérie sous le même dispositif réglementaire 20-04. La couverture à terme se manifeste par un échange d'une

---

<sup>18</sup> ILMANE M.C., « risque de change en Algérie nécessité, opportunité et possibilité d'activation du mécanisme de couverture », article publié par OUADA Yazid, 2015.

devise contre la monnaie locale DZ selon un taux de change d'achat ou de vente de devises fixé à présent pour une échéance future.

L'exportateur, pour se couvrir contre les effets du risque de change lié à la variation du cours d'une devise, vend à terme à sa banque le montant de sa créance. Il fixe ainsi de façon précise le montant de la monnaie nationale qu'il encaissera à l'échéance. L'importateur, quant à lui, pour se couvrir contre le risque de change lié à l'appréciation éventuelle d'une devise, achète à terme les devises correspondant au montant de sa dette. Il connaît ainsi avec exactitude le montant en monnaie nationale qu'il devra payer. Il est à signaler que ces contrats sont fermes et que l'exportateur ou l'importateur ne peuvent bénéficier d'une évolution favorable ultérieure de la devise.<sup>19</sup>

➤ Le « **Outright Forward** » est le seul instrument disponible actuellement en Algérie. En effet, il permet d'éliminer le risque de change en contractant avec la banque un cours à terme au préalable avec sa banque domiciliataire. Cet instrument peut être utilisé par le financier pour couvrir ses importations ou éventuellement exportation selon la politique de couverture adoptée.

## **Section 02 : La dévaluation de Dinar Algérien**

En Algérie comme partout ailleurs dans le Tiers-monde, les crises, qui précipitent les ajustements, ne sont jamais le résultat d'événements ou de chocs ponctuels, aussi graves qu'ils puissent être. Elles sont au contraire de nature cumulative. En général, l'Algérie a appuyé sa politique économique sur un système de planification.

### **1. La transformation systémique de l'économie algérienne**

La crise des moyens de paiement externe, qui frappe l'Algérie, a nécessité la mise en œuvre, sous l'égide des institutions financières internationales, de réformes structurelles ayant pour finalité la transformation systémique de l'économie nationale en vue de sa libéralisation et sa privatisation. A l'instar des autres pays maghrébins, l'Algérie n'a accepté d'engager des politiques de redressement économique que lorsque le déséquilibre de sa balance des comptes et le faible solde de ses avoirs extérieurs la plaçaient dans une situation de cessation de paiement .

---

<sup>19</sup> <https://lapatrienews.dz/face-a-la-depreciation-du-dinar-comment-se-premunir-contre-le-risque-de-change-le-hedging-une-vision-strategique-dans-la-gestion-du-risque-de-change-2/>



En effet, l'action conjuguée de l'effondrement des prix du pétrole et la baisse du dollar en 1986, plonge totalement l'économie algérienne dans une crise des moyens extérieurs, au moment où ce pays engage des réformes importantes, notamment celle de la restructuration qui a connu, nous semble-t-il, deux phases.

### **1.1 La politique de l'ajustement "volontaire", 1986-1989**

Suite à la crise d'endettement en 1978, suivi par le contre-choc pétrolier de 1986, en vue d'obtenir l'appui de la communauté financière internationale au remboursement de la dette voire à la relance de l'économie, l'Algérie se tourne vers le FMI dont le passage était obligatoire pour tous les débiteurs en difficultés. La baisse spectaculaire du prix international du pétrole à partir de mars 1986 s'est traduite par une diminution brutale des recettes extérieures qui sont passées de 13 milliards de dollars en 1985 à 7 milliards de dollars en 1986.<sup>20</sup>

L'Algérie dont les moyens de paiement s'amenuisent depuis 1986, a mené de manière autonome à partir des événements de 1988 une politique d'assainissement des secteurs productifs. Cette dernière est prolongée par les accords conclus avec le FMI en mai 1989 et juin 1991, et celui d'avril 1994, qui lui imposent dorénavant de se conformer aux principes de l'ajustement structurel.

Les chocs externes, signalés plus haut, surviennent à un moment où l'Algérie a amorcé une politique d'ajustement voulu, destinée à la fois à restaurer les grands équilibres macro-économiques, à réintroduire les règles de gestion de l'économie de marché et à diversifier ses produits à l'exportation (pour défendre, à court terme au moins, la capacité d'importation du pays). Ces réformes ont concerné aussi bien le système des prix que la politique monétaire et le taux de change, le commerce extérieur et le mode de gestion des entreprises publiques.

L'appareil productif est soumis dorénavant aux règles de la commercialité après son passage à l'autonomie. Ces réformes initiées par une équipe de technocrates qualifiés de "Réformateurs", comportent dans leur essence des mesures destinées à comprimer la demande, et des ajustements structurels.

#### **1.1.1 Les mesures de stabilisation**

Dés 1986, l'Etat algérien décide volontairement d'engager un plan d'ajustement, d'appliquer les mesures de ce plan, et de comprimer de manière drastique les importations. En effet, leur montant baisse successivement de 8,8 Mds de dollars en

---

<sup>20</sup>BENISSAD, H, « Le plan d'ajustement structurel », Algérie, Septembre 1996, P 109

1985, à 7,9 Mds de dollars en 1986, à 7 Mds en 1967 et 6,8 Mds de dollars en 1988. Quant à l'action sur le déficit budgétaire, elle vise essentiellement les revenus du travail (salariaux). Pour la réaliser, l'Etat annonce :

- Le blocage des traitements de la fonction publique,
- L'augmentation de la pression fiscale sur les salaires,
- La réduction des subventions des produits de première nécessité. Grâce à ces mesures, l'Etat réduit effectivement l'ampleur de la demande globale.

### **1.1.2 Le contexte politico-économique**

L'accord «Stand By» de confirmation approuvé le 31 mai 1989 et expirant le 30 mai 1990, et celui du 3 juin 1991 expirant le 31 mai 1992, ont été appliqués dans une situation de crise politique aiguë, postérieure aux événements de 1988. Le premier accord a rencontré une très vive opposition (grèves générales, hostilité aux réformes) qui a rassemblé de larges couches de la société (syndicalistes, travailleurs, fonctionnaires, partis politiques d'extrême gauche, etc.). Il fut rejeté, entraînant ainsi la chute du gouvernement. Le second, bloqué dans son application par le gouvernement donna l'occasion de débats intenses de politique intérieure. Ainsi, les discussions des années 1992-1993 ont porté sur les conditions acceptables par l'Algérie dans ses négociations avec le FMI: la réduction du déficit budgétaire, c'est-à-dire de moindres subventions accordées aux entreprises et aux consommateurs, la dévaluation du dinar, c'est-à-dire l'élévation des prix internes et le freinage des importations, la libéralisation du commerce extérieur, c'est-à-dire une moindre protection de l'industrie nationale.

En 1991, la production agricole a représenté 14% de la PIB contre 50 % pour la production industrielle et 36 % pour le secteur tertiaire, et ce, sur une PIB totale de 32,7 milliards de dollars. Quant à l'investissement et l'épargne intérieurs bruts, ils ont représenté respectivement 30 et 36 % de la PIB. Par ailleurs, sur la période 1980-1990, 23 % de la population totale vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Quant à l'aide publique au développement (APD), l'Algérie a reçu 412 millions de dollars en 1992, montant très faible comparativement à celle reçues par l'Egypte (3,5 milliards de dollars) et le Maroc (environ 1 milliard de dollars).

Par rapport à cette baisse généralisée des principaux agrégats économiques, la politique retenue par le plan quinquennal pour la période 1993-1997 vise la relance de la croissance que l'on souhaiterait «durable et fondée sur des équilibres internes et externes sains». Il était attendu également une baisse du ratio du service de la dette estimée à 40 % fin

1987, contre 77,8 % en 1992 ; une amélioration du revenu par habitant évaluée à 5% à partir de 1992, succédant à une lente diminution.

Le plan prévoit aussi une chute du pouvoir d'achat de l'ordre de 1,4 %. Pour ce qui est des investissements, le plan consacre une enveloppe de 116 milliards de dinars pour l'année 1993, soit 10,1 % du PIB en hausse d'un peu moins de 5 % par rapport à celle de l'exercice écoulé. Initié par le gouvernement, ce plan ne fut appliqué que pendant l'année 1993.

## **1.2 L'ajustement "subi" en Algérie (1994-1998)**

Pour l'Algérie, qui vient de signer, en avril 1994, un accord Stand-By avec le FMI, les problèmes économiques sont largement similaires à ceux du Maroc et de la Tunisie: dépendance alimentaire, chômage très important, forte croissance démographique, faible productivité du travail et du capital, dépendance technologique, et fort endettement extérieur.

### **1.2.1 L'accord Stand-by de confirmation (1994-1995)**

L'ampleur de la crise économique et sociale oblige l'Algérie à conclure avec les institutions financières internationales un accord Stand-by d'une année, en raison d'une situation économique et sociale particulièrement difficile.

En effet, le PIB, en termes réels, a baissé de 2% en 1993. Le taux d'utilisation des capacités de production atteint 50%, alors que le taux de chômage se situait aux environs de 22% de la population active. Quant à l'inflation, elle s'élevait à 31,8%.

### **1.2.2 L'accord de facilité de financement élargi (FFE) (1995-1998)**

S'étalant sur trois ans, de mai 1995 à avril 1998, cet accord, signé entre l'Algérie et le FMI, s'accompagne d'un crédit de 1,5 milliards de dollars en contre partie de la poursuite des réformes structurelles, contre une aide financière de 1,9 milliards de dollars consentie dans l'accord Stand-by, cet accord combiné à de nouvelles opérations de rééchelonnement prévoit la poursuite des actions de stabilisation et la prise en charge des problèmes structurels du système productif.<sup>21</sup>

En matière de stabilisation macroéconomique, la politique budgétaire appliquée a permis de dégager une épargne suffisante pour réduire l'endettement du Trésor, et par

---

<sup>21</sup> FMI : Communiqué du FMI sur l'Algérie, Washington, 22 mai 1995.

conséquent, le service de la dette publique. Toujours dans le même volet macroéconomique, la politique monétaire stricte, conjuguée à la maîtrise de l'inflation, vise à favoriser l'émergence de taux d'intérêts réels positifs, indispensables au développement de l'épargne au profit de l'investissement productif et une meilleure allocation des ressources financières.

Enfin, en matière d'équilibre externe, le programme cherche à établir une viabilité à moyen terme de la balance des paiements afin de garantir à l'économie des flux financiers stables et durables.

## **2. Les différentes dévaluations du dinar en Algérie**

C'est dans le cadre de la mise en œuvre des réformes économiques et, plus particulièrement, dans le cadre des accords passés avec le Fonds Monétaire International pour l'adoption du PAS en avril 1994 que l'Algérie a décidé de dévaluer sa monnaie nationale, c'est à dire ramener la valeur de celle-ci à son niveau réel reflétant ainsi son pouvoir d'achat. En effet, entre 1986 et 1994, l'économie algérienne était caractérisée au niveau :<sup>22</sup>

### **2.1 La dévaluation externe**

Par une détérioration de l'équilibre de la balance des paiements aggravée par le service de la dette extérieure, lequel a atteint en 1990 un niveau record de 86% de la valeur des exportations.

### **2.2 La dévaluation interne**

Par l'existence d'un marché de change parallèle, d'une part, et d'autre part, par des déficits budgétaires chroniques (190 milliards de dinars en 1993). Face à une telle situation, l'option pour la dévaluation a été vue comme une solution rapide pour redresser ces graves déséquilibres et relancer la croissance économique.

## **3. Les causes de la dévaluation du Dinar**

### **3.1 Le déficit budgétaire comme cause de la dévaluation**

Depuis la fin des années 1980, l'Algérie connaît un déficit croissant de son budget, ce dernier a atteint un niveau record en 1993 soit 190 milliards de dinars, en d'autres termes, ce déficit atteint presque 35 % du montant général des dépenses publiques. Même s'il a été quelque peu réduit en 1994, ce déficit avoisine 140 milliards de dinars.

---

<sup>22</sup> BABA AHMED, L, Dévaluation du dinar et entreprise publique, Cahiers du CREAD N°57, 3eme trimestre 2001, P57-74.

En 2014, fortement tributaires de la fiscalité pétrolière, les recettes publiques ont été considérablement impactées par la chute des prix du pétrole. La baisse corrélative des recettes fiscales des hydrocarbures, mais aussi la hausse des dépenses publiques, se sont traduites par le creusement du déficit du solde global du trésor et par l'érosion des ressources du fonds de régulation des recettes.<sup>23</sup>

Les détenteurs de capitaux finissent par s'inquiéter de la dette publique et anticipent l'inflation et la dépréciation. Ils cherchent alors à protéger leurs capitaux au détriment de l'intérêt national en les exportant. Le déficit budgétaire s'accélère, la fuite des capitaux se poursuit et l'inflation devient galopante.

### **3.2 La chute du prix du pétrole**

La chute des prix du pétrole a commencé à baisser à partir de l'été 2014. Cette tendance se poursuivant jusqu'en 2016 le cours du Brent a baissé de plus de 65%, passant de 110 à 35 dollars le baril. Ce qui a ralenti la croissance du secteur des hydrocarbures. Globalement, la valeur nominale du PIB au troisième trimestre de 2015 a atteint 4 155,2 milliards de dinars contre 4 334,3 milliards de dinars à la même période de 2014.

En Algérie, la valeur du dinar a reculé de 20% à 22% en 2015, puis autour de 3%, en 2016, selon la Banque centrale. La baisse du dinar a entraîné une hausse généralisée des prix à la consommation qui pèse sur le pouvoir d'achat des Algériens.<sup>24</sup>

### **3.3 L'expansion inflationniste causée par la dévaluation du Dinar**

Les causes de l'inflation en Algérie sont de différentes natures.

- Il y a en Algérie une trop forte injection de crédits à l'exploitation dans l'économie : cette situation se traduit par des découverts bancaires alarmants au profit des entreprises publiques (paiement des salaires sans contreparties assainissements financiers répétés qui dans certains cas constituent des crédits anticipant la production), le consommateur détient dans ce cas une quantité de monnaie supérieure à la quantité de biens qu'il a produit. Il se porte en quelque sorte acheteur de biens qui ne sont pas encore fabriqués, d'où une pression sur les prix.

- Des dépenses trop importantes : l'Etat algérien vit au dessus de ses moyens. Le budget croît en Algérie plus vite que la production nationale, le recours à la Banque d'Algérie permet à l'Etat de combler la différence entre ses rentrées d'argent et ses dépenses. L'institut d'émission ne peut aider l'Etat à combler ce déficit qu'en émettant des moyens

<sup>23</sup>Rapport de la banque d'Algérie, 2016.

<sup>24</sup> Rapport de la banque d'Algérie, 2016

supplémentaires de paiement, en émettant des billets, opération appelée communément «faire marcher la planche à billets» , là encore, il y a injection supplémentaire de monnaie sans production. Son taux est de 33 % de la masse monétaire.

- La spéculation : en Algérie une quantité importante de la richesse nationale est détournée de l'investissement productif, pour être engagée dans la spéculation au détriment de la production. La spéculation a fait naître de nouveaux phénomènes inflationnistes et amplifié l'inflation, elle restreint la production (fermeture de plusieurs usines dont les propriétaires s'adonnent à des activités d'achat/revente de produits et de matières premières en l'état,...) et provoque un accroissement de la demande du fait des bénéfices faciles qu'elle permet de réaliser.

Apparue ces dernières années, la spéculation sur les immeubles, les terrains fonciers, les immeubles, les matières premières, immobilise des sommes importantes consacrées à l'achat d'actifs de production qui permettraient de minimiser l'écart entre la demande et la quantité de biens mis sur le marché (plus de 600 milliards de dinars circulent hors banque).

- La distribution anormale des salaires : les salaires versés sans contrepartie en biens et services produits (c'est la situation vécue par plus de 120000 travailleurs de différentes entreprises notamment du BTP), accélèrent les tensions inflationnistes.<sup>25</sup>

## **4. Les conséquences de la dévaluation du Dinar**

### **4.1 Les conséquences sur la balance des paiements**

en 2015, le prix moyen du baril de pétrole a chuté de 47,1%, passant de 100,2 dollars, en 2014 à 53, 1%dollars, en 2015. Cette forte chute des prix associée à une légère baisse des quantités d'hydrocarbures exportées, s'est traduite par une baisse de recettes d'exportations d'hydrocarbures de 43,4% (33,08 milliards de dollars en 2015 contre 58,46 milliards de dollars en2014).

Compte tenu du léger recul des exportations hors hydrocarbures, structurellement faible, à 1,49 milliards de dollars, les recettes totales des exportations se sont élevées à 34,57 milliards de dollars contre 60,13 milliards de dollars en 2014, soit une baisse de 42,5%.<sup>26</sup>

La baisse brutale du prix du pétrole à été donc un important déséquilibre dans la balance des paiements.<sup>27</sup>

### **4.2 L'inflation une conséquence de la dévaluation**

---

<sup>25</sup> ABDELMADJID DENNOUNI, « Les causes et les conséquences de la dévaluation en Algérie», Cahiers du CREAD n°43, 1er trimestre 1998, p 111-115.

<sup>26</sup> Bank of Algéria, « balance des paiements, position extérieur globale et taux de change »rapport annuel 2015.

<sup>27</sup> LABSAIRA.N, « cause et conséquence de la dépréciation de dinars algérien » revue des sciences commerciales, pages 236-249.

La variation du taux de change vers une tendance de dévaluation de la monnaie nationale engendre une inflation. Ainsi la baisse de la valeur du dinars algérien va engendrer une inflation traduite par la hausse des prix des biens étrangers (importés) d'une façon direct, et la hausse également des couts des biens intermédiaires ou métiers premières importés, nécessaires à la production du bien local. C'est ainsi que les producteurs et les détaillants, en raison de la dévaluation du dinar, subissent la hausse des couts.

#### **4.3 Les conséquences sur les investisseurs étrangers**

La valeur de la monnaie dépend de la confiance en le devenir de l'économie et de la politique, de la production et de la productivité, La solution réside en une nouvelle gouvernance, de nouveaux mécanismes de régulation, qui conditionnent la dynamisation de la production locale dans des segments à valeur ajoutée au sein de filières internationalisées.

Cela passe par des entreprises performantes (coûts et qualité) étant à l'ère de la mondialisation nécessitant de s'insérer au sein des grands ensembles tel que les espaces euro africains et euro méditerranéens, qui sont les espaces naturels de l'Algérie grâce à un Co partenariat ou à une Co-localisation, la ressource humaine étant le pivot essentiel de la coopération.<sup>28</sup>

### **5. Les objectifs de la dévaluation du Dinar**

La dévaluation de la monnaie est considérée comme un outil pour rétablir l'équilibre des finances extérieures d'une nation puisqu'elle rend d'une manière générale les exportations plus compétitives et concurrentielles à l'échelle extérieur, en plus, elle renchérit aussi les importations. Pour le cas de l'Algérie, nous constatons que les hydrocarbures ont encore continué à représenter l'essentiel de nos exportations, leurs paiements se font en USD, donc, la dévaluation n'a pas un grand effet sur les exportations, pour les exportations hors hydrocarbures, leur part dans la formation globale des exportations reste minoritaire et très faible et négligeable.

L'enrichissement des importations des biens et des matières premières utilisés à l'opération de l'investissement laissent le niveau de ce dernier à ses bas niveaux, qui va s'alourdir le déficit des opérateurs économiques et en fin de freiner la croissance économique, en outre, la hausse des prix des importations se répercute négativement sur le niveau général des prix, où, le taux d'inflation a atteint un niveau très élevé depuis 1994.<sup>29</sup>

---

<sup>28</sup> IDIRI.F ; BELAZOUZ.S « Impact de la dévaluation de la monnaie sur les exportations en Algérie », Mémoire de Master, Université de Bejaia, 2014, P 19.

<sup>29</sup> SENOUCI.B « l'impact des variations du taux de change sur les comptes de la balance des paiements en Algérie » mémoire de magister, université Oran, 2013.

La dévaluation accentue les déséquilibres macroéconomiques, ce n'est pas d'une manière parfaite pour résoudre tous les problèmes d'une économie. La dévaluation pour le cas de l'Algérie n'améliore pas la BC que si la condition de MRL est vérifiée. Mais l'application des fortes dévaluations ne semble accomplir le but de réparateur de l'économie, mais, cela va entraîner une forte récession économique.

La convertibilité commerciale du dinar donne la possibilité aux entreprises de pouvoir financer certaines activités en devises dans le cadre du fonctionnement, en plus des importations habituelles d'intrants. Il s'agit, à titre d'exemple, de la prospection des marchés extérieurs ou de l'exportation temporaire de matériels pour réparation. Surtout que la Banque d'Algérie s'est efforcée de donner une certaine stabilité au taux de change après l'importante dévaluation du dinar de 1994 et la série de dépréciations durant la période 1994–1998. Mais la forte appréciation de la monnaie européenne par rapport au dollar EU, constitue une contrainte pour les entreprises algériennes, dont les principaux achats se font auprès de fournisseurs européens.

Le risque de perte de change est évidemment supporté dans ce cas par les opérateurs économiques et non pas par les banques.

L'application de la dévaluation par les autorités algériennes sous la pression du F.M.I ne semble pas accomplir ce but réparateur, au contraire, son rôle se superpose à celui des autres mesures restrictives, tel que le contingentement ou le système de quotas ou de licences.

## **6. Les limites de la dévaluation du Dinar**

L'Algérie a opté pour une politique de dévaluation, afin de profiter de ses effets, sert à la baisse des importations ou encourage les exportations par la stimulation de la production nationale.

L'Algérie a fixé son but principal qui se situe au premier rang autour des importations, donc d'essayer le maximum possible de freiner ses importations, mais est ce possible, puisque elle risque de provoquer une révolte sociale et d'entraîner la fermeture des entreprises existantes où le tissu industriel en déclin (moins de 5% du PIB) exportant 98% en hydrocarbures et important 70/80% des besoins des ménages et des entreprises publiques et privées dont taux d'intégration ne dépasse pas 15%.

En effet, l'Algérie est dominée par les exportations des hydrocarbures avec la chute des prix, la balance commerciale reste toujours déficitaire puisque les importations qui ne cessent pas d'augmenter, et ce qui ne doit pas être lorsqu'il s'agit de la dévaluation d'une monnaie.



L'inflation étant la résultante, cela renforce la défiance vis-à-vis du DA où le cours officiel administré se trouve déconnecté par rapport au cours du marché parallèle qui traduit le cours du marché. Pour se prémunir contre l'inflation, et donc de la détérioration du dinar Algérien, l'Algérien ne place pas seulement ses actifs dans le foncier, l'immobilier l'or, mais une partie de l'épargne est placée dans les devises.

Cependant, l'économie algérienne joue alors sur les subventions, en subventionnant un grand nombre de produits de première nécessité, puisque dans le cas contraire le taux d'inflation officiel dépasserait les 10/15% mais avec une très profonde injustice sociale. Celui que gagne le SNMG au chef d'entreprise national ou étranger, bénéficient des prix subventionnés, n'existant pas de système ciblé de subventions.

Autres, les investisseurs tant étrangers que locaux se méfient d'une monnaie stable administrée faible qui fluctue continuellement faussant toutes leurs prévisions et les poussant non vers les secteurs productifs mais vers la sphère marchande. La valeur de la monnaie dépend de la confiance en le devenir de l'économie et de la politique, de la production et de la productivité. La solution réside en une nouvelle gouvernance, de nouveaux mécanismes de régulation, qui conditionnent la dynamisation de la production locale dans des segments à valeur ajoutée au sein de filières internationalisées.

C'est que l'Algérie est en transition depuis 1986, ni une économie de marché, ni une économie administrée expliquant les difficultés de régulation politique, sociale, économique et financière et par là, la transition d'une économie de rente pétrolière à une économie hors hydrocarbures, fonction elle-même de la transition énergétique, dans le cadre des avantages comparatifs mondiaux.

## 7. L'effet de la dévaluation sur le commerce extérieur algérien

Pour le cas algérien, le prix des exportations est déterminé au niveau international en dollar et il s'agit d'un bien coté en bourse. La dévaluation devrait donc ne pas influencer sur le prix à l'exportation de ces biens. Ce qui ne va pas déboucher sur une hausse du volume des exportations.<sup>30</sup>

**Tableau N° 06 :** Taux de dévaluation- dépréciation réévaluation ou appréciation

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>TD au RE</b>	0,0319	-0,0287	-0,0689	0,0168	-0,0085	-0,0461	-0,0679	0,1248	0,0239

Source : International Financial Statistics

<sup>30</sup> HAMICHE.Z ; BOUSSAFI.K « dévaluation a la recherche de l'équilibre de la balance commerciale » revue des séances économique 2013

Toutefois le montant des exportations après la dévaluation qu'a connu le dinar en 2005 qui est de l'ordre de 1,68 a augmenté durant les trois ans consécutifs de 18,71% en 2006 et de 10,16% en 2007 et de 31,80% en 2008. Si on ne spécifie pas la nature de cette augmentation, il serait alors logique de dire que la dévaluation a engendré une amélioration de la balance commerciale.

**Tableau N°07 : Exportations des hydrocarbures en 1000 tep**

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
EXP	122924	132651	136834	145195	140629	138329	134635	121840	119545
Année	2011	2012	2013	2014					
EXP	113951	109077	100159	110522					

Source : <http://www.energy.gov.dz>

D'après le tableau ci-dessus durant ces trois ans 2006, 2007, 2008 les quantités exportées en hydrocarbures ont diminué respectivement de 3,14% et 1,63% et 2,67%. De ce fait, l'augmentation ressentie au niveau des exportations n'est que le résultat d'une variation positive des cours du baril du pétrole. La dévaluation de ce fait n'a pas donné lieu à une demande plus importante sur les quantités exportées.

La structure des exportations basée sur l'exportation d'un seul secteur de l'économie dont les prix sont déterminés au niveau des marchés internationaux n'a pas permis de profiter de cette dévaluation .

Pour pouvoir confirmer l'adéquation des effets de la dévaluation en matière de solde commercial nous allons en premier calculer les élasticités-prix d'exportation et les élasticités prix d'importation.

**Tableau N°08: Les élasticités d'exportations et les élasticités d'importations (1991-2017)**

Année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ex /r	-0,03	-0,41	-1,38	-0,29	0,43	1,96	0,90	-14,84	1,70
Im /r	-0,19	0,38	0,83	0,08	0,29	-0,67	-0,82	4,58	-0,19
Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Ex/r	5,82	-5,06	-0,55	-8,09	-5,10	27,83	-21,78	-2,20	-4,68
Im/r	0,01	3,23	6,39	-1,20	-6,78	7,14	-6,28	-6,23	-6,31
Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ex/r	-3,45	10,99	-14,80	-0,35	-4,06	-4,91	-1,70	-1,54	11,67

Im/r	-0,04	1,25	-8,60	1,05	3,90	4,19	-0,47	-1,04	-1,46
------	-------	------	-------	------	------	------	-------	-------	-------

**Sources :** Calculé par les auteurs à partir des données de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et du Fond Monétaire International (FMI).

D'après les élasticités calculées, suite à la dévaluation de 2005 une variation positive du cours de dinar de 1% en 2006 a donné lieu à une diminution de la valeur en dollar des exportations de 21,78%. Cette baisse devenue plus faible en 2007 et 2008 a été respectivement de l'ordre de 2,2% et de 4,68%. Ces résultats sont contradictoires avec la théorie.

En contrepartie, à partir de 2005 les élasticités d'importation reflètent également une baisse consécutive des importations durant les trois années qui suivent pour toute variation du cours de change dinar. Un résultat dont parle la théorie, qui traduit en quelque sorte une réorientation de la demande interne vers les produits locaux. Mais si on analyse la réglementation liée aux conditions d'exercice des activités commerciales (journal officiel de la république algérienne, 2005), en la même année 2005 de la dévaluation, l'Etat a procédé à un assainissement du commerce extérieur, en imposant la constitution au préalable de sociétés pour l'importation des produits finis ayant un capital minimum de 20 millions de dinars. Une seule année a suffi pour que 9200 importateurs arrêtent leur activité.

Les résultats en matière d'élasticité d'importation peuvent être parfois ambigus, c'est le cas des résultats de la dévaluation de 1991, où l'élasticité des deux années suivantes a été positive. Ainsi les importations étaient sensibles à la hausse à toute variation du taux de change de 1%.

Autre dévaluation, celle de l'année 2015 était de l'ordre 24,94%, conséquence d'une brutale chute des cours de pétrole. Les élasticités d'exportation de l'année 2017 permettent de lire une augmentation positive des exportations de 11,67% pour tout changement à la hausse de 1% de la valeur du dinar. Les élasticités d'importation répondent donc positivement à la dévaluation puisque celles-ci diminuent de 1,46% pour toute variation de 1% du taux de change dinar, dollar. Cette augmentation positive des exportations ne correspond pas à une hausse de la quantité produite des hydrocarbures mais plutôt à une augmentation des cours du baril qui était en moyenne en 2017 de 51,85 dollars, soit une augmentation de 27,46% par rapport à l'année précédente.

En l'absence d'un secteur exportateur hors du secteur des hydrocarbures, dont la détermination des prix échappe aux producteurs, parler d'une possibilité de gain en

compétitivité-prix est un mythe. Les résultats positifs qui suivent l'application d'une dévaluation ne sont que l'œuvre d'une coïncidence avec une conjoncture externe positive suite à la hausse des cours de pétrole.

### ✚ La dévaluation du dinar est elle nécessaire ?

La dévaluation du dinar est dictée à la fois par la situation macro-économique de l'Algérie et par les recommandations de l'analyse économique. La situation macro-économique peut être appréhendée à travers l'équilibre des paiements extérieurs et des emplois ressources de la nation. L'analyse économique en situation d'économie ouverte, permet de saisir l'impact des variations du taux de change sur le solde courant et l'épargne financière nette de la nation. Ces deux derniers éléments donne une description des contraintes éprouvées par le pays et justifie la nécessité de la dévaluation du dinar.<sup>31</sup>

Quand la situation financière d'un pays enregistre un déficit durable, le recours à l'épargne internationale pour l'équilibre de la balance des paiements devient une nécessité. La surévaluation de la monnaie nationale réduit le montant nominal de la dette extérieure et des intérêts à payer. Cette situation a caractérisé l'économie algérienne sur toute la période 1971-1980 (tableau N°09).

**Tableau N°09 :** Evolution du solde courant du stock de la dette extérieur et du taux de change nominal.

Année	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Solde courant	0,767	-0,369	-0,917	0,147	-5,58	-4,023	-10,29
Taux de change USD/DA	4,91	4,48	3,96	4,18	3,95	4,16	4,15
Dette extérieur	1261	1550	2991	3366	4663	6114	1060

**Source:** Les soldes courants en 10<sup>9</sup> DA sont tirés des annuaires statistiques de l'ONS Algérie. Le stock de la dette extérieure en 10<sup>9</sup> USD est tiré des données de la Banque Mondiale (World Tables John Hopkins Université)

A partir de l'année 1977, le dinar enregistre une appréciation qui sera maintenue jusqu'à la crise de 1986. Cette sur-cotation du dinar va s'accompagner d'une forte augmentation du déficit courant et de l'endettement extérieur de l'Algérie. En 1980, le dinar s'est apprécié de 7,46% par rapport à 1977, dans le même temps l'endettement extérieur s'est accru de 82,5%.

<sup>31</sup> KENNICHE, M. (2006). Monnaie surévaluée, système de prix et dévaluation en Algérie. Algérie: les cahiers du CREAD, 17(57), p 12-15

**Tableau N°10** : Evolution du service de la dette et du solde courant pour l'économie algérienne

Année	Exportations 10 <sup>9</sup> USD	Service de la dette 10 <sup>6</sup> * USD	Solde courant en 10 <sup>9</sup> USD	Service dette exportation
1978	6.735	1.63	-3.538	24.30
1979	10.10	2.83	-1.631	28.01
1980	14.5	4.03	0.249	28.01
1981	15.07	5.18	0.90	27.70
1982	14.36	5.18	-0.183	34.37
1983	13.60	4.78	-0.85	36.07
1984	13.57	4.85	0.74	35.74
1985	13.75	4.79	1.015	34.83
1986	8.78	/	-2.230	52.00
1987	10.19	5.44	0.141	53.00
1988	8.54	6.57	-2.040	76.00
1989	10.48	7.15	-1.081	68.00
1990	10.50	8.25	1.420	59.40
1991	12.80	9.52	2.366	73.90
1992	12.10	9.28	1.020	76.50
1993	11.03	9.05	0.80	82.00
1994	9.60	8.9	-1.821	48.60
1995	10.3	4.38	-2.200	42.50
1996	13.2	3.85	1.200	29.20
1997	13.63	4.30	3.300	31.60
1998	10.06	5.18	-0.92	47.5
1999	12.46	5.11	0.30	39.1

**Source:** BIRD, Media Bank (Banque d'Algérie)

En Algérie, les données macro-économiques (tableau 9 et 10) laissent apparaître un déficit structurel des paiements extérieurs à partir des années 1975. Déficit qui a été résorbé occasionnellement, en période de hausse des prix des hydrocarbures: 1974, 1980 et 1990. Le poids de l'endettement extérieur (stock de la dette et service de la dette) devient relativement important dès 1977. L'année 1978 enregistre le déficit courant le plus élevé avec un service de la dette qui représente 24,3% des recettes d'exportation.

La hausse des prix du pétrole et la situation politique de l'année 1980 ont été les causes objectives du report d'une dévaluation du dinar. La dévaluation du dinar algérien n'a pas eu lieu durant les années 1978, 1979 parce que le prix du pétrole est passé de 14 USD en 1977 à 38 USD en 1980. Les recettes des exportations ont plus que doublé entre 1978 et 1981. Cependant, le service de la dette progresse d'une manière continue à partir de l'année 1978.

### Section 03 : Le commerce extérieur en Algérie

Les échanges extérieurs de l'Algérie sont caractérisés par l'évolution des importations, des exportations et de la balance commerciale.

Sachant que l'Algérie est un pays dominé par les hydrocarbures qui présente 96,5 % des exportations totale de pays et les 4 % qui reste sont des exportations hors hydrocarbures (de

phosphate, cuir, des dattes, ...) et pour les importations sont généralement des produits alimentaires, des biens de consommations et des biens d'équipements.

Nous allons entamer cette section par la présentation de l'évolution et l'historique du commerce extérieur de l'Algérie. Dans un deuxième temps, l'attention sera portée sur le commerce extérieur de l'Algérie en termes de volume et structure ainsi que ses principaux partenaires commerciaux.

## **1. Historique et évolution du commerce extérieur en Algérie**

L'évolution du commerce extérieur de l'Algérie va de pair avec l'évolution de son économie, car l'économie algérienne est liée directement à son passé.

Le commerce extérieur de l'Algérie a été caractérisé par plusieurs périodes importantes, tels que la monopolisation et la libéralisation du commerce extérieur.

### **1.1 Avant l'indépendance(1962)**

Le commerce extérieur sous le régime colonial est caractérisé des exportations des produits agricoles vers les pays d'Europe, dont le domaine de l'énergie est commencer ces exportations à partir des années 50.<sup>32</sup>

Les importations des inputs, biens d'équipements et les pratiques commerciales son régies par les forces de marchés, un système orienté vers une économie libérale.

### **1.2 La phase de monopole de l'Etat sur le commerce extérieur de 1962 à 1980**

Cette période se divise elle-même en deux phases :

#### **➤ Celle de contrôle allant de 1962 à 1970**

Dans cette phase les opérations commerciales avec l'étranger continuaient à être autorisées, mais l'Etat gardait l'œil vigilant sur l'ensemble des opérateurs économiques et leurs activités.

« Dès la fin de l'année de l'Indépendance, l'Etat a jeté les bases d'un contrôle que, semble-t-il, on voulait total à l'époque : il correspondait à 'l'option socialiste' que l'on avait choisie ». <sup>33</sup>

#### **➤ Celle de monopolisation « monopole » de 1970 à 1980**

L'administration centrale prend le monopole quasiment sur toutes les activités commerciales et on assiste à une croissance exponentielle des exportations et importations algérienne.

---

<sup>32</sup> DJABELKHIR Rabah, « Structure et évolution du commerce extérieur cas de l'Algérie », mémoire en vue d'obtention de licence, Université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou, année 2008-2009, page04.

<sup>33</sup> GEORGE Mutin, « Le commerce extérieur de l'Algérie en 1964 », Edition paris, 1985, page 345.

En effet, deux principaux faits bouleversent le commerce international et affectent la structure de l'économie algérienne en général, Il s'agit des deux chocs pétroliers :<sup>34</sup>

- Le premier choc : survient en 1973 après la guerre israélo-arabe ou la guerre du Kippour 13 qui est à la base d'une augmentation de prix mondial du pétrole, passant ainsi de 2 dollars US le baril au début des années 1970 à 12 dollars US en 1973.
- Le deuxième choc : surgit en 1979 après la révolution islamique en Iran et la chute du Shah, des bouleversements qui ont fait augmenter le prix du pétrole de 250%. En 1980, le prix du baril est évalué à 38 dollars US.

### **1.3 Après l'indépendance jusqu'au milieu des Années 80**

En 1963 l'Algérie a créé un cadre réglementaire pour la fixation à l'avance des quantités des marchandises importées. Cette politique vise essentiellement à protéger la production nationale<sup>35</sup>. Le contrôle a commencé pour le commerce extérieur en Algérie dans les années 1962 / 1970 et durant cette période l'Etat a commencé légèrement le monopole, a mis dans d'autre coté les entreprises avaient encore la liberté d'importer ou d'exporter.<sup>36</sup>

#### **1.3.1 Le régime du commerce à l'importation**

L'Algérie ayant opté pour le protectionnisme, en prenant un certain nombre de mesures tel que le contingentement à l'importation instituée par le décret N° 63/188 du 16 mai 1963, consistant à fixer à l'avance, la nature et la quantité des marchandises à importer.

Cette politique de contingentement avait pour objectifs principaux : la protection de la production et l'emploi national, la limitation des importations dites de luxe dans le but de favoriser l'économie de devises, l'amélioration de l'état de la balance commerciale, et enfin, la consolidation du protectionnisme.

#### **➤ Système des Autorisations Globales à l'importation (AGI)**

Les marchandises sont réalisées sous le couvert des Autorisations Globales d'importation (AGI) pour les opérations du secteur privé. Les (AGI) étaient alors délivrées par le ministère du commerce et les licences d'importations étaient octroyées par l'OSCIP.<sup>37</sup>

#### **➤ La nationalisation de commerce à l'importation**

---

<sup>34</sup> Khaled CHEBBAH « Evolution du commerce extérieur de l'Algérie : 1980-2005 » mémoire de licence en sciences économique, à l'université de mouloud Mammeri, année 2005-2006, page 31-32.

<sup>35</sup> BRAHIM-S (La libéralisation du commerce extérieur et l'impératif de l'OMC avec référence au cas de l'Algérie).Mémoire du master université d'Oran 2011-2012 p58.

<sup>36</sup> Idem.

<sup>37</sup> L'Office pour l'orientation, le Suivi et la Coordination de l'Investissement Privé (OSCIP) qui a été marquée par une volonté d'encadrer et d'orienter les PME, selon les objectifs fixés par le plan quinquennal de l'époque, conformément à ces dispositions durant la période entre 1982 et 1988.

Le fonctionnement réel du monopole de l'État sur les importations, en 1978, renforcé par la loi N°78/02 du 11 février, bouleverse l'organisation du commerce extérieur, en nationalisant toutes les transactions sur achats et ventes. Cette loi met en avant trois principes fondamentaux :

La confirmation formelle du principe de l'intervention étatique « exclusive » au niveau du commerce extérieur ;

- L'interdiction de toute forme d'intervention au niveau du commerce extérieur des opérateurs privés exerçant une activité d'intermédiaire avec les sociétés étrangères ;
- Les AGI accordées aux entreprises publiques et des licences d'exportation délivrées aux entreprises privées.

Le 17 juin 1978, une instruction présidentielle éditée des principes devant guider les entreprises publiques dans leurs transactions commerciales avec l'étranger, ce sont :

- La prise en considération des capacités de production dans la satisfaction des besoins locaux avant tout recours à l'importation ;
- Les importations sont à effectuer, en priorité auprès de pays liés à l'Algérie par des accords commerciaux ;
- L'opération d'importation de biens et services doit appeler une opération de crédit à des conditions avantageuses.

Le décret du 22 décembre 1984, repartit en deux listes, les produits autorisés à l'importation par les entreprises titulaires d'un monopole. La **liste A** regroupe les produits qui ne révèlent que du monopole à moins d'une autorisation de son ministère de tutelle, alors que la **liste B**, concerne les produits qui peuvent être importés par n'importe quel organisme public pour son exploitation ou ses investissements.

Plusieurs problèmes ont été soulevés par les entreprises à la pratique du monopole de l'État sur le commerce extérieur ; il s'agissait notamment, du caractère insuffisant des capacités matérielles disponibles, en particulier au niveau des infrastructures portuaires, des moyens de transport et de manutention, et la complexité des formalités administratives, recommandées dans le cadre de la réglementation du commerce extérieur et la défaillance des structures administratives qui participent à la réalisation des opérations de commerce extérieur (banques, douane, assurance...).

### 1.3.2 Le régime du commerce à l'exportation



Le régime des exportations a évolué en deux périodes : La période « porte ouverte », la période « monopole de l'État ».

➤ **Phase de porte ouverte (période 1974-1978)**

Cette période est caractérisée par la liberté du commerce à l'exportation, soutenue par l'ordonnance 74/11 du 30 janvier 1974, qui a suspendu l'exercice des monopoles à l'exportation par les entreprises publiques. Cette liberté intéresse les produits nationaux et réexportés après ouvrage. Par contre, la réexportation en l'état de produits importés, elle est soumise à l'autorisation du ministère du commerce.

➤ **Phase de monopole de l'État (période 1978-1986)**

En février 1978, le ministère des finances et de l'économie a imposé la loi 78/02 relative au monopole d'État sur le commerce extérieur. Le monopole de l'État sur le commerce extérieur, a été à l'origine de la formulation par le ministère du commerce, d'un programme général d'Exportation (PGE) et mise en place annuellement par le gouvernement.

Ce programme est géré soit des Autorisations Globales d'Exportation (AGE) qui intéressent les entreprises publiques, soit des licences d'exportation, quand il s'agit des entreprises privées.

La crise du système productif algérien n'a fait que révéler les lacunes de la stratégie adoptée par les pouvoirs publics algériens.

En effet, les résultats ont été fortement éloignés des espérances et l'économie algérienne souffre d'énormes handicaps.

#### **1.4 Entre les années 1980 et fin des années 1990**

Le rapprochement de l'Algérie aux institutions de Bretton Woods et la mise en place d'un plan d'ajustement structurel (PAS) imposé par le fond monétaire international (FMI).

Ce plan d'austérité et de redressement caractérisé par un vaste programme de réformes économiques visant à stabiliser l'économie et à ouvrir le pays pour ce qui concerne l'orientation vers l'économie du marché<sup>38</sup>.

En septembre 1989, le gouvernement dirigé par Mouloud HAMROUCHE permet la mise en œuvre d'un programme de réformes destinées à assainir les comptes et rompre avec l'économie administrée, ces mesures permettent au gouvernement, d'une part, de ne pas limiter les importations nécessaires à la production et à l'investissement et, d'autre part, de se

---

<sup>38</sup> BERKAINE Hamida, « Evolution et financement du commerce extérieur de l'Algérie par le crédit documentaire cas de l'BEA », mémoire en vue de l'obtention de licence, Université Mouloud Mammeri, Tizi-Ouzou, année 2009-2010, page 34.

procurer transitivement les moyens des ressources budgétaires afin d'améliorer relativement les bas salaires et d'alimenter les Fonds de soutien aux petites activités créatrices d'emploi.

En 1990, l'Algérie rentre ainsi dans une période d'instabilité politique accentuée et de campagne électorale permanente. La restructuration de l'environnement juridique et administratif du marché est à peine initiée. La solution adoptée est difficile à gérer. D'un côté, le gouvernement réformateur, nommé en juin 1989, tient à développer un programme de transition vers le marché, allant bien plus loin que les conditionnalités probables du FMI.

De l'autre, cet effort ne peut être opposable aux créanciers publics et privés pour obtenir un rééchelonnement conséquent de la dette, du fait des difficultés politiques et managériales de la transition.

### **1.5 La libéralisation du commerce extérieur algérien de 1990 jusqu'à nos jours :**

L'entrée de l'économie nationale au moment de la chute du prix du pétrole dans une crise multidimensionnelle, a révélé que les maux qui affectaient l'économie algérienne étaient plus profonds qu'on pouvait l'imaginer. Alors que, la préparation de l'économie algérienne d'une manière cohérente à l'ouverture vers ses principaux partenaires commerciaux notamment l'Union Européenne.

La sphère du commerce extérieur est caractérisée par l'amarrage lent et difficile à l'économie mondiale (accord avec l'OMC et l'UE).

A cause d'une situation qui se résume par<sup>39</sup> :

- Un commerce extérieur vulnérable car il repose sur les exportations de matières premières.
- Un faible intérêt pour les entreprises locales à l'ouverture faute de l'efficacité et manque de compétitivités

En 1990, les premières libéralisations ont été effectuées en plusieurs étapes :

- La première étape : libéralisation des importations sans convertibilité (règlements entiers des importations en devise),
- La deuxième étape : libéralisation avec convertibilité restrictive,
- La troisième étape : la convertibilité commerciale directement assurée par la banque d'Algérie.

### **Evolution du commerce extérieur en Algérie**

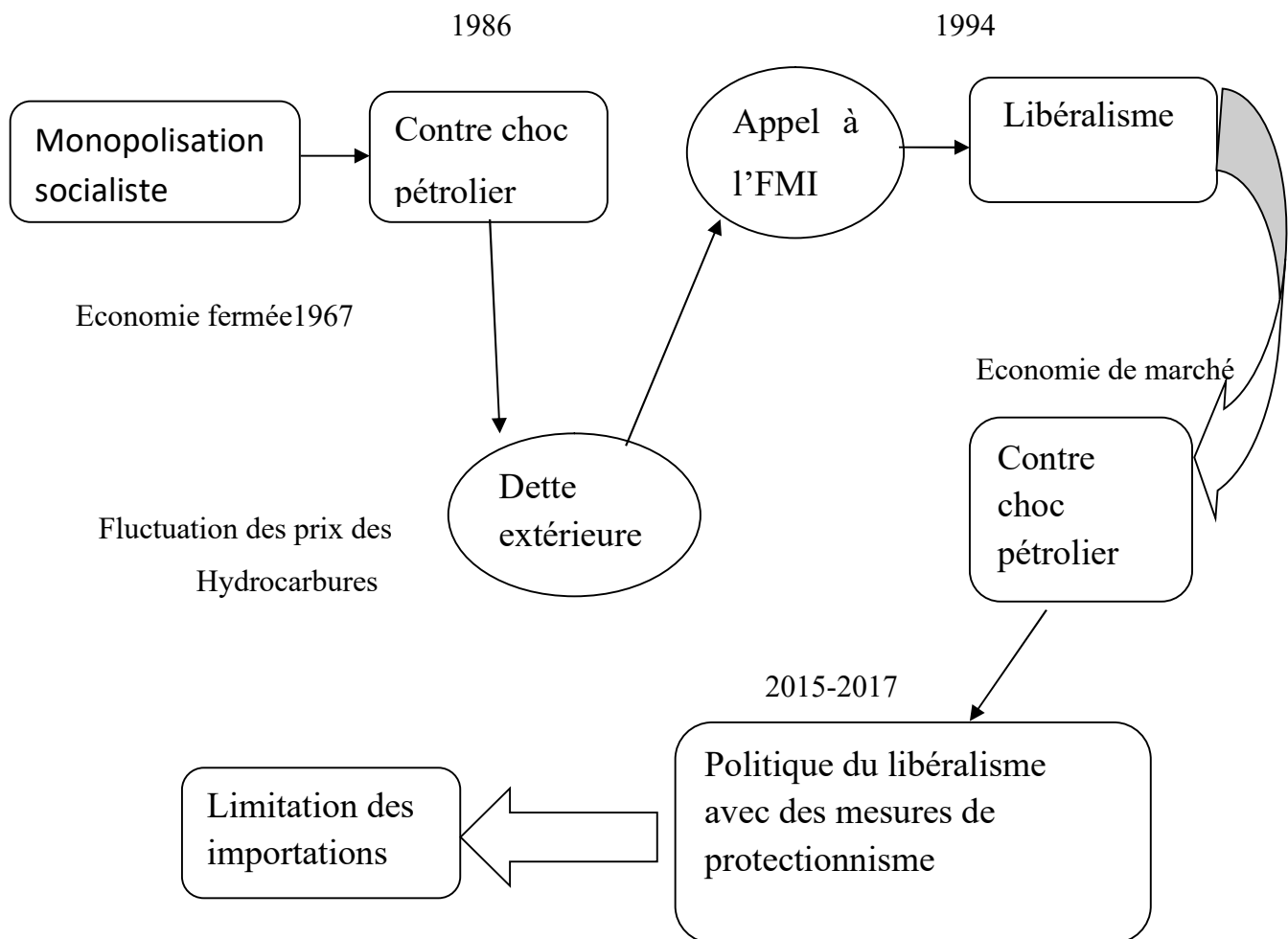
L'évolution du commerce extérieur de l'Algérie va pair avec l'évolution de son économie, car l'économie algérienne est liée directement à son passé. Juste après

---

<sup>39</sup> NACHIDA M'hasna/Dji.Bouzidi, « Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur », éd.OPU, Alger 1974-1984, page 209.

l'indépendance, l'Algérie devait faire face à une situation d'urgence. La remise en route de l'économie nationale, c'était aussi la période où l'expérience de l'autogestion fut lancée.

**Figure N°09** : Evolution de commerce extérieur en Algérie



**Source** : élaboré par nous-mêmes d'après plusieurs informations.

Ce schéma explique les différentes politiques qui ont été adoptées par l'État algérien et des événements qui ont marqué la transition du socialisme au capitalisme dans le contrôle du commerce extérieur.

## 2. La structure des échanges du commerce extérieur

L'économie algérienne comme toute autre économie des pays du Tiers Monde, est largement orientée vers l'extérieur tant pour s'approvisionner en biens d'équipement et de consommations que pour écouler les produits primaires. La diversification géographique des partenaires commerciaux est le deuxième objectif de la politique commerciale algérienne ; mais la colonisation de l'Algérie par la France durant plus d'un siècle et le caractère exclusif de cette dernière n'ont guère favorisé cette volonté. Ainsi, la stratégie commerciale de l'Algérie était axée sur « le détournement de l'ancien colonisateur français vers la recherche d'autres partenaires ».

La répartition du commerce extérieur Algérien est répartie à une transformation par année, par groupe d'utilisation, et par zone géographique.

### 2.1 La structure des échanges par région économique:

Les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie peuvent être classés en trois grandes catégories de groupes :

- les pays occidentaux (OCDE),
- les pays socialistes,
- les pays du tiers monde.

Les deux tableaux n°11 et n°12, portant sur la répartition par région économique.

**Tableau N°11 :** la répartition des importations de marchandises par one géographique de 2004 à 2012 (en %)

Région économique	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Union Européenne	54,7	52,6	54,4	51,9	52,8	52,4	50,5	52,1	52,1
Autres pays d'Europe	11,2	12,1	8,3	7,5	6,3	8,2	6,9	5,5	8,0
Amérique Du nord	7,4	7,8	7,9	9,5	8,0	6,2	6,0	5,1	4,5
Amérique Latine	6,9	6,6	6,5	6,6	7,0	5,3	6,4	8,9	7,5
Maghreb	0,9	1,1	1,1	1,0	1,0	1,2	1,3	1,5	8,9
Pays Arabe	2,8	2,1	2,3	2,2	1,8	2,8	3,1	3,7	1,5
Afrique	0,8	0,7	0,7	0,8	1,0	0,9	1,0	1,2	3,7
Asie	14,5	16,2	17,6	19,6	21,2	22,3	24,3	21,1	1,2
Reste du monde	0,7	0,8	1,2	0,9	0,9	0,7	0,6	0,9	20,9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

**Source :** [www.ons.dz](http://www.ons.dz)

**Tableau n°12:** la répartition des exportations par zone géographique de 2004 à 2012 (en %)

Région économique	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Union Européenne	54,7	55,6	52,5	43,6	52,2	51,3	49,1	50,8	55,3
Autres pays d'Europe	4,8	4,3	3,8	3,6	4,0	5,0	5,8	5,9	4,6
Amérique Du nord	28,2	28,0	33,8	37,8	30,6	28,3	29,4	26,7	22,1
Amérique Latine	6,4	7,0	4,5	4,4	3,8	4,1	4,6	5,8	5,9
Maghreb	1,4	0,9	0,9	1,3	2,0	1,9	2,2	2,2	2,9
Pays Arabe	1,6	1,3	1,1	0,8	1,0	1,2	1,2	1,1	1,3
Afrique	0,1	0,1	0,0	1,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,3
Asie	2,7	2,7	3,4	7,1	5,8	7,8	7,4	7,4	7,7
Reste du monde	0,1	0,1	0,0	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : www.ons.dz

Ils montrent que c'est avec les pays de l'OCDE que les échanges extérieurs de l'Algérie sont les plus importantes et plus particulièrement avec les pays de l'Union Européenne.

Les pays de l'union européenne restent toujours les principaux partenaires de l'Algérie durant la période 2004-2014, avec les proportions respectives de 50,7 % des importations en 2014 et de près de 60,2 % des exportations à la même année.

Les pays de l'OCDE (hors UE) viennent en deuxième position avec une part de 14,05 % des importations de l'Algérie en provenance de ces pays et de 16,42 % des exportations de l'Algérie vers ces pays.

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et les autres régions restent toujours marqués par des faibles proportions.

Les pays d'Asie marquent des résultats des échanges avec l'échange extérieurs passant de 14,5 % en 2004 à 23,3 % en 2014 pour les importations ; et de 2,7 % en 2004 à 10,0 % en 2014 pour les exportations de l'Algérie vers les pays d'Asie.

Enfin, les pays arabe et d'Afrique ont des économies trop peu complémentaire pour

alimenter des relations commerciales soutenues, leurs échanges à passé :

L'importation de l'Algérie dans les pays d'Afrique passé de 0,8 % en 2004 suivit en suite par une forte hausse en 2012 de 3,7 % et un bisse jusque à 0,8 % en 2014 ; et la stabilité des exportations algérienne 0,8 % en 2004 et 0,8 % en 2014.

Les importations de notre pays dans les pays Arabe passent de 2,8 en 2004 suite à une hausse depuis 2009 (2,8%) jusque à 2013 (4,4%) puis une baisse à 3,3 % en 2014 ; et les importations passe aussi de 1,6 % en 2004 à 1,0 % en 2014.

## **2.2 La répartition par produits :**

Nos importations peuvent être réparties en 3 grandes catégories de biens <sup>40</sup>:

- ✓ Les biens de consommation (alimentaire et industrielle),
- ✓ Les biens intermédiaires,
- ✓ Les biens d'équipement.

La répartition des exportations algériennes peuvent être regroupées en quatre grandes catégories de produits :

- ✓ Les hydrocarbures,
- ✓ Les produits agricoles,
- ✓ Les produits miniers,
- ✓ Les produits industriels

### **2.2.1 Les principaux produits importés par l'Algérie sont**

- La part des produits alimentaires reste importante et même surprenante par certains cotés (19,7% en 2004 et 18,8% en 2014).
- Les textiles sont aussi un produit d'importation traditionnel de l'Algérie.
- Le reste est constitué par les produits industriels, métallurgiques, électriques et chimiques.

### **2.2.2 Les principaux produits exportés par l'Algérie sont**

- Les hydrocarbures : le pétrole compte actuellement 97 % des exportations algériennes et l'Algérie est l'un des principaux pays producteurs et exportateurs des hydrocarbures, elle détient le monopole sur le marché mondial.
- Hors hydrocarbures : l'Algérie reste un pays exportateurs de minerais de fer, du cuir, du phosphate,..., et aussi des fruits (des dattes et dérivés,...).

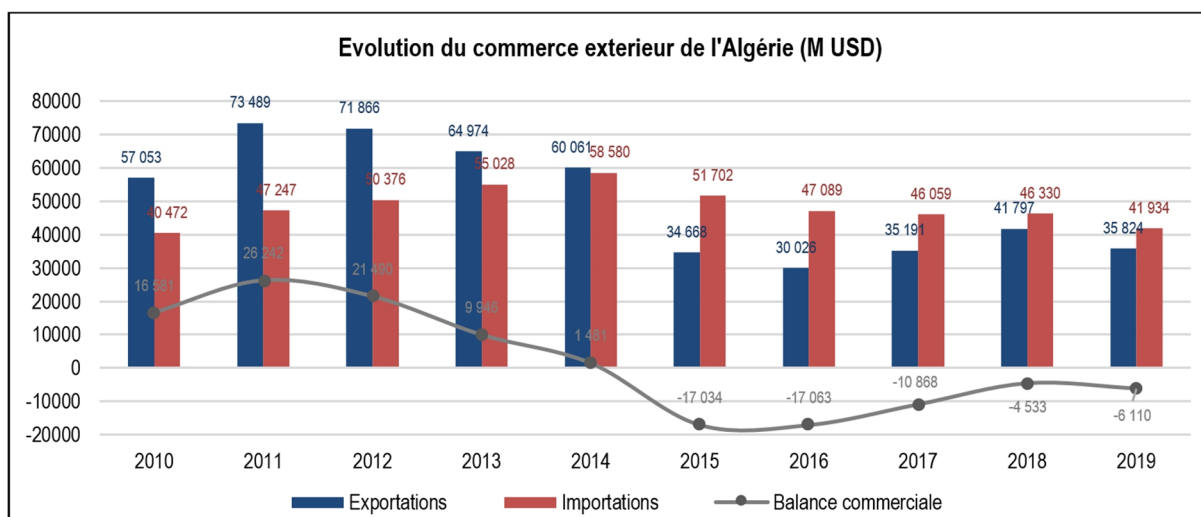
---

<sup>40</sup>DJABELKHIR Rabah, « Structure et évolution du commerce extérieur cas de l'Algérie », mémoire en vue d'obtention de licence, Université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou, année 2008-2009, page 12.

### 2.3 Evolution du commerce extérieur (2010-2019)

En 2019, les échanges commerciaux de l'Algérie se sont élevés à 78 Mds USD, en recul de 12% par rapport à 2018. La France était le 1er client de l'Algérie (14% du total), devant l'Italie (13%) et l'Espagne (11%). La Chine était en 2019 le 1er fournisseur de l'Algérie (avec une part de marché de 18%), suivie par la France (10%) et l'Italie (8%).<sup>41</sup>

**Figure N°10** : Evolution du commerce extérieur en Algérie 2010-2019



Source : Douanes algériennes

**Source** : douanes algériennes

Les exportations algériennes ont atteint 36 Mds USD en 2019 et ont reculé de 14% sur un an. Cette contraction est essentiellement la conséquence d'une baisse du prix et des quantités vendues d'hydrocarbures, ces derniers représentant 93% du total des exportations algériennes (39% de gaz naturel, 37% de pétrole brut et 17% de carburants). Le reste des exportations du pays (-12% en 2019) se compose de dérivés des industries pétrolières et gazières (engrais, ammoniac, huiles issus de la distillation des goudrons) et de produits agroalimentaires (dattes, sucre).

Les importations algériennes ont atteint 42 Mds USD en 2019, en recul de 10% par rapport à 2018. Les importations algériennes de cinq groupes de biens ont reculé en 2019 : les biens alimentaires (-6%, principalement céréales et produits laitiers), les biens de consommation (-5%, inclus médicaments et pièces automobiles), les biens d'équipements industriels (-20%) et agricoles (-19%) et les biens intermédiaires (-6%). Les catégories des

<sup>41</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/DZ/commerce-exterieur-de-l-algerie>

biens bruts (+6%, principalement soja, bois et fer) et des carburants (+33%) ont en revanche vu leurs achats progresser entre 2018 et 2019.

Conséquence d'une baisse des exportations algériennes plus importante que celle des importations, le déficit de la balance commerciale s'est accentué de 35% en 2019, atteignant 6 Mds USD. Le taux de couverture (exportations/importations) était de 85%, contre 90% en 2018.<sup>42</sup>

### 3. Les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie

L'Algérie dispose de plus en plus de nouveaux partenaires avec lesquels elle développe ses échanges commerciaux.<sup>43</sup>

#### 3.1 L'évolution des classements des premiers clients de l'Algérie

Les partenaires commerciales de l'Algérie sont principalement de l'Europe (France, Italie, Espagne,...), elle réalise plus de la moitié de son commerce extérieur avec eux. Devant les pays de l'OCDE, il s'agit majoritairement des USA et de Canada. Hors l'Europe et l'OCDE, en l'occurrence l'Asie et la Turquie

**Tableau N°13** : classements des dix premiers clients de l'Algérie de 2010 à 2017

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
1	USA	USA	Italie	Espagne	Grand Bretagne	Espagne	Italie	Italie
2	Italie	Italie	USA	Italie	Espagne	Italie	Espagne	France
3	Espagne	Espagne	Espagne	Royaume-Uni	France	France	USA	Espagne
4	Pays bas	France	France	France	Italie	Grande Bretagne	France	Etats-Unis
5	France	Pays-Bas	Pays-Bas	USA	Turquie	Pays-Bas	Brésil	Brésil
6	Canada	Canada	Canada	Pays-Bas	Belgique	Turquie	Canada	Turquie
7	Turquie	Belgique	Royaume-Uni	Canada	USA	USA	Pays-Bas	Pays-Bas
8	Brésil	Turquie	Brésil	Brésil	Pays -Bas	Brésil	Turquie	Royaume Uni
9	Belgique	Royaume-Uni	Turquie	Turquie	Maroc	Belgique	Grand Bretagne	Portugal

<sup>42</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/DZ/commerce-exterieur-de-l-algerie>

<sup>43</sup> OULD BACHIR, MOHAND KACI, « le commerce extérieur Chine-Algérie : Etat des lieux et perspectives », mémoire de master, sciences commerciales, Univ- Tizi-Ouzou, 2018, P39.



10	Inde	Brésil	Chine	Chine	Portugal	Portugal	Belgique	Belgique
----	------	--------	-------	-------	----------	----------	----------	----------

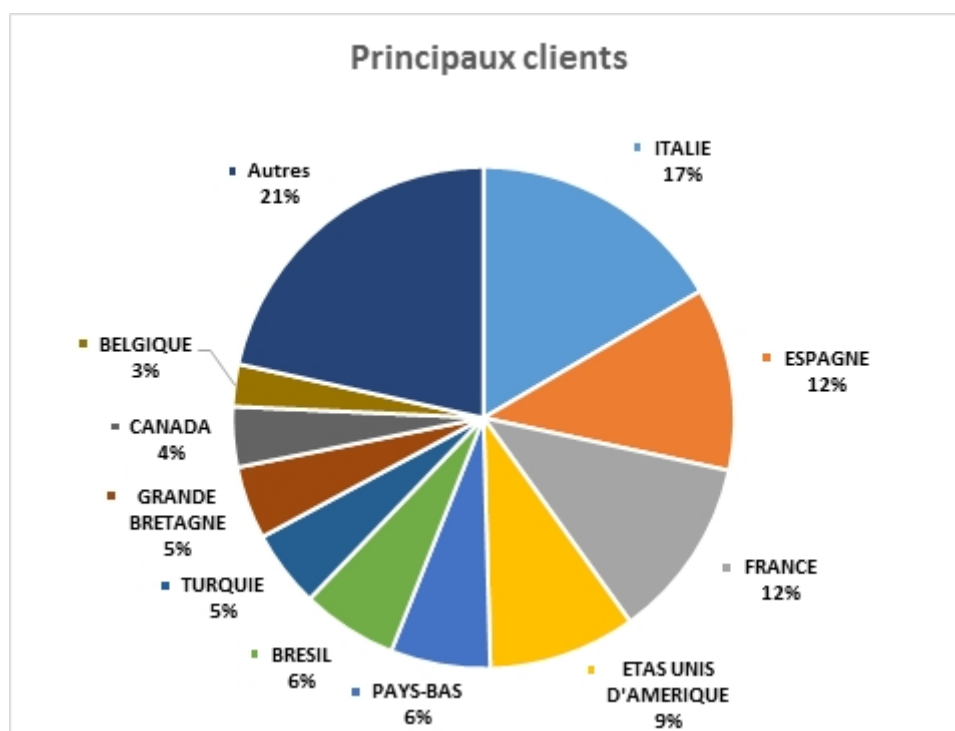
Source : douanes algériennes

Le tableau reprend les principaux clients de l'Algérie : les dix premiers partenaires de l'Algérie concentrent à eux seuls plus de 82 % des exportations algériennes. Ceci peut s'expliquer par la structure des exportations algériennes composée majoritairement d'hydrocarbures et permet de comprendre les tendances enregistrées par les composantes des exportations.

En effet, longtemps premier clients de l'Algérie notamment de part leur demande en hydrocarbure, les USA sont passés en 2<sup>ème</sup> position en 2012 avant de passer à la 3<sup>ème</sup> position courant de l'année 2013 et 2016.

Cette baisse de la demande américaine en hydrocarbures a eu pour conséquence une baisse des exportations. Par ailleurs, l'Espagne 3<sup>ème</sup> client, pendant les trois dernières années est passée à la 1<sup>ère</sup> position en 2013, et en 2<sup>ème</sup> position 2014, 2015. L'Italie demeure un important client de l'Algérie par sa 2<sup>ème</sup> place en 2010 et 1<sup>ère</sup> place pendant la période 2016 à 2017. La France passe au rang de deuxième client durant l'année 2017 et à la 4<sup>ème</sup> place en 2016.

**Figure N°11** : les principaux clients de l'Algérie en pourcentage



Source : des données de CNIS

Les principaux clients de l'Algérie, l'Italie occupe la 1<sup>ère</sup> place avec une part de 17% suivie de l'Espagne et de la France qui cumulent 12% des exportations chacune. Les USA (9%) sont en 4<sup>ème</sup> position devant les Pays-Bas et le Brésil avec 6% chacun.<sup>44</sup>

### 3.2 L'évolution des classements des 10 premiers fournisseurs de l'Algérie :

Tableau N°14 : évolutions des classements des 10 fournisseurs de l'Algérie 2010-2017

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
1	France	France	France	Chine	Chine	Chine	Chine	Chine
2	Chine	Italie	Chine	France	France	France	France	France
3	Italie	Chine	Italie	Italie	Espagne	Italie	Espagne	Espagne
4	Espagne	Espagne	Espagne	Espagne	USA	Espagne	USA	USA
5	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Italie	Allemagne	Italie	Italie
6	USA	USA	Argentine	USA	Allemagne	USA	Allemagne	Allemagne
7	Rep De Corée	Argentine	Turquie	Turquie	Rep de corée	Turquie	Rep de corée	Rep de corée
8	Turquie	Brésil	USA	Argentine	Turquie	Argentine	Turquie	Turquie
9	Japon	Rep De corée	Brésil	Brésil	Argentine	Rep de corée	Argentine	Argentine

<sup>44</sup> <http://www.conjoncture-dz.com/echanges-externes/nette-baisse-du-deficit-de-la-balance-commerciale.html>

10	Argentine	Turquie	Rep De coree	Rep de coree	Suisse	Brésil	Suisse	Suisse
----	-----------	---------	--------------	--------------	--------	--------	--------	--------

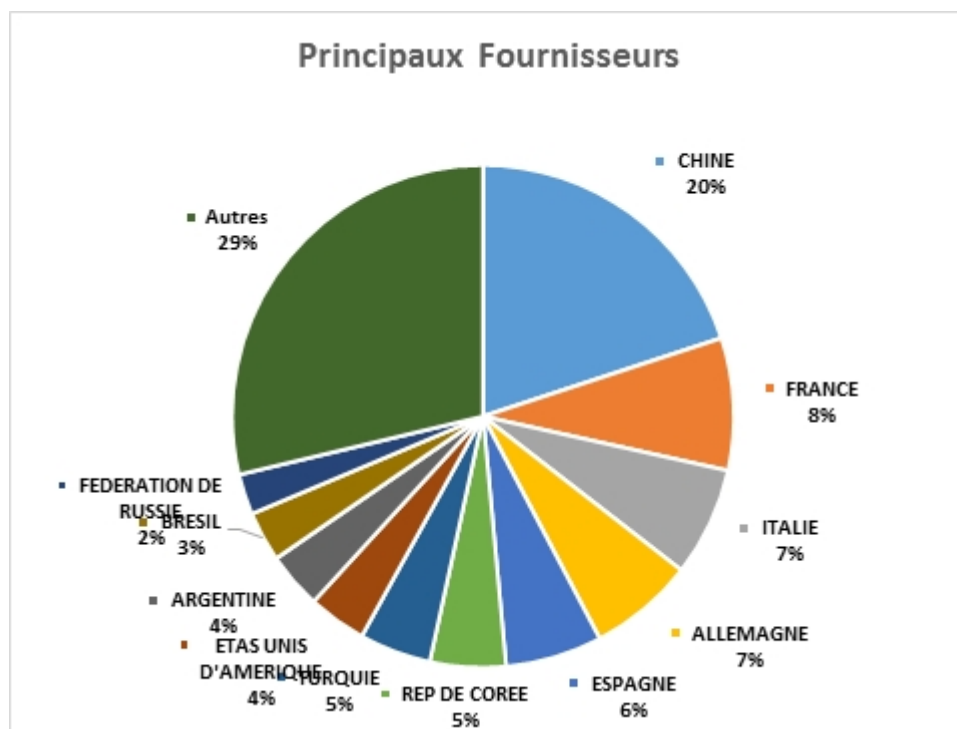
Source : douanes algériennes

Le tableau reprend l'évolution des classements des 10 fournisseurs de l'Algérie 2010-2017 :

Les dix premier fournisseurs de l'Algérie concentrent à eux seuls plus de 65% des importations Algérienne. Ainsi, contrairement à ses exportations l'Algérie essaye de diversifier ses fournisseur dans le cadre d'une économie mondiale de plus en plus globalisée aussi, on constate que la chine premier économie exportatrice au monde occupe désormais les positions de premier fournisseur mondiale de l'Algérie .De ce fait la France maintient sa position de 2<sup>ème</sup> fournisseur de l'Algérie. Italie en 3<sup>ème</sup> position en 2010 et l'Espagne occupe la 4<sup>ème</sup> position pendant trois ans 2010-2011-2012 et la 3eme place en 2014.

Par ailleurs, on constate une certaine stabilité du classement vue que les cinq premiers fournisseurs de l'Algérie demeurent les même depuis plus de 5 ans.

Figure N°12 : les principaux fournisseurs de l'Algérie en pourcentage



Source : les données de CNIS

Les principaux fournisseurs de l'Algérie sont la Chine (20%) qui représente le 1<sup>er</sup> fournisseur en 2017, suivie de la France (8%). L'Italie et l'Allemagne occupent la 3<sup>ème</sup> position avec (7%) chacune devant l'Espagne avec 6%.<sup>45</sup>

✓ La France, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne restent les principaux pays partenaires de l'Algérie en Europe.

Selon les données de la Direction générale des douanes algériennes (DGD), reprises par *Algérie Presse Service*, les échanges entre l'Algérie et les pays européens ont atteint 45,21 milliards \$ en 2019, soit 58,14% de la valeur globale des échanges.

Parmi les autres régions partenaires de l'Algérie, l'Asie vient en deuxième position avec une part de 23,92% de la valeur globale des échanges commerciaux, correspondant à un montant en valeur de 18,60 milliards \$ en 2019, contre 19,06 milliards \$ en 2018. Soit un léger recul de 2,44%.

L'Amérique vient en troisième position, avec une part de 26,51% de la valeur globale des échanges commerciaux avec l'Algérie, équivalant à environ 9,52 milliards \$ en 2019, contre 12,95 milliards \$ en 2018. En baisse de 26,48%.

Quant à l'Afrique, les échanges commerciaux avec l'Algérie ont connu une légère amélioration de 1,55% en 2019 pour s'établir à 3,51 milliards \$ en 2019, contre 3,46 milliards \$ en 2018.<sup>46</sup>

---

<sup>45</sup> <http://www.conjoncture-dz.com/echanges-externiers/nette-baisse-du-deficit-de-la-balance-commerciale.html>

<sup>46</sup> <https://www.agenceecofin.com/commerce/2502-74221-algerie-l-europe-demeure-le-premier-partenaire-commercial-du-pays-avec-58-14-du-volume-des-echanges-en-2019>

# **Conclusion générale**

### Conclusion générale

Le travail qu'on a effectué a pour finalité de traiter l'impact de la dévaluation qui peut revêtir plusieurs formes, engendre souvent des conséquences néfastes pour l'économie, et nous nous sommes intéressés à cet outil économique que les gouvernements pratiquent comme moyen d'ajustement, ce qui devra théoriquement avoir pour effet d'améliorer la balance commerciale du pays dévaluateur.

Par ailleurs, nous avons étudié comment une dévaluation génère, presque automatiquement, des forces inflationnistes non souhaitées par les décideurs de politique économique et comment elle agit sur l'inflation, la redistribution des revenus, les termes d'échanges, ainsi que la dette extérieure.

En effet, suite aux mutations qu'a connu la sphère économique et financière ces dernières années, dont la dernière crise sanitaire que vit le monde actuellement, et qui ont fortement nui aux activités extérieures, le risque de change s'est distingué des autres risques et s'est imposé comme étant le centre de préoccupations de toutes banques ou entreprises traitant des opérations à l'échelle internationale. Donc une attention particulière doit être accordée aux risques de change, et ce en raison des conséquences qu'il peut produire.

Face à ce risque éventuel, les entreprises, ont l'obligation de mettre en place une stratégie de couverture du risque de change qui est une étape importante dans les transactions avec l'extérieur. Pour cela, il existe plusieurs instruments et techniques qu'on peut classer en deux grandes catégories : les techniques traditionnelles et les techniques modernes. Les méthodes traditionnelles sont également réparties en deux classes : les méthodes internes et externes. Concernant les nouveaux instruments de couverture ou les produits dérivés qui sont : les contrats à terme, les swaps et les options de change qui se caractérisent par une souplesse et une parfaite flexibilité de fonctionnement, ce qui permet sûrement de réduire ou d'éliminer totalement le risque de change.

Pour ce qui est du cas algérien, le constat est celui d'une absence totale des instruments de couverture contre le risque de change, ce qui reste un obstacle et une épreuve pour les opérateurs économiques dans le cadre de leurs activités commerciales ou financières avec l'extérieur. Néanmoins une expérience timide en terme d'achat et de vente de devise contre dinar à terme a été introduite au début des années quatre-vingt dix par les autorités monétaires algériennes.

## Conclusion générale

---

L'effet de la dévaluation porte principalement sur le volume des importations et des exportations bien qu'elle a un double impact sur la balance commerciale d'un pays, en affectant à la fois les importations et les exportations et donc, par la même occasion, l'ensemble des prix des produits distribués dans le pays, également sur le pouvoir d'achat. L'effet réel de la dévaluation nominale s'érode rapidement pour les pays qui connaissent de forts taux d'inflation.

La dévaluation du dinar a été entamée en 1988 et a enregistré les plus forts taux en 1991. En effet, elle n'a pas augmenté le volume des exportations, mais elle a permis de réduire les importations afin de dégager un surplus financier destiné à couvrir le service de la dette.

L'Algérie est l'un des pays riches du continent africain, surtout en ressource naturelle, car 97 % de ses productions et exportations sont des hydrocarbures. Elle exporte aussi des produits hors hydrocarbures (phosphates, le fer, du cuir, du tabac, des fruits « surtout les dattes et dérivés, ...), on peut dire que les exportations hors hydrocarbures ne présentent que 4 % des exportations du pays. Par contre, ses principales importations concernent les denrées alimentaires, les biens de consommation et les produits d'équipement industriel. Les partenaires commerciaux de l'Algérie sont principalement l'UE, de l'OCDE, l'Asie et la Turquie.

# Bibliographie

## ➤ **Ouvrage**

- ❖ BAILY J. et al. (2006), *Economie monétaire et financière*, Edition Bréal, Paris.
- ❖ BEITONE A. DOLLO C. GUIDONI JP.LEGARDEZ A. (1991), *Dictionnaire des sciences économiques*, édition ARMAND COLIN, Paris.
- ❖ BASTIDON, BRASSEUL2010, « Histoire de la globalisation financière » édition Armand Colin, Paris.
- ❖ CAPUL J. (2011), *Dictionnaire d'économie et de science sociale*, nouvelle édition paris.
- ❖ DEBAUVAIS.M., SINNAH. (1992), *La gestion globale du change, nouveaux enjeux et nouveaux risques*, 2ème édition: ECONOMICA, paris.
- ❖ DESMICHT F. (2007), *Pratique de l'activité bancaire*, 2ème édition DUNOD, Paris.
- ❖ DIATKINE S. (1996), *Institutions et Mécanismes monétaires*, Edition Armand Colin, Paris.
- ❖ FONTAIN, P. (2009), *Marchés des changes*, Edition Pearson Education, Paris.
- ❖ GUILLOCHON B et KAWECKI A. (2006), *Economie internationale commerce et macroéconomie*, 5<sup>ème</sup> édition Lefebvre, Paris.
- ❖ JAFFRE P. (1996), *Monnaie et Politique Monétaire*, 4eme édition ECONOMICA, Paris.
- ❖ PLIHON D. (2001), *Les taux de change*, Edition la Découverte et Syros, Paris.
- ❖ VEREZ G.C. (2010), *Précis d'économie internationale*, Edition Ellipses, paris.

## ➤ **Articles et revues**

- ❖ ACHOUCHE M. ZIDAT R « le choix d'un régime de change pour l'Algérie : une approche en logt binaire » *article Les Cahiers du Cread.* vol. 43 - n° 1 - 8102. 43.
- ❖ GAMACHE, MEBIROUK, « un (re) classification de régime de change en Algérie : que disent les données du marché des changes », *article les cahiers du cread*, Vol. 36 No. 1 (2020)
- ❖ GEORGES M. (1985) « Le commerce extérieur de l'Algérie en 1964 », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 40, n°4, 1965. pp. 345-365. Les risques de change et les techniques de couverture, revue Les Cahiers du Cread, vol. 36 - n° 01 - 2020.



- ❖ HAMICHE.Z ; BOUSSAFI.K « dévaluation a la recherche de l'équilibre de la balance commerciale » revue des séances économique 2013. Volume 3, Numéro 1, Pages 349-359
- ❖ HAMICHE.Z ; BOUSSAFI.K « dévaluation a la recherche de l'équilibre de la balance commerciale » *revue des séances économique 2013*. Volume 3, Numéro 1, Pages 349-359
- ❖ JEAN FERICELLI « les conditions monétaires et la réussite d'une dévaluation, »revue économique. volume 13, n°1, 1962, p. 87-116

### ➤ **Mémoires et thèses**

- ❖ ADOUKA-LAKHDAR « modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM » thèse de doctorat en sciences de gestions, univ-Tlemcen, 2011, p 98.
- ❖ ATMANI.H & ICHALLAL.B, « Gestion du risque de change dans une opération du crédit documentaire Cas: BNA « El KSEUR 585 », université de Béjaia en ligne, 2016, P40-41
- ❖ BENHABIB.A, «Marché de Change informel et Désalignement : le cas du Dinar Algérien », Faculté des sciences Economique et de Gestion, Université de Tlemcen, 2002, p23.
- ❖ BOUSSELMI, S, «Impact de la dévaluation sur les échanges extérieurs », Université de Montréal, 1999,2000.P 17.
- ❖ IDIRI.F ; BELAZOUZ.S « Impact de la dévaluation de la monnaie sur les exportations en Algérie », Mémoire de Master, univ de Béjaia, 2014, p 19.
- ❖ MENHOUK, NOURAOUI, « les instruments de couverture contre le risque de change en Algérie », mémoire de master, en science économique, univ-Tizi-Ouzou, 2016, p72
- ❖ RAKOTONINDRINA A.J.G, les effets de la dévaluation et la dépréciation monétaires sur l'importation le cas de Madagascar, mémoire de master, en science économique, 2015, p 12.
- ❖ RAMIANDRISOA, T, O, « La dévaluation a-t-elle un effet récessif ? Le Cas de Madagascar », Université de Rennes Iinstitut catholique de Madagascar, p05-06.
- ❖ RAZAFIMAMINIRINA.A, La condition de Marshall-Lerner-Robinson : cas de Madagascar, Mémoire de DEA.

- ❖ SENOUCI.B « l'impact des variations du taux de change sur les comptes de la balance des paiements en Algérie » mémoire de magister, en science économique, université Oran, 2013 p131.
- ❖ SMAOUANE.S ; SAIDI.H « l'impact de la dévaluation de dinar sur les importations algériennes »Mémoire de Master, université de Bejaia, 2017 p 31.

## Site web

<https://www.bank-of-algeria.dz/html/marcheint1.htm>, consulté le 22/02/2021.

<https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/marches-financiers/acteurs-de-la-finance/banque/la-banque-comment-ca-marche/le-marche-interbancaire/>, consulté le 04/03/2021

<https://www.panoramix-bourse.com/les-differentes-categorie-de-regime-de-change>, consulté le 25/03/2021.

<https://politika.mg/14584/>, consulté le 15/04/2021.

[www.vie-publique.fr](http://www.vie-publique.fr), consulté le 29/04/2021.

<https://www.abc-forex.net/fr/marche-des-changes/c-est-quoi-le-forex.php>, consulté le 09/05/2021.

<https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-economique-et-financier/1199055-taux-de-change>  
[http://jb.desquilbet.pagespersoorange.fr/docs/M2\\_EFI\\_01marchedeschanges.pdf](http://jb.desquilbet.pagespersoorange.fr/docs/M2_EFI_01marchedeschanges.pdf), consulté le 18/05/2021.

[https://www.academia.edu/1806306/OBJECTIFS\\_ET\\_INSTRUMENTS\\_DE\\_LA\\_POLITIQUE\\_MONETAIRE\\_DE\\_LA\\_BCEAO\\_1](https://www.academia.edu/1806306/OBJECTIFS_ET_INSTRUMENTS_DE_LA_POLITIQUE_MONETAIRE_DE_LA_BCEAO_1), consulté le 01/06/2021.

<https://fr.scribd.com/document/> « Risque-de-Change », consulté le 13/06/2021.

<https://www.universalis.fr/encyclopedie/politique-du-commerce-exterieur>, consulté le 17/06/2021.



# **Table des matières**

## Table des matières

Remerciement

Dédicaces

Liste des abréviations

Liste des figures

Liste des tableaux

Sommaire

Introduction générales.....	1
Chapitre 1 : Approche générale sur le marché et le taux de change .....	4
Introduction .....	4
Section 1 : Généralité sur le taux de change .....	4
1. Présentation du marché de change .....	4
1.1. Marché interbancaire des changes .....	5
1.2. Les caractéristiques du marché de change .....	7
2. Les intervenants du marché de change.....	8
3. Les types de régime de change .....	9
3.1. Le régime de change flexible ou flottant.....	9
3.2. Le régime de change fixe.....	10
3.3. Le régime de change intermédiaire.....	10
4. Les opérations et les ressources utilisés au marché de change.....	10
5. L'évolution du marché de change .....	11
Section 2 : Le marché et le taux de change .....	13
1. Définition du taux de change .....	13
2. Les types du taux de change.....	14
2.1. Le taux de change nominal.....	14
2.2. Le taux de change réel.....	15
2.3. Le taux de change à terme.....	15
2.4. Le taux de change effectif.....	16
3. l'incidence d'un déséquilibre du taux de change sur la performance économique.....	17
3.1. Le déséquilibré du taux de change.....	17
Section 3 : Le risque de change et les techniques de sa couverture.....	18

<b>1. Définition du risque du taux de change.....</b>	<b>18</b>
<b>2. Naissance du risque .....</b>	<b>20</b>
<b>2.1. Risque certain.....</b>	<b>20</b>
<b>2.2. Risque incertain.....</b>	<b>21</b>
<b>3. Typologie des risques .....</b>	<b>20</b>
<b>3.1. Le risque de change de transaction.....</b>	<b>20</b>
<b>3.2. Le risque de change économique .....</b>	<b>21</b>
<b>3.3. Le risque de change comptable.....</b>	<b>21</b>
<b>4. La mesure de change.....</b>	<b>21</b>
<b>4.1. Le cours de change de référence .....</b>	<b>21</b>
<b>4.2. La position de change.....</b>	<b>22</b>
<b>4.2.1. Position commerciale.....</b>	<b>23</b>
<b>4.2.2. Position financière.....</b>	<b>23</b>
<b>5. Les techniques de couverture des risques .....</b>	<b>24</b>
<b>5.1. Les techniques internes.....</b>	<b>24</b>
<b>5.2. Les techniques externes.....</b>	<b>25</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>27</b>
<b>Chapitre 2 : L'impact de la dévaluation de la monnaie sur le commerce extérieur.....</b>	<b>28</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>28</b>
<b>Section 1 : La politique monétaire et la politique commerciale.....</b>	<b>28</b>
<b>1. Définition de la politique monétaire.....</b>	<b>28</b>
<b>1.1. Les objectifs de la politique monétaire.....</b>	<b>29</b>
<b>1.1.1. Les objectifs finaux de politique monétaire.....</b>	<b>29</b>
<b>1.1.2. Les objectifs intermédiaires de la politique monétaire.....</b>	<b>30</b>
<b>1.2. Les instruments de la politique monétaire .....</b>	<b>32</b>
<b>1.2.1. Les instruments de contrôle direct .....</b>	<b>32</b>
<b>1.2.2. Les instruments qualitatifs.....</b>	<b>32</b>
<b>2. La politique commerciale.....</b>	<b>34</b>
<b>2.1. Les instruments de la politique commerciale.....</b>	<b>34</b>
<b>2.1.1. Les barrières tarifaires.....</b>	<b>35</b>
<b>2.1.2. Les barrières non tarifaires.....</b>	<b>35</b>
<b>3. Le lien entre la politique monétaire et la politique commerciale.....</b>	<b>36</b>
<b>Section 2 : Généralités sur la dévaluation de la monnaie.....</b>	<b>37</b>

<b>1. Définition de la dévaluation de la monnaie.....</b>	<b>37</b>
<b>2. Les types de la dévaluation monétaire.....</b>	<b>38</b>
2.1. La dévaluation défensive.....	38
2.2. La dévaluation offensive.....	38
2.3. La dévaluation a chaud.....	39
2.4. La dévaluation a froid.....	39
<b>3. Les objectifs de la dévaluation monétaire .....</b>	<b>39</b>
<b>4. Les causes de la dévaluation monétaire.....</b>	<b>39</b>
4.1. Les pressions inflationnistes.....	39
4.2. Le déficit commercial.....	40
4.3. La masse monétaire économique .....	40
<b>5. L'exemple d'un cas d'une dévaluation réussi « chine ».....</b>	<b>40</b>
5.1. Les causes de la dévaluation .....	40
5.2. Le déroulement de la dévaluation du yuan.....	41
5.3. Les conséquences de la dévaluation chinoise.....	41
<b>Section 3 : l'impact de la dévaluation de la monnaie sur le commerce extérieur et les conditions de sa réussite .....</b>	<b>45</b>
<b>1. Les effets d'une dévaluation de la monnaie.....</b>	<b>45</b>
1.1. L'effet sur la balance des paiements.....	45
1.2. L'effet sur prix et l'effet volume.....	47
1.3. L'effet sur les termes d'échange.....	49
1.4. L'effet sur l'inflation .....	50
1.5. L'effet sur la redistribution des revenus.....	50
1.6. L'effet sur la dette extérieure .....	50
1.7. L'effet sur les salaires et le pouvoir d'achat.....	51
<b>2. Les conditions de la réussite d'une dévaluation .....</b>	<b>51</b>
2.1. La théorie des effets d'une dévaluation.....	51
2.1.1. L'approche d'absorption.....	51
2.1.2. L'approche en termes d'élasticités.....	53
<b>Conclusion.....</b>	<b>56</b>
<b>Chapitre 3 : L'effets de la dévaluation du dinar sur le commerce extérieur en Algérie</b>	
<b>Introduction.....</b>	<b>57</b>
<b>Section 1 : L'évaluation de la politique de change et ses techniques de couvertures contre les risques de change en Algérie.....</b>	<b>58</b>

<b>1. L'évaluation de la politique de change en Algérie.....</b>	<b>58</b>
1.1. Politique de change passive (1962-1970).....	63
1.2. Politique de change active.....	64
<b>2. Libération du régime de change (1994-2014).....</b>	<b>65</b>
<b>3. La pertinence du choix du régime de change pour l'Algérie.....</b>	<b>66</b>
3.1. Evaluation du régime de change alternatif.....	68
<b>4. La convertibilité du dinar Algérie .....</b>	<b>69</b>
<b>5. La marche de change en Algérie.....</b>	<b>70</b>
5.1. Le marché officiel.....	70
5.2.. Développement du marché parallèle des charge en Algérie.....	71
<b>6. La couverture contre le risque de charge en Algérie.....</b>	<b>72</b>
<b>Section 2 : La dévaluation de dinar Algérie.....</b>	<b>74</b>
<b>1. La transformation systémique de l'économie algérienne.....</b>	<b>74</b>
1.1. La politique de l'ajustement «volontaire »1986-1989.....	75
1.1.1. Les mesures de stabilisation.....	75
1.1.2. le contexte politico-économique.....	76
1.2. L'ajustement « subi » en Algérie (1994-199).....	77
1.2.1. L'accord stand-by de confirmation (1994-1995).....	77
1.2.2. L'accord de facilité de financement élargi ((FFE)(1995-1998).....	77
<b>2. Les différentes dévaluations du dinar en Algérie.....</b>	<b>78</b>
2.1. La dévaluation externe.....	78
2.2. La dévaluation interne.....	78
<b>3. Les causes de la dévaluation du dinar.....</b>	<b>78</b>
3.1. Le déficit budgétaire comme cause de la dévaluation.....	78
3.2. La chute du prix du pétrole.....	79
3.3. L'expansion inflationniste causé par la dévaluation du dinar.....	79
<b>4. Les conséquences de la dévaluation du dinar .....</b>	<b>80</b>
4.1. Les conséquences sur la balance des paiements.....	80
4.2. L'inflation une conséquence de la dévaluation .....	80
4.3. Les conséquence sur les investisseurs dévaluation.....	81
<b>5. Les objectifs de la dévaluation du dinar .....</b>	<b>81</b>
<b>6. Les limites de la dévaluation du dinar .....</b>	<b>82</b>
<b>7. L'effet de la dévaluation sur le commerce extérieur Algérien.....</b>	<b>83</b>
<b>Section 3 : Le commerce extérieur en Algérie .....</b>	<b>87</b>



<b>1. Historique et évaluation du commerce extérieur en Algérie .....</b>	<b>88</b>
<b>1.1. Avant l'indépendance (1962).....</b>	<b>88</b>
<b>1.2. la phase de monopole de l'état.....</b>	<b>88</b>
<b>1.3. Après l'indépendance jusqu'au milieu des années 80.....</b>	<b>89</b>
<b>1.3.1. Le régime du commerce a l'importation.....</b>	<b>89</b>
<b>1.3.2. Le régime du commerce a l'exportation.....</b>	<b>90</b>
<b>1.4. Entre l'années 1980 et fin des années 1990.....</b>	<b>91</b>
<b>1.5. La libéralisation du commerce extérieur algérien de 1990 jusqu'à nos jours .....</b>	<b>92</b>
<b>2. La structure des échanges du commerce extérieur .....</b>	<b>93</b>
<b>2.1. La structure des échanges par région économique.....</b>	<b>94</b>
<b>2.2. La répartition par produits .....</b>	<b>96</b>
<b>2.2.1. Les principes produits importés par l'Algérie .....</b>	<b>96</b>
<b>2.2.2. Les principaux produits exportés par l'Algérie .....</b>	<b>96</b>
<b>2.3 Évolution du commerce extérieur (2010/2019).....</b>	<b>97</b>
<b>3. Les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie .....</b>	<b>98</b>
<b>3.1. L'évolution des classements des premiers clients de l'Algérie.....</b>	<b>98</b>
<b>3.2. L'évolution des classements des 10 premiers fournisseurs de l'Algérie.....</b>	<b>100</b>
<b>Conclusion générale.....</b>	<b>103</b>
<b>Bibliographie</b>	
<b>Annexes</b>	
<b>Table des matières</b>	

## Résumé

La dévaluation est la baisse décidée par un état de la valeur de sa monnaie nationale par rapport aux autres monnaies, avec l'ouverture aux échanges extérieurs, le principal risque auquel les entreprises ou les banques qui opèrent à l'import, ou à l'export sont confrontées au risque de change. Cette étude a pour objectif de comprendre et d'expliquer l'impact d'une dévaluation de la monnaie sur le commerce extérieur en Algérie en particulier.

Pour ce faire nous avons effectué un stage pratique au sein de BADR (d'une agence bancaire à un service des opérations avec l'étranger) nous avons constaté que cette dernière ne mettait à la disposition de ses clients aucun instrument de couverture, cependant ces derniers subissent seuls la perte de change et supportent le risque de change.

En Algérie, la dévaluation du dinar a pour but d'améliorer la compétitivité dans la mesure où les prix des biens exportés sont diminués par rapport aux prix de la production nationale des pays importateurs. D'un autre côté, les prix à l'importation augmentent ce qui a un effet sur l'inflation du pays et a engendrer une baisse du pouvoir d'achat. Il ne faut pas confondre la dévaluation et la dépréciation, la dépréciation est la constatation de la baisse de la valeur d'une monnaie sur le marché des changes et ne résulte donc pas d'une décision des autorités monétaires.

**Mots clés :** dévaluation, dinar algérien, marché des changes, importation, exportation, commerce extérieur, taux de change.

## Summary

Devaluation is the decline decided by a statement of the value of its national currency in relation to other currencies, with openness to foreign trade, the main risk facing companies or banks that operate on imports or on exports face currency risk. This study aims to understand and explain the impact of currency devaluation on foreign trade in Algeria in particular.

To do this, we carried out a practical internship within BADR (from a bank branch to a foreign operations department) we observed that the latter did not provide its clients with any hedging department instrument, however these latter alone suffer the exchange loss and bear the exchange risk.

In Algeria, the devaluation of the dinar aims to improve competitiveness insofar as the prices of exported goods are reduced compared to the prices of national production in importing countries. On the other hand, imports prices are rising which have an effect on the country's inflation and has caused a decline in purchasing power.

Devaluation and depreciation should not be confused, depreciation is the recognition of the fall in value of a currency on the foreign exchange market and therefore does not result from a decision by the monetary authorities.

**Key words:** devaluation, Algerian dinar, foreign exchange market, import, export, foreign trade, exchange rate.